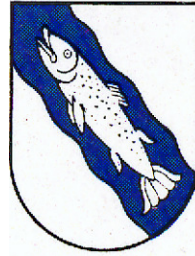


Canton de Berne

# Commune municipale de CORTÉBERT



Chasseral  
PARC REGIONAL

## Plan d'Aménagement Local (*PAL*)



## RÈGLEMENT COMMUNAL DE CONSTRUCTION ( *RCC* ) - ANNEXES

4096 - 030 B

Titre marginal

Article / Alinéa

Titre marginal

Article / Alinéa

# **Commune municipale de Cortébert**

## **RÈGLEMENT COMMUNAL DE CONSTRUCTION (*RCC*) - ANNEXES**

Titre marginal

Article / Alinéa

**ANNEXES**

<b>ANNEXES A</b>	<b>5</b>
A1	DÉFINITIONS ET MESURAGES ( <i>cf. fascicule RCC</i> )
A2	COMMENTAIRES AIHC
A3	Formes architecturales et aménagements des espaces extérieurs : "RECOMMANDATIONS"
A 31	Développement Durable (DD)
A 32	Matières / Matériaux / Palette chromatique
A 33	Architecture
A 34	Énergies
A 35	Aménagements extérieurs
A 36	Usages de l'eau
A 37	Bruit
A 38	Indices d'affectation
A4	AUTORITÉ D'OCTROI DU PERMIS DE CONSTRUIRE (AOPC)
<b>ANNEXES B</b>	<b>58</b>
B1	NOTE EXPLICATIVE SUR LES PÉRIMÈTRES ET OBJETS SOUMIS À RESTRICTIONS
B2	INVENTAIRE ARCHÉOLOGIQUE
B3	FONTAINES HISTORIQUES
B4	BORNE HISTORIQUE
B5	EXTRAIT DE L'INVENTAIRE IVS
B6	INVENTAIRE ISOS
B7	ARBRES D'ESSENCES MAJEURES
<b>ANNEXES C</b>	<b>95</b>
C1	NÉOPHYTES
C2	PRÉVENTION DE L'ÉROSION DES SOLS
C3	INSTRUCTIONS RELATIVES AUX MESURES DE RÉDUCTION DES RISQUES LORS DE L'APPLICATION DE PPh
<b>ANNEXE D</b>	<b>98</b>
D1	CADASTRE DES SURFACES DE LIMITATION D'OBSTACLES
<b>ANNEXE E</b>	<b>103</b>
E1	ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET ACTES LÉGISLATIFS



Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXES A** *(suite)*

Titre marginal

Article / Alinéa

## ANNEXE A 2 -



IOHB AIHTC OIAE

*IVHB-Erläuterungen, Stand 3.9.2013 – Commentarie AIHC, état du 3.9.2013*

### Commentaires de l'AIHC

#### **A211**

Le droit de la construction en Suisse est réglé au niveau cantonal. Il en résulte parfois des situations inopportunes. Ainsi, il est notamment insatisfaisant que la hauteur des bâtiments soit définie de 26 manières différentes au sein du pays. Il existe une exigence légitime d'harmoniser la terminologie dans le domaine de la construction.

L'AIHC harmonise les termes les plus importants dans le domaine de la construction. La structure fédérale et l'autonomie communale sont ainsi maintenues par une préservation de la souveraineté décentralisée en matière d'aménagement du territoire dans le droit matériel et par la possibilité pour les cantons d'uniformiser librement le droit d'aménagement du territoire et des constructions.

L'accord harmonise 30 notions formelles (*définitions*) relevant de la construction, telles que les hauteurs, distances, étages, etc. afin que chaque notion soit comprise de la même manière dans tous les cantons. Les cantons qui adhèrent à l'AIHC s'engagent à reprendre ses définitions et ses modes de mesures dans leur droit en matière d'aménagement du territoire et de construction.

<http://www.dtap.ch/fr/dtap/concordats/aihc>

**ANNEXE A 3 - Formes architecturales et aménagements des espaces extérieurs : "RECOMMANDATIONS"**

<b>Section</b>	<b>A31</b>	<b>Développement Durable (DD)</b>
<b>Ecoresponsabilité citoyenne</b>	<b>A311</b>	<p>1 Le <b>D</b>éveloppement <b>D</b>urable (<b>DD</b>) n'est pas un concept en soi. C'est une autre définition du développement. Ce à quoi il sert lui donne son sens : "répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs", tout comme les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Le développement durable, en tant qu'il est une action dirigée vers une fin, est une éthique : une pensée du "vivre ensemble" à l'œuvre dans l'attention portée à notre planète.</p>
Ressources Epuisables		<p>2 On ne répondra pas aux enjeux de la planète par la reproduction systématique de techniques éprouvées, mais par la recherche d'une architecture écoresponsables s'appuyant sur la relecture de techniques et pratiques ancestrales, stimulant le savoir-faire et l'innovation des entreprises en réponse aux spécificités du contexte local et à la demande de la collectivité ou des maîtres d'ouvrage, des partenaires économiques et sociaux. Il faut laisser leur chance aux solutions innovantes aujourd'hui marginales.</p>
Echelle du temps		<p>3 Certaines notions doivent être intégrées ou questionnées dans le cadre d'une conception durable. La première est celle de l'adaptabilité. Tout en se méfiant de la notion de polyvalence qui peut conduire à ce que le lieu ne soit finalement bien adapté à aucun usage, des réflexions doivent être menées dans le cadre de l'élaboration du programme pour permettre la diversité des usages attendus ou possibles aux différentes échelles de temps (<i>jour/nuit/saisons/années</i>), enclencher le cas échéant des réflexions prospectives. Par exemple, il ne faut pas, sous prétexte d'économies, s'engager sur des solutions irréversibles en termes d'organisation et de surfaces, afin de permettre d'éventuelles restructurations, extensions ou changement d'usage (<i>disposition et agencement des pièces, dimensions des couloirs et escaliers, réservation pour plateforme d'ascenseur, parements intérieurs pour fixer rampes, rails, lève-personne, portes coulissantes motorisables, volets motorisables, seuils de portes adaptés, intégration ultérieure de domotique, ...</i>).</p>
<b>Coût global</b>	<b>A312</b>	<p>1 La notion de coût global permettant d'effectuer les bons choix et, le cas échéant, des surinvestissements, mérite d'être prise en compte systématiquement et ce, dans une échelle de temps plus longue, à l'exception des retours sur investissement. La démarche de développement durable intègre le devenir de l'ouvrage et de ses composants en fin de vie, lors de la déconstruction, et finalement les impacts écologiques pour les générations futures. Elle prend aussi en compte ce qui se passe avant le chantier, à savoir l'énergie et la nature des ressources utilisées pour l'extraction, la fabrication et le transport des matériaux.</p>

Titre marginal

Article / Alinéa

**A312** 2 Le coût global représente donc les coûts d'investissement, qui correspondent à l'ensemble des dépenses engagées depuis l'origine du projet jusqu'à la réception définitive des travaux, ainsi que les coûts "différés" qui recouvrent différents postes de dépense :

*(suite)*

- les coûts d'exploitation (*consommations en énergie et autres fluides, gardiennage, ménage, ...*) ;
- les coûts de maintenance (*petit et gros entretien, contrats de maintenance des installations techniques, ...*) ;
- les coûts des travaux liés à des modifications fonctionnelles (*reclouisonnement, réorganisation des accès, ...*) ;
- le coût de pilotage de l'exploitation-maintenance (*moyens humains et informatiques, internes et externes*) ;
- éventuellement, le coût de fin de vie (*démolition*).

**Energie grise**

**A313** 1 Il s'agit de l'énergie nécessaire pour l'extraction et la mise à disposition, la fabrication et l'approvisionnement, l'entretien, le renouvellement et la fin de vie des matériaux et ouvrages du bâtiment. Au fur et à mesure que les bâtiments deviennent de plus en plus sobres en exploitation, cette énergie grise occupe une part de plus en plus importante. De plus, les techniques performantes sont souvent gourmandes en énergie grise. Il ne faudrait pas que les efforts sur les consommations soient grignotés par une surconsommation d'énergie grise. Une conception durable doit donc veiller à l'évaluer.

- 2 Par ailleurs certains matériaux disposent de réserves au moins aussi faibles que celles du pétrole. Par exemple, pour le zinc et le cuivre, les réserves tournent autour d'une quarantaine d'années. Pourtant, les deux situations sont très différentes : les produits du bâtiment en cuivre comportent une part importante de cuivre recycle, à la différence du zinc. De façon générale, il s'agit de privilégier en priorité les matériaux renouvelables, dont la ressource est reconstituée en moins d'une génération (*bois, isolants issus de l'agriculture, ...*), puis les produits comportant une part importante de matière recyclée (*en règle générale, les métaux*).

**Référence**

**A314** Concernant la construction durable, la Société Suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA) a publié plusieurs ouvrages de référence servant d'instrument aux concepteurs et maîtres d'ouvrage.

- SIA 112/1 « Construction durable – Bâtiment »
- SIA D 0122 « Aspects écologiques de la construction. Recherche d'une prise en considération globale »
- SIA D 0164 « Constructions : Critères d'un développement durable »
- SIA D 0200 « SNARC – Méthode pour l'évaluation de l'écologie dans les projets d'architecture »
- SIA D 093 « Déclaration des caractéristiques écologiques de matériaux de construction selon SIA 493 »
- SIA D 0167 « Planifier et construire dans le respect du paysage »

Titre marginal

Article / Alinéa

**Champs  
Thématiques DD  
du Canton de  
Berne**

**A315**

La concrétisation des trois dimensions du **Développement Durable (DD)** – société, économie, environnement – de la Stratégie du Conseil Fédéral (*chap. 2.2.3.2*) fournit les thèmes déterminants. Le projet national « indicateurs centraux pour le DD des villes et des cantons » a fourni une différenciation plus poussée sous forme de champs thématiques.

Dans le Canton de Berne, cette liste est utilisée sous une forme légèrement modifiée pour concrétiser les trois dimensions du DD :

Environnement	Économie	Société
Biodiversité (diversité des espèces)	Revenus	Bruit / qualité de l'habitat
Nature et paysage	Coût de la vie	Mobilité
Consommation d'énergie	Marché du travail	Santé
Qualité de l'énergie	Investissements	Sécurité
Climat	Vérité des coûts	Répartition des revenus et de la fortune
Consommation de matières premières	Exploitation efficiente des ressources	Participation
Qualité des matières premières	Capacité d'innovation	Culture et loisirs
Régime des eaux	Structures économiques	Formation
Qualité de l'eau	Compétences professionnelles	Sécurité sociale
Qualité du sol	Finances publiques	Intégration
Utilisation du sol	Impôts	Égalité des chances
Qualité de l'air	Production	Solidarité suprarégionale

Titre marginal

Article / Alinéa

## Section

## A32

## Matières / Matériaux / Palette chromatique

### Matières / Matériaux

#### A321 1

<sup>1</sup> L'acte de construire doit être appréhendé dans une logique de **Développement Durable (DD : origine, cycle de vie et durabilité des matériaux)** et avec respect des ressources de notre patrimoine architectural local et régional (cf. art. 213 al. 2 et 3 RCC et art. 411 ss RCC).





Titre marginal

Article / Alinéa

**A321**  
*(suite)*

<sup>2</sup> Ceci n'induit pas l'usage exclusif de matériaux traditionnels de façon traditionnelle, ni la simple reproduction de 'copie', au contraire, il doit en ressortir tout le génie d'un travail de détail dans la retranscription contemporaine de l'usage des matières, matériaux et principes constructifs locaux.



Titre marginal

Article / Alinéa

Bois

**A321** 2  
(suite)

<sup>1</sup> Le principe du **Développement Durable (DD)**, tel qu'il est inscrit dans la Constitution fédérale, exige que tous les produits, pendant toute leur durée de vie (*production des matières premières, fabrication, utilisation et élimination*), satisfassent à des exigences élevées sur les plans économique, social et écologique. Ainsi, de façon générale, tous les usages du bois dans la construction sont à privilégier.



<sup>2</sup> Le **Certificat d'Origine Bois Suisse (COBS)** atteste la provenance suisse du bois. Il permet de communiquer les valeurs positives liées à la qualité suisse dans les domaines des caractéristiques des produits, des méthodes de production, de l'environnement et des conditions cadres générales.

Il est apposé aussi bien sur le produit que sur les documents d'accompagnement. Tout le bois exploité dans les forêts suisses et transformé en Suisse ou au Liechtenstein peut obtenir le certificat. Dans des produits mixtes, une part maximale de 20% de bois étranger est autorisée, à condition qu'il provienne de régions bénéficiant de conditions d'exploitation similaires et qu'il possède un label attestant une production durable ou une provenance contrôlée. L'utilisation du certificat est ouverte à toutes les entreprises de la filière du bois possédant un système de traçabilité des flux ainsi qu'un justificatif des quantités de bois mises en œuvre.



<sup>3</sup> Le **Forest Stewardship Council (FSC)** a été créé en 1993 par des représentants de l'économie forestière, des associations de protection de l'environnement et des peuples indigènes. Le label FSC peut être apposé par les organes nationaux de certification autorisés sur le bois provenant de forêts indigènes gérées dans le respect de la nature. Les normes à respecter sont formulées sur la base des principes et des critères généraux du FSC pour une gestion des forêts respectueuse de l'environnement et socialement équitable.



Titre marginal

Article / Alinéa

**A321**  
(suite)

<sup>4</sup> Pour faire contreponds au FSC, les milieux de l'économie forestière et du bois de 17 pays, dont la Suisse, se sont regroupés dès 1999 au sein du Conseil **PEFC** (*Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes*) devenu une organisation faîtière active dans le monde entier. L'octroi du label PEFC est surveillé par une institution indépendante. Les pays titulaires de ce label peuvent édicter leurs propres directives PEFC en respectant les critères paneuropéens pour un développement durable. Le label PEFC prouve que le bois et les produits du bois qui en sont dotés sont issus de l'économie forestière durable sur les plans écologique, économique et social.

<sup>5</sup> Si le bois est le bienvenu sous toutes ses formes constructives, il ne l'est par contre pas dans toutes les figures "stylistiques", ainsi sont à proscrire les architectures et expressions architecturales qui n'ont pas de racines régionales, entre autre :

- chalets dits "suisse"
- datchas et autres architectures nord-européennes
- maisons dites "canadiennes"
- architectures alsaciennes, mosanes ou flamandes
- architectures méditerranéennes
- architectures asiatiques
- architectures de type colonial, ...

<sup>2</sup> Au même titre que, plus génériquement, sont prosrites les excentricités architecturales inspirées :

- du palais du facteur Cheval
- de 'l'œuvre' de Steiner et / ou du Goetheanum
- de 'l'œuvre' de Hundertwasser
- de 'l'œuvre' de Gaudi, ...

Matériaux de  
façade

3

Matériau	Poids spécifique kg/m <sup>2</sup>	Energie grise kWh/m <sup>2</sup>	Coûts spécifiques €/m <sup>2</sup>
Brique	200	92	100 - 130
Pierre naturelle	100	34	200 - 600
Fibrociment	18	39	70 - 90
Aluminium	18	86	150 - 200
Bois	15	17,5	50 - 80
Panneaux dérivés du bois	20	65	60 - 90

Comparaison des matériaux de façade (in GABRIEL I., *Bardages en bois*, PPUR, Lausanne, 2012)

Titre marginal

Article / Alinéa

**A321** 4 Les matières – matériaux suivants sont interdits d'usage en façade apparente pour tous les types de constructions (*y compris constructions annexes et/ou constructions exemptes de Permis de Construire*) au regard des exemples suivants évidemment non exhaustifs – cf. art. 413 al.2 RCC  
*(suite)*





Titre marginal

Article / Alinéa

**A321**  
(suite)



- 5 Autant les matériaux de synthèse sont admis (*tolérés*) dans certains cas come pour l'occultation d'ouvertures sur des fermes et / ou bâtiments d'activités, qu'ils ne le sont guère pour d'autres usages !





Titre marginal

Article / Alinéa

**Chantiers permanents et ruines**

**A321 6** D'évidence, même sans représenter de danger immédiat pour les personnes et les biens, chantiers permanents et ruines ne sont pas tolérables.  
*(suite)*



**Mariage des matières / matériaux**

**A322** Celles qui sont généralement qualifiées de 'règles de l'art', sont avant tout des règles d'un bon sens teinté d'un minimum d'une 'normale' appréciation de c'est que le mariage de deux matériaux (*mais visiblement, rien n'empêche malheureusement dégoûts et des couleurs !*).





Titre marginal

Article / Alinéa

**A322**  
*(suite)*





Titre marginal

Article / Alinéa

## Palette chromatique

- A323** 1 La palette chromatique des façades, des éléments de celles-ci et des toitures tient compte des éléments distinctifs traditionnels ou prédominants qui marquent l'aspect de la rue, du quartier ou du site, sont ainsi proscrites, les couleurs heurtant le regard, criardes, déniaient une harmonie d'ensemble, ...



Fresque

- 2 Préalablement à la réalisation, le propriétaire aura soumis son projet à l'aval du Conseil Municipal.



Titre marginal

Article / Alinéa

Ouvrants

**A323** 3  
(suite)

<sup>1</sup> Une seule et même couleur pour les cadres de fenêtres et les éléments d'occultation par immeuble est tolérée !



<sup>2</sup> Par ailleurs, l'art. 214 al. 6 précise que les façades historiquement équipées de volets ne peuvent pas en être dépouillées et que, si ceux-ci ont disparus, ils doivent être reposés.



Store banne

4 <sup>1</sup> Les mécanismes des stores bannes et autres parasols seront le plus discrets possibles et la pose adaptée à la configuration façade / fenêtres et portes.

<sup>2</sup> Les stores seront réalisés en toile unie d'un seul ton harmonisé avec ceux de l'architecture du bâtiment et de son environnement.



Titre marginal

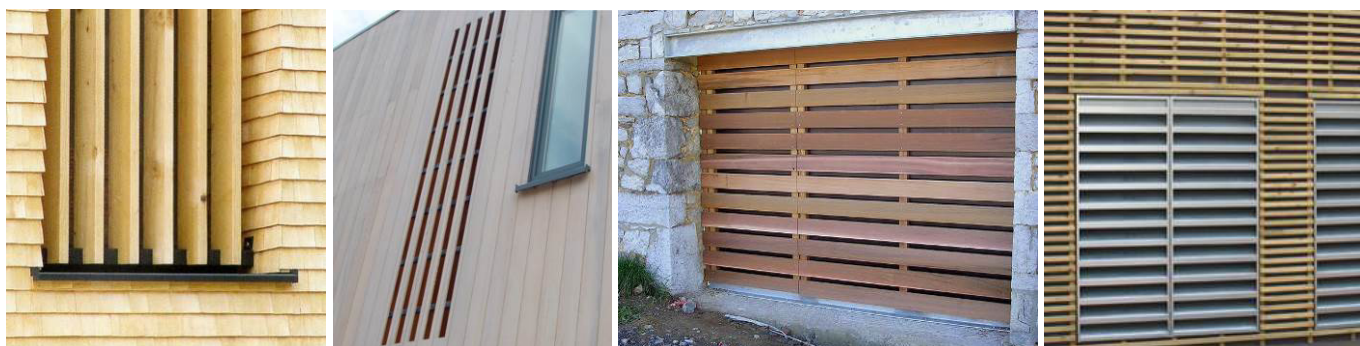
Article / Alinéa

**Conduits, gaines / hottes d’aspiration, d’extractions, unités extérieures, ...**

**A324 1** Les éléments techniques tels que conduits, gaines d’extraction (*ventilation, aspiration, ...*), organes de systèmes de climatisation, chauffage, ... se doivent d’être pertinemment intégrés aux constructions, façades, toitures, ... et les matières / matériaux brillants, réfléchissants, de couleur vives, ... ne doivent pas s’imposer / incommoder le voisinage, a contrario des malheureux exemples (!) suivants :



2 Alors qu’avec un peu d’astuce dans les détails architecturaux, ces éléments peuvent pertinemment s’intégrer !





Titre marginal

Article / Alinéa

PAC

**A324** 3 L'ensemble des éléments et organes constitutifs (*unités*) des **Pompes A Chaleur (PAC)** sont installés de façon privilégiée à l'intérieur des bâtiments.  
(*suite*)



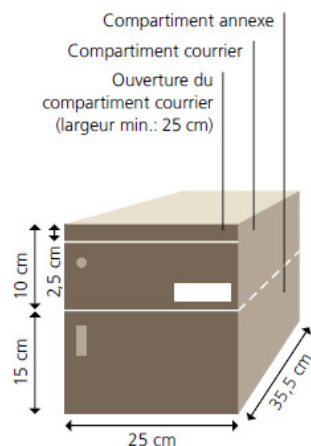
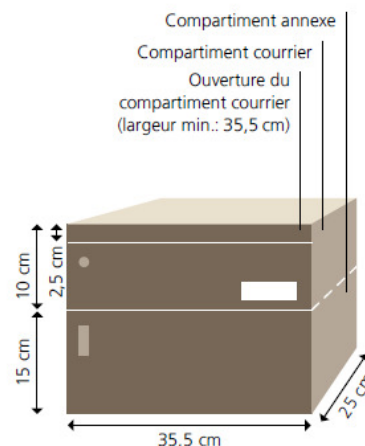
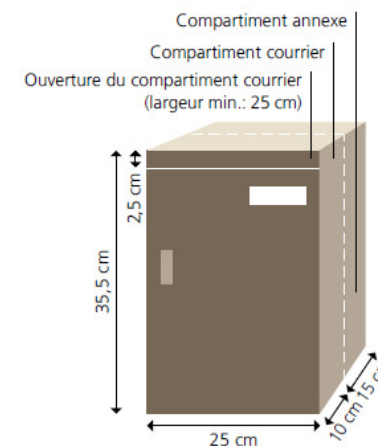
**Boîtes aux lettres**

**A325** 1 Intégration, encombrement et logique de couleur en relation avec les façades.



Titre marginal

Article / Alinéa

**Dimensions des  
boîtes aux lettres****A325 2 Dimensions des boîtes aux lettres  
(suite)****Format horizontal****Format transversal****Format vertical**

	<b>Compartment courrier (dimensions intérieures min.)</b>				<b>Compartment annexe (dimensions intérieures min.)</b>			
	<b>Hauteur</b>	<b>Largeur</b>	<b>Profondeur</b>	<b>Ouverture du compartiment courrier</b>	<b>Hauteur</b>	<b>Largeur</b>	<b>Profondeur</b>	<b>Ouverture</b>
<b>Format horizontal</b>	10 cm	25 cm	35,5 cm	25 × 2,5 cm	15 cm	25 cm	35,5 cm	15 × 25 cm
<b>Format transversal</b>	10 cm	35,5 cm	25 cm	35,5 × 2,5 cm	15 cm	35,5 cm	25 cm	15 × 35,5 cm
<b>Format vertical *</b>	35,5 cm	25 cm	10 cm **	25 × 2,5 cm	35,5 cm	25 cm	15 cm	35,5 × 25 cm

\* Dans les boîtes aux lettres en format vertical, les envois de la poste aux lettres risquent de se glisser entre les journaux ou les envois publicitaires et d'échapper ainsi à l'attention du destinataire. C'est pourquoi la Poste considère que les boîtes aux lettres verticales avec compartiment annexe ne conviennent que si

- des boîtes aux lettres horizontales ou transversales ne peuvent pas être montées pour des raisons d'ordre architectonique;
- le bâtiment concerné est classé monument historique et qu'aucune modification ne soit de ce fait autorisée.

\*\* 8 cm si le compartiment courrier est combiné avec un compartiment annexe vertical



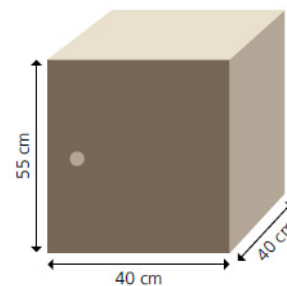
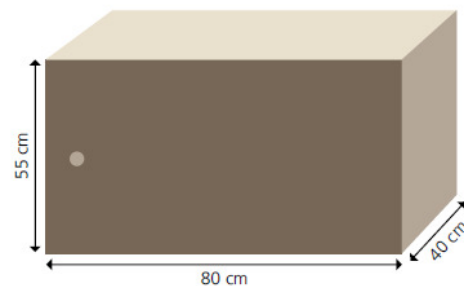
Titre marginal

Article / Alinéa

Dimensions des  
boîtes à colis

**A325** 3  
(suite)

**Dimensions des boîtes à colis**



**Végétalisation  
de façade**

**A326**

La végétalisation des façades représente un plus pour la construction (*régulateur / isolant thermique, protection contre les intempéries et l'humidité*) et, si les végétaux peuvent masquer des infrastructures peu esthétiques, ils peuvent également contribuer à mettre en valeur un patrimoine architectural ou s'y intégrer (*par ex. modification de l'aspect d'une façade selon les saisons, par le changement des couleurs et des textures*).



Titre marginal

Article / Alinéa

**Toitures**

## Toits plats

**A327** 1 <sup>1</sup> La réalisation de toits plats pour toute construction sera appréciée par l'AOPC essentiellement en termes d'aspects 'esthétiques' et, des vues qu'aura le voisinage sur ceux-ci :

<sup>2</sup> Toit plat : Sans vie ...



... vs biodiversité

Toitures  
végétalisées

2 Les toitures végétalisées (*cf. art. 414 RCC*), si elles ont un aspect écologique indéniable, ont un impact technique sur la durabilité et le confort du bâtiment. En effet, les toitures végétalisées offrent :

- une protection de l'étanchéité du fait que les matériaux imperméabilisants résistent plus longtemps à l'abri des ultraviolets (UV) et du rayonnement thermique solaire. En effet, la dégradation des membranes est principalement due à la chaleur. Celle-ci dégrade les huiles du bitume élastomère qui devient alors plus cassant. Finalement, le substrat bloque aussi les rayons UV qui sont responsables d'environ 5 % du vieillissement des membranes. De plus, la végétalisation du toit constitue une barrière contre les intempéries. Ces actions combinées permettent d'espérer une durée de 30 à 50 ans pour la membrane d'étanchéité ;
- une protection contre les chocs thermiques (*jour/nuit ou dues par exemple à une pluie froide sur toiture chaude*), avec réduction des contraintes mécaniques. Les toitures végétalisées permettent une réduction des variations de température jusqu'à 40 % ;



Titre marginal

Article / Alinéa

**A327**  
(suite)

- une inertie thermique permettant de réaliser d'importantes économies d'énergie. Un goudron ou une membrane de toiture exposée au soleil peuvent atteindre une température de surface de 65 °C alors que la même membrane recouverte de végétaux demeure à une température de 15 à 20 °C. La température de la toiture influence la température intérieure d'un logement et donc les besoins de climatisation. Une toiture couverte de végétaux et de son substrat de culture (*une terre légère*) réduit aussi sensiblement les pertes de chaleur en hiver, mais cet impact est moindre que celui de la climatisation ;
- une isolation phonique : la terre végétalisée est un des meilleurs isolants acoustiques, elle absorbe les ondes sonores. Elles permettent notamment de diminuer les bruits de l'environnement urbain. Un substrat de 12 cm d'épaisseur peut réduire les bruits aériens de près de 40 dB. Un avantage non négligeable dans les secteurs survolés par des avions à basse altitude. Selon une étude du laboratoire européen d'acoustique du bâtiment, selon que le substrat soit sec ou humide, une toiture végétalisée amorti le bruit de 15 à 20 décibels (*par rapport à une toiture classique*).



Cheminées

- 3 Les gaz de combustion doivent pouvoir s'échapper librement et à la verticale par l'orifice de la cheminée et être rejetés conformément aux spécifications du droit supérieur.

Cf. art. 6 OPair, fiche d'information de l'OFEFP, ISCB 8/823.111/2.1 et OFEV 2013 : Hauteur minimale des cheminées sur toit - Recommandations sur les cheminées - L'environnement pratique n° 1328

Sécurité incendie

- 4 Si la sécurité incendie est remise en question par une modification ou si les voies de fuite, les compartiments coupe-feu ou la mise en danger d'incendie (*risques d'activation*) sont concernés, une procédure de **demande de permis de construire doit être effectuée** (cf. art. 6, al. 1, let. d DPC).

Titre marginal

Article / Alinéa

## Section

## A33

## Architecture

### Hors Zone à bâtir

- A331** 1 Dans la Zone Agricole également les constructions et les installations doivent s'intégrer, si possible à un groupe de bâtiments existants ou, pour les bâtiments isolés, aux traditions architecturales régionales, pour autant que leur bon fonctionnement n'en souffre pas exagérément.



- 2 Dans la Zone Agricole, pour l'habitat, un usage du vocabulaire régional ou, à tout le moins, une retranscription de celui-ci est de mise.





Titre marginal

Article / Alinéa

## Transformations et rénovations

Façades, ouvrants

**A332** 1 <sup>1</sup> Un double objectif peut être poursuivi dans la transformation / rénovation du bâti ancien :

- la conservation patrimoniale de ces témoins de notre histoire,
- la densification intérieure de grands volumes sous exploités (*cf. en particulier art. 414 al.5 RCC*), mais, l'un et l'autre, ne contrarient pas pour autant une créativité contemporaine.





Titre marginal

Article / Alinéa

**A332**  
(suite)



<sup>2</sup> A l'image de ces deux réalisations dans les Alpes bernoises, un agrandissement, même important, d'une construction existante peut se faire en toute connivence d'un vocabulaire régional affirmé (*superbes exemples de durabilité de la construction*) :





Titre marginal

Article / Alinéa

Densifications  
intérieures  
(usage des  
combles)

**A332** 2  
(suite)



Les incisions dans les toitures non traditionnelles sont à apprécier au regard de la conformation des toitures



**Zones H et M**

**A333**

Pour la construction de maisons neuves dans les Zones H et M, l'imagination et le talent de quelques architectes, à l'image de la démarche de Peter Zumthor (*prix Praemium Imperial en 2008 et prix Pritzker 2009*) ou de la démarche de la 'Prairie House' (*chaque pièce est un organe autonome formant un ensemble holistique qu'est le bâtiment*) développée au début du siècle dernier par Frank Lloyd Wright et les interprétations qui continuent encore d'en être faites (*voir également les principes déclinés par François Spoerry dans son 'architecture douce'*), pourraient être merveilleusement inspirés par ces démarches vitalistes en élaborant un concept propre à notre région plutôt que de continuer à produire, et reproduire, des bâtisses sans lien et sans mémoire avec notre territoire et notre patrimoine, donc sans histoire et sans origine.



Titre marginal

Article / Alinéa

**A333**  
*(suite)*



Titre marginal

Article / Alinéa

**Insertion dans  
le paysage / le  
territoire**

- Exemplarité

**A334 1**

Cette nouvelle construction (2013) évoque les hangars agricoles avec les grands toits débordants de sa région et s'intègre donc en douceur dans son village rural, sans perdre de sa force d'architecture d'aujourd'hui. Ce bâtiment est 'écologique' par sa construction où le bois est très largement utilisé et par ses ouvertures au Sud pour une conception bioclimatique. Les façades sont en ossature bois avec de fortes épaisseurs d'isolant. Les planchers sont en "dalle de bois" avec une dalle de béton pour la compression et l'isolation acoustique. Le revêtement des façades est en enduit en partie basse et recouvert d'un bardage bois en partie haute. Les châssis de fenêtres sont également en bois.

Le maître d'ouvrage souhaitait réaliser un petit immeuble doté des nouveaux standards d'efficacité énergétique sur un terrain d'une petite commune rurale. Le site était favorable à une conception bioclimatique, avec un très bon ensoleillement et une protection au Nord contre les vents dominants. Tous les appartements sont traversants et de grandes baies vitrées au Sud permettent de capter l'énergie du soleil et de bénéficier de la vue dégagée au Sud-Ouest. Un très bon niveau d'isolation a été atteint : 22,5 cm (18+4,5) pour les parties bardées des murs et 28,5 cm (18+4,5+6) pour les parties enduites ; 35 cm pour la toiture avec des combles perdus et 20 cm dans des ourdis isolants pour les planchers bas. L'isolation a été réalisée avec des matériaux naturels (*laine de chanvre, ouate de cellulose et panneaux de fibre de bois*). Pour assurer le renouvellement de l'air intérieur, des VMC double-flux individuelles ont été installées. Le chauffage et l'eau chaude sanitaire sont assurés par une chaudière à granulé de bois utilisant ainsi les ressources locales. Le pan Sud de la toiture est recouvert de 335 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques permettant de produire presque autant d'électricité que le bâtiment en consomme.





Titre marginal

Article / Alinéa

- Outrage

**A334** 2 A l'inverse de ces malheureuses réalisations ostentatoires au regard de leur environnement :  
(suite)



Titre marginal

Article / Alinéa

## Garages

- A335** 1 Parce que ces 'annexes', des plus utiles au demeurant, altèrent de plus en plus les perceptions que l'on a de l'espace rue et de façon trop importante pour ne pas agir, le RCC encadre ces constructions à l'article 411 al. 4.



- 2 L'idéal est bien sûr que les garages fassent corps avec le bâtiment principal



- 3 Séparés du bâti principal, ils en gardent cependant les caractéristiques de matières et de couleurs



- 4 Ils peuvent parfaitement servir de terrasse aménagée ou sont végétalisés



Titre marginal

Article / Alinéa

**Petites constructions, annexes, ...**

**A336 1** Au même titre que les garages, les petites constructions (PCA) et autres constructions de jardin sont limitées par quelques règles d'insertion dans le site (cf. art. 411 al.5 RCC) :

- les constructions et les installations doivent être conçues de telle sorte qu'elles forment avec leurs abords un ensemble de qualité en respectant tout particulièrement les matières/matériaux et les couleurs dominantes des constructions principales ;
- sont proscrits, en façade comme en couverture, tous matériaux de type fibrociment, tôles, plexiglas, bâches, ...



2 Les constructions annexes se doivent de participer à une logique d'ensemble d'aménagement de la parcelle



3 Amas de matériaux en tous genres et 'ruines' sont à démolir



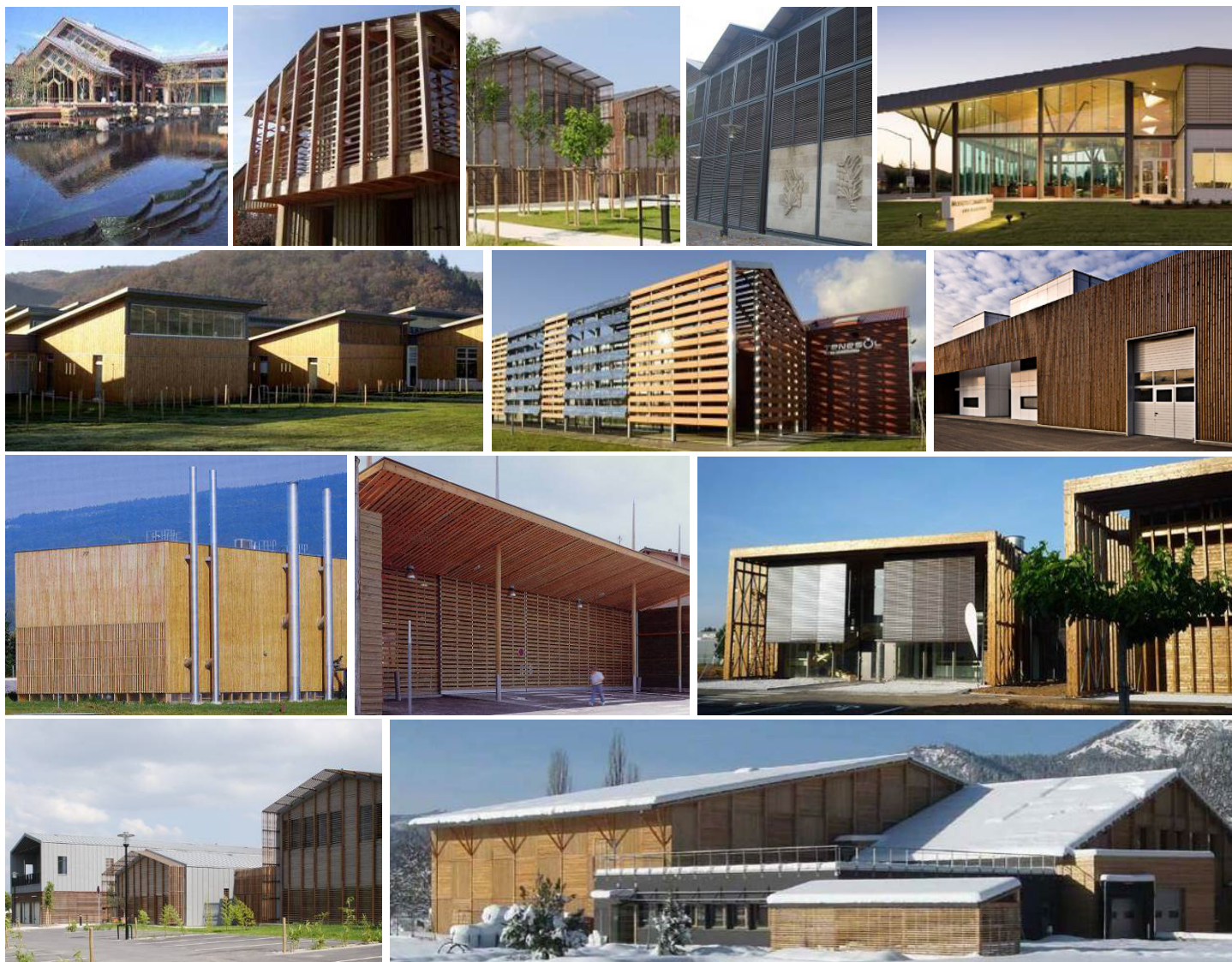
Titre marginal

Article / Alinéa

**Zone d'Activités**

**A337**

Le bois, même dans l'architecture artisanale - industrielle, se façonne à l'envi :



Titre marginal

Article / Alinéa

**Section****A34****Energies****Economiser l'énergie****A341**

Economiser l'énergie n'est pas un effet de mode, c'est un devoir avec le triple objectif d'assurer une utilisation mesurée du sol, d'observer une utilisation de l'énergie économe et de contribuer à l'usage des énergies renouvelables.

Cf. documentations et publications de l'OCEE et de l'OED ainsi que les programmes, campagnes et les contributions d'encouragement du Canton de Berne (OCEE)

Cf. aussi : [www.energie.be.ch](http://www.energie.be.ch) / [www.suisse-energie.ch](http://www.suisse-energie.ch) / [www.infosubventions.ch](http://www.infosubventions.ch) / [www.eco-bau.ch](http://www.eco-bau.ch)

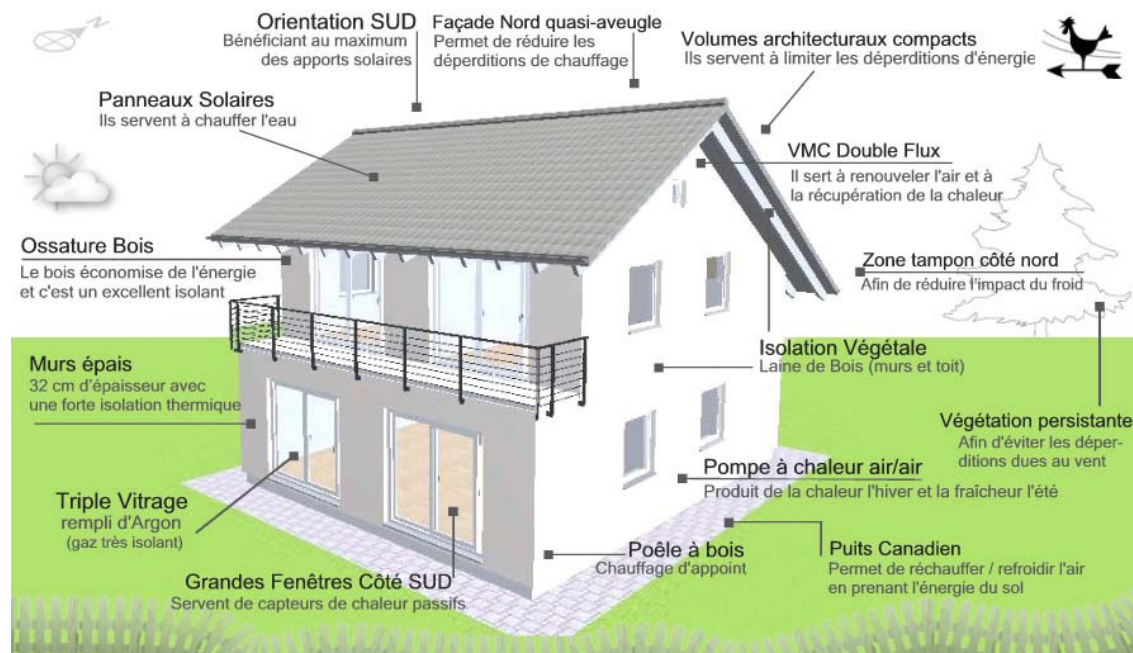
**Ecobilans****A342**

Données des écobilans dans la construction (KBOB / eco bau), cf. :

- [www.bauteilkatalog.ch](http://www.bauteilkatalog.ch)
- [www.kbob.ch](http://www.kbob.ch)

**Maison bioclimatique****A343 1**

Une maison bioclimatique recherche un intérieur en harmonie avec l'environnement existant à l'extérieur. Cette harmonie doit naître dès la phase de conception : orientation de l'habitat, ouvertures, emplacement de la végétation, isolation (*thermique, phonique, etc*), capteurs solaires, ...





Titre marginal

Article / Alinéa

**A343** 2 Une maison 'passive' ou 'bioclimatique' n'est pas invariablement un objet qui méprise les caractéristiques du lieu et qui bafoue l'héritage architectural et patrimonial régional.  
(suite)





Titre marginal

Article / Alinéa

## Energie solaire

**A344** 1

<sup>1</sup> Grâce à un développement sans précédent cette dernière décennie d'une palette innovante de produits, la mise en place d'une installation solaire en toiture (*ou en façade*) peut se faire avec toute discrétion, sans injure aux sites et aux paysages (*cf. art 414 al.6 RCC*) :



<sup>2</sup> A contrario de ces malheureux contre-exemples !!!



Titre marginal

Article / Alinéa

## Installation

**A344** 2  
*(suite)*

<sup>1</sup> Cf. aussi art. 18 a LAT pour la Zone à bâtir et la Zone Agricole.

En généralisant pour nos latitudes, on peut affirmer qu'une installation photovoltaïque intégrée :

- dans un toit à pan orienté entre Sud-Est et Sud-Ouest a un rendement idéal (*les capteurs sont posés sur des plans inclinés de 30° à 60° tout en sachant que c'est pour une inclinaison de 45° que ceux-ci sont les plus performants*)
- à une façade orientée Sud a un rendement d'environ 70 %
- le rendement s'abaissera à 50 % pour les façades orientées Est ou Ouest
- horizontalement sur un toit plat a un rendement de 90 %

<sup>2</sup> Déraison ...



... vs bon sens !





Titre marginal

Article / Alinéa

## Section

### A35

### Aménagements extérieurs

## Clôtures

**A351** 1 Cf. art. 415 al. 4 RCC

- 2 Sont à proscrire les clôtures qui dépareillent le site, le quartier, et / ou composées de rondins de bois, de tôle d'acier (ou d'autres matières), de plaques / bâches / toiles en matières plastiques, canisses de roseaux, de béton brut, traverses de chemin de fer traitées aux huiles de goudron (*benzo(a)pyrène*), ...



Titre marginal

Article / Alinéa

## Murs de soutènement et talus

- A352** 1 Les murs de soutènement, essentiellement en regard de leurs dimensions, sont prescrits aux art. 415 al.2 et A 141 RCC. Au titre de ces derniers, des installations telles que celles-ci (*entre autres !*) ne sont pas tolérées :



- 2 Les soutènements constitués de traverses de chemin de fer traitées aux huiles de goudron (*benzo(a)pyrène*) sont interdits.

## Places de stationnement, de rebroussement, de manœuvres

- A353** Les aménagements au-devant des garages sont a minima prescrits à l'art. 417 al. 4 et 5 RCC ; il n'est dès lors pas toléré des configurations à l'image des exemples suivants :





Titre marginal

Article / Alinéa

**Terrasses sur l'espace public****A354**

L'installation et l'aménagement de terrasses privées sur l'espace public sont soumis à autorisation, concession et émoluments (cf. Règlement concernant les émoluments de la Commune, art. 70 et 71 LR, art. 6 DPC et, pour les distances, art. 80 et 81 LR).

A noter : L'installation de tables à l'extérieur d'un restaurant, dans la rue, requiert à partir d'un certain point un permis de construire, puisque l'activité qui y est pratiquée peut entraîner des nuisances sonores (ATA 100.2008.23396U du 29 janvier 2009, consid. 3.3). Ce régime d'autorisation est maintenu malgré l'art. 6 al. 1 lit. s DPC, puisqu'il découle, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral (1C\_47/2008 du 08.08.2008, consid. 2.1.1 et 2.5.1), de l'art. 22 LAT.

**Poubelles****A355 1**

A contrario des exemples ci-dessous, si ce n'est évidemment les jours de collecte, toutes les ordures ménagères et tous les récipients à ordures privés de celles-ci (sacs, poubelles, conteneurs, ...) sont à stocker à l'intérieur du bâti ; en tout état de cause ceux-ci ne peuvent être déposés sur l'espace public ou à la vue depuis celui-ci (cf. art. 89 ss OC).



2 Il suffit en effet de peu de chose pour un résultat probant !



Titre marginal

Article / Alinéa

	<b>A355</b> <i>(suite)</i>	<p>3 Les 'composts', à savoir les lieux et/ou installations de compostage des déchets organiques de cuisine et de jardin, respectent une distance aux limites, à moins de ne pas nuire au voisinage, de trois mètres de tout fonds voisin (<i>cf. art. 79 c LICCS</i>).</p> <p>4 Les lieux et installations de compostage sont par ailleurs masqués de la vue (<i>hauteur d'homme debout sur le sol naturel</i>) des fonds voisins.</p>	
<b>Abandons – dépôts de véhicules</b>	<b>A356</b>	<p>1 Il est rappelé que l'Exécutif Municipal dispose de moyens coercitifs et de moyens d'action pour faire éliminer les véhicules abandonnés, 'épaves' ou 'carcasses' de voitures, camions, remorques, caravanes, mobil-homes, tout type 'd'engins', de machines agricoles, ... (<i>ci-après qualifiés génériquement de 'véhicule'</i>).</p>	
Dépôt de véhicules hors d'usage		<p>2 <sup>1</sup> Le dépôt ou l'abandon de véhicules hors d'usage ou de parties de ceux-ci pouvant porter atteinte à la sécurité des usagers de la route, l'hygiène publique, la protection des eaux et l'esthétique des sites et paysages est interdit sur le territoire communal, tant sur le domaine public que sur la propriété privée.</p> <p><sup>2</sup> La création de tels dépôts est soumise à une autorisation délivrée par les instances cantonales.</p>	<p>Cf. art. 16 LD (<i>Loi cantonale du 18 juin 2003 sur les Déchets, RSB 822.1</i>) :</p> <p><sup>1</sup> Les détenteurs ou détentrices de véhicules hors d'usage, de pièces détachées de véhicules, de pneus, de machines, d'engins et autres appareils ont l'obligation de les éliminer dans un délai d'un mois, s'il leur est impossible de les garder dans des locaux couverts.</p> <p><sup>2</sup> L'obligation incombe à la commune si les détenteurs ou détentrices de ces objets ne sont pas identifiables ou sont insolvables.</p>
Définition		<p>3 Sont considérés comme véhicules abandonnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tout véhicule automobile dépourvu de plaques de contrôle réglementaires et parqués sur un bien-fonds public ou privé ;</li> <li>- les véhicules automobiles pour lesquels des plaques de contrôle interchangeable ont été délivrées et qui en sont momentanément dépourvus sauf s'ils se trouvent sur une place de parc privée comprenant un fond en matière dure (<i>bétonné-goudronné-pavé-dallé</i>) ;</li> </ul>	<p>Cf. aussi plus particulièrement art. 3, 3a et 6 LEaux (<i>Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux, RS 814.20</i>).</p> <p>Art. 36 OC :</p> <p><sup>2</sup> Les véhicules sont réputés hors d'usage lorsqu'ils ont été définitivement mis hors service ou lorsqu'ils sont restés plus d'un mois en plein air sans plaques de contrôle. Font exception les véhicules</p> <p>a - pour lesquels le détenteur n'a pas déposé les plaques de contrôle auprès de l'Office de la circulation routière et de la navigation pour plus d'une année,</p> <p>b - qui sont destinés à la réparation ou à la vente et qui sont stationnés sur les surfaces autorisées à cet effet des entreprises de l'industrie ou du commerce automobiles</p>

Titre marginal

Article / Alinéa

**A356**  
*(suite)*

- tout autre 'engin' ou machine (*agricole, militaire, de chantier, ...*), caravane, mobil-home, ... en état d' « épavisation » ou constituants épaves ou carcasses.

Enlèvement /  
élimination :  
mode d'exécution

4 Après sommations et mise en demeure assortie d'un délai d'exécution restées vaines et, selon le degré de dégradation et le caractère définitivement irréparable ou non des véhicules abandonnés à l'état d'épave sur la voie publique ou dans une propriété privée, l'Exécutif Municipal peut demander qu'ils soit « éliminés d'office », soit mis en fourrière :

- la mise en fourrière de véhicules en voie « d'épavisation », à savoir les véhicules privés des éléments indispensables à leur utilisation normale et non susceptible de réparations immédiates à la suite d'accidents, de déprédations, de dégradations ou de vols, s'ils se trouvent sur une voie ouverte à la circulation publique, sur ses dépendances ou dans une propriété privée ;
- si le véhicule en question n'est plus en voie « d'épavisation » mais constitue une épave / carcasse et peut donc être considéré comme un déchet, l'Exécutif Municipal dispose alors du pouvoir d'ordonner l'enlèvement d'office.

Les véhicules à l'état d'épave doivent être considérés comme des déchets à éliminer en application de l'Ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets - OTD, RS 814.600

Sommations

5 <sup>1</sup> Le propriétaire d'un véhicule hors d'usage ainsi que le propriétaire ou locataire du fonds sur lequel le véhicule est 'garé' sont sommés par les organes municipaux de se conformer aux dispositions de la loi.

Toute personne qui n'aura pas éliminé un objet hors d'usage dans les délais prescrits peut être punie en application de l'article 37, alinéa 1, lettre e LD. La Commune ne peut infliger elle-même des amendes ; elle est tenue de dénoncer les contrevenants aux Autorités ordinaires de poursuite pénale, c'est-à-dire à la Police cantonale ou au Ministère public.



Titre marginal

Article / Alinéa

**A356**  
(suite)

<sup>2</sup> En cas d'inobservation de la sommation, l'Exécutif Municipal peut, aux frais du propriétaire, confier à une entreprise spécialisée le transport du véhicule incriminé à la fourrière ou en décharge.

<sup>3</sup> La sommation est effectuée par publication au Feuille Officielle lorsque le propriétaire d'un véhicule hors d'usage abandonné sur le domaine public ou privé ne peut être déterminé ; l'engin est amené à la fourrière ou en décharge par les soins de la Commune si son propriétaire reste inconnu.

## Procédure

6 Les droits fédéral et cantonal restent réservés.

Cf. plus particulièrement l'art. 37 LD (Loi cantonale du 18 juin 2003 sur les déchets, RSB 822.1) :

<sup>1</sup> Sera punie d'une amende de 40'000 francs au plus, à moins que l'infraction ne réunisse les faits constitutifs d'une infraction pénale de droit fédéral, toute personne qui aura intentionnellement :

a. abandonné, jeté ou stocké des déchets hors d'une installation de traitement des déchets ou d'un centre de collecte ;

e. omis d'éliminer dans les délais prescrits un objet hors d'usage au sens de l'article 16 ; ...

<sup>2</sup> Si l'acte punissable a été commis par négligence, la peine est une amende de 20'000 francs au plus.

<sup>3</sup> La tentative et la complicité sont punissables.



## Section

### A36

### Usages de l'Eau

- A361** 1 Le stockage de l'eau de pluie pour une utilisation d'arrosage des jardins est fortement recommandé mais, pas de n'importe quelle manière !



- 2 Pour tout autre usage des eaux pluviales récupérées, il y a lieu de se reporter aux réglementations, documentations et publications fédérales et cantonales.



Titre marginal

Article / Alinéa

**Section****A37****Bruit**

- A371** 1 Le bruit est une source de conflit. Les tondeuses à gazon, les sonneries de portables, les fêtes, les claquettes en bois du locataire du dessus ou les fausses notes de l'enfant qui travaille son instrument dans l'appartement voisin, ... tout cela peut énerver, donner matière à des disputes ou simplement en fournir le prétexte. Dans ce contexte de sensibilités variables, où nous sommes tantôt agresseurs, tantôt agressés, tout un chacun peut préserver son entourage /voisinage contre le bruit nuisible ou incommodant. Ainsi, en termes d'aménagement / construction, plusieurs actions / décisions peuvent largement contribuer à éviter le bruit, de préférence à la source :
- Les pompes à chaleur, comme toute machine, font du bruit. Les ventilateurs en plein air peuvent entraîner une gêne considérable pour les voisins, surtout la nuit. Et même à l'intérieur, ils sont souvent incommodants, par exemple lorsque leurs vibrations se propagent à travers les murs ou les canalisations. On peut éviter ces problèmes en choisissant avec soin le modèle et l'emplacement et en le faisant monter par des spécialistes. Ainsi, on n'installera pas une pompe à chaleur près du salon ou d'une chambre à coucher. On peut aussi réduire les émissions à l'aide de capots d'insonorisation, de silencieux ou d'amortisseurs de vibrations. Dans tous les cas, les valeurs de planification définies à l'annexe 6 de l'Ordonnance sur la **Protection contre le Bruit (OPB)** doivent être respectées
  - Une prairie plutôt qu'un gazon, c'est le bruit de la tondeuse en moins pour plus de biodiversité
  - Depuis juillet 2009, seules peuvent être commercialisées les tondeuses à gazon dont le niveau de puissance acoustique garanti  $L_{WA}$  – qui doit être signalé sur l'appareil – respecte les valeurs limites d'émission définies par l'Ordonnance sur le **Bruit des Machines (OBMa)**. Celles-ci sont comprises entre 96 et 105 dB selon la largeur de coupe. Certaines tondeuses à moteur sont deux à quatre fois moins bruyantes que d'autres. Elles fonctionnent en général à l'électricité. En général, le bruit des tondeuses augmente avec leur puissance. Il faut donc veiller à ne pas choisir une machine surdimensionnée. Pour de petites surfaces, un engin manuel est souvent suffisant.
- Mâts porte-drapeau 2 Le système de fixation et d'élévation comme les drapeaux eux-mêmes doivent rester silencieux pour le voisinage, même lors d'événements venteux importants.

Titre marginal

Article / Alinéa

**A371** 3  
(suite)**DEGRÉS D'INTENSITÉ SONORE ET VALEURS LIMITES D'IMMISSION APPLICABLES AU BRUIT DES CHEMINS DE FER, DU TRAFIC ROUTIER ET DE L'INDUSTRIE EN VERTU DE L'OPB**

Degrés d'intensité sonore	dB	Valeurs limites d'immission
Décollage d'une fusée	170	
Tir d'arme à proximité d'une embouchure	160	
Décollage d'un avion à réaction	140	
Seuil de la douleur	130	
Marteau-piqueur	110	
Discothèque, à un mètre des haut-parleurs	100	
Perceuse manuelle	90	
Trafic routier proche	70	pour les zones industrielles, de jour
	65	pour les zones d'habitation et artisanales, de jour
Personne parlant normalement à un mètre de distance	60	pour les zones d'habitation, de jour, et pour les zones industrielles, de nuit
	55	pour les zones de détente, de jour, et pour les zones d'habitation et artisanales, de nuit
Ruisseau coulant paisiblement, coin tranquille d'un appartement	50	pour les zones d'habitation, de nuit
	45	pour les zones de détente, de nuit
Bibliothèque tranquille	40	
Chuchotement	30	
Tic-tac d'une montre	20	
Bruissement de feuilles à distance, respiration normale	10	
Seuil d'audibilité	0	

Les valeurs limites d'immission ne sont pas directement comparables avec les données sur l'intensité des bruits; c'est le niveau de pression acoustique corrigé, appelé niveau d'évaluation, qui est déterminant pour apprécier la situation (voir texte ci-dessous).

Source: OFEV



Titre marginal

Article / Alinéa

**Section****A38 Indices d'affectation** (cf. section A 16 Annexe A 1)**IBUS**

- A381** 1 Cf. art. A 162 de l'Annexe A 1 RCC
- 2 Table de conversion approximative IU - IBUS ( $\times 1.32$ )

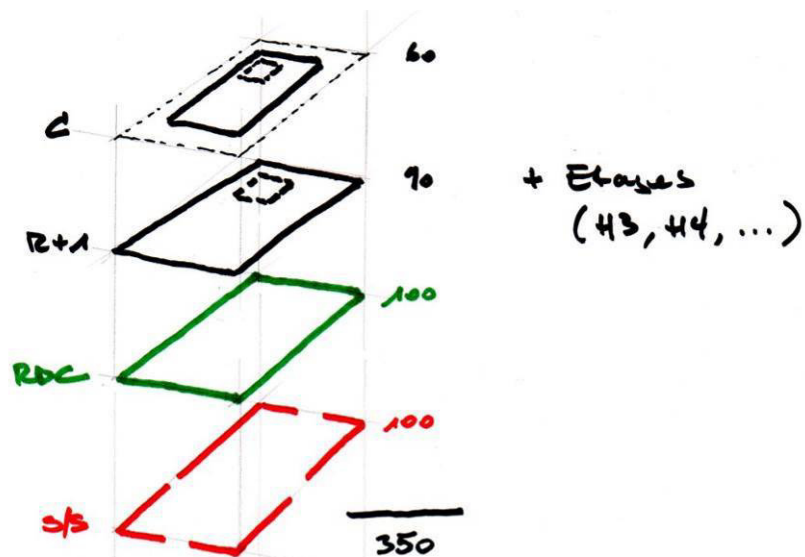
iU	IBUS
0.20	0.27
0.25	0.33
0.30	0.40
0.35	0.47
0.40	0.53
0.45	0.60
0.50	0.67
0.60	0.80
0.65	0.87
0.70	0.93
0.75	1.00
0.80	1.07
0.85	1.13

- 3 La fiche de mesure A\_o1 du PDC fixe pour la Commune un IBUS ds (*IBUS au-dessus du sol*) minimum moyen pour les Zones HMC **équivalent à :**  
**IBUS x 1,25** (arrondi supérieur de la moyenne 'archaïque' suivante) :

Titre marginal

Article / Alinéa

**A381**  
(suite)



	H2	H3	H4	
⇒	100	100	100	
RDC	100	100	100	
Etages	90	180	270	
C	60	60	60	
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	
	350	440	530	
SP d <sub>s</sub>	250/350 ↳ 0.71	340/440 ↳ 0.77	430/530 ↳ 0.81	moyn. 0.76
SP s/s	100/350 ↳ 0.28	100/440 ↳ 0.22	100/530 ↳ 0.18	0.22

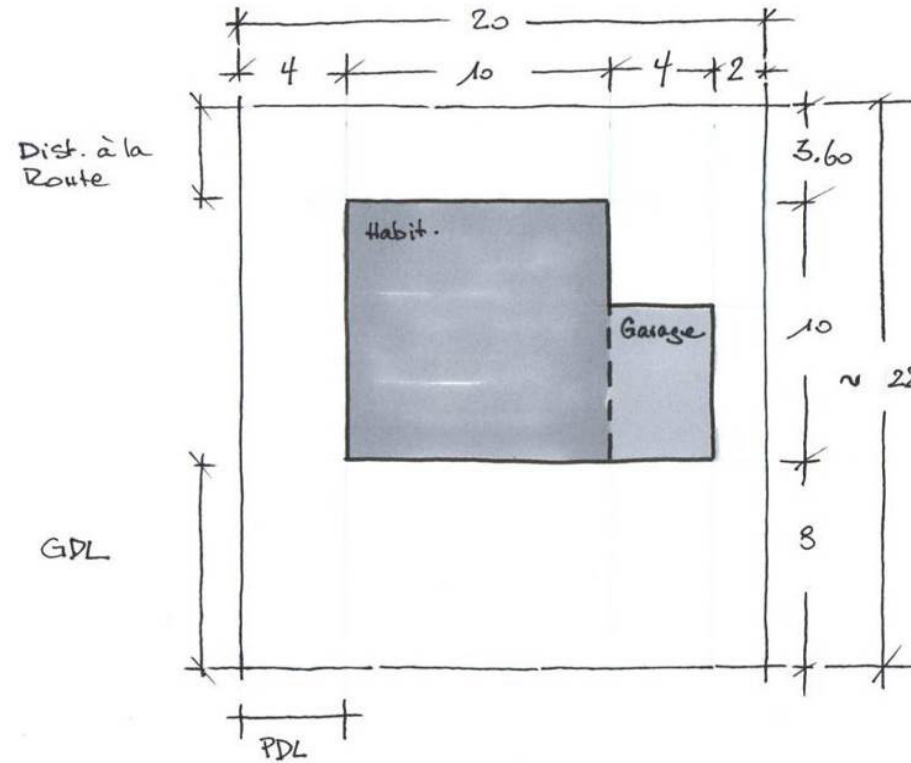
**IBUS = IBUS d<sub>s</sub> × 1.22**

**IBUS d'une MI : Détermination de la SP moyenne au regard de la typologie de construction**

Titre marginal

Article / Alinéa

**A382 1** Maisons Individuelles (MI)



- STd 440 m<sup>2</sup>  
 ① SP RDC 124 m<sup>2</sup>
- ↓
- ② + sous-sol 100 m<sup>2</sup>  
 ③ + R+1 (90% de RDC) 90 m<sup>2</sup>  
 ④ + Combles (60% de RDC) 60 m<sup>2</sup>
- 
- ① Plain Pied Seul 124 m<sup>2</sup>  
 ② P.P + S/Sol 224 m<sup>2</sup>  
 ③ RDC + R1 + S/Sol 314 m<sup>2</sup>  
 ④ RDC + R1 + S/Sol + Com. 374 m<sup>2</sup>

MAISON INDIVIDUELLE (M.I.)

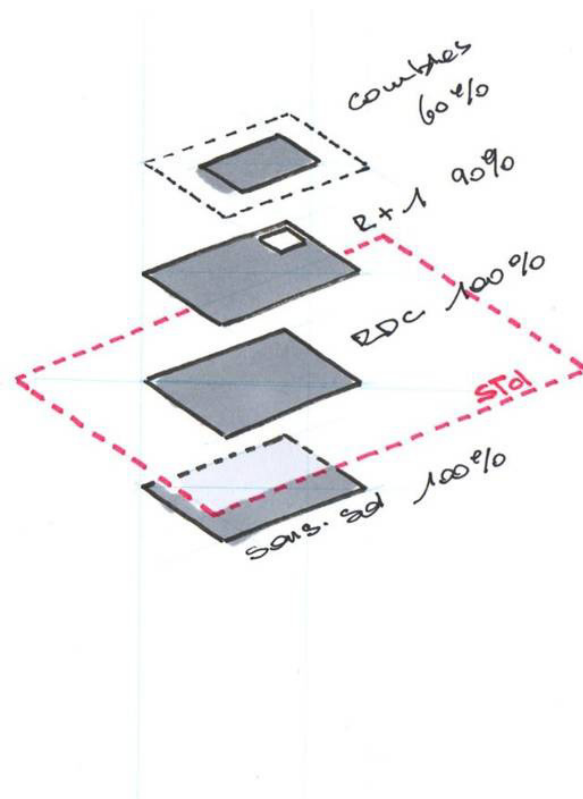
**MI : Détermination de la parcelle idéale dans une typologie 10 x 10 mètres**



Titre marginal

Article / Alinéa

**A382 2**  
(suite)



Dimensions Maison	12x10	10x10	10x10	8x10	8x10	8x8
Combles 60%	72	60	—	48	48	38
R+1 90%	108	90	90	72	72	58
RDC 100%	120	100	100	80	80	64
S/Sol 100%	120	100	100	80	—	64
<b>TOTAL SP</b>	<b>420 m<sup>2</sup></b>	<b>350 m<sup>2</sup></b>	<b>290 m<sup>2</sup></b>	<b>280 m<sup>2</sup></b>	<b>200 m<sup>2</sup></b>	<b>224 m<sup>2</sup></b>

**IBUS d'une MI : Détermination de la SP moyenne au regard de la typologie de construction**

Titre marginal

Article / Alinéa

**A382** 4  
(suite)**Maisons Individuelles (MI)**

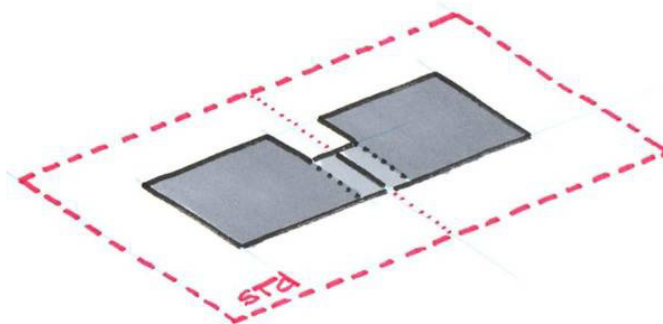
SP Minimales en fonction de STd/IBUS

STd \ IBUS	450	500	550	600	650	700	750	800	850
<b>0.35</b> (IU - 0.25)	158	175	193	210	228	245	263	280	298
<b>0.40</b> (IU - 0.30)	180	200	220	240	260	280	300	320	340
<b>0.45</b> (IU - 0.35)	203	225	248	270	293	315	338	360	383
<b>0.50</b> (IU - 0.40)	225	250	275	300	325	350	375	400	425
<b>0.55</b> (IU - 0.40)	248	275	303	330	358	385	413	440	460
<b>0.60</b> (IU - 0.45)	270	300	330	360	390	420	450	480	510
<b>0.65</b> (IU - 0.50)	293	325	358	390	423	455	488	520	553
<b>0.70</b> (IU - 0.55)	315	350	385	420	455	490	525	560	595

Titre marginal

Article / Alinéa

**A383 1 Maisons Jumelées (MJ)**



Dimensions Π.γ. (x2)	12x 10	10x 10	10x 10	8x 10	8x 10	8x 8
Comptes 60%	144	120	<del>—</del>	96	96	77
R+1 90%	216	180	180	144	144	115
RDC + Garage	282	242	242	202	202	170
S\sol 100%	240	200	200	160	<del>—</del>	128
TOTAL SP	882	742	622	602	442	490
TOTAL SP/2	441 m <sup>2</sup>	371 m <sup>2</sup>	311 m <sup>2</sup>	301 m <sup>2</sup>	221 m <sup>2</sup>	245 m <sup>2</sup>

MAISONS JUMELÉES (Π.γ.)  
par le garage (3,5x6m = 21m<sup>2</sup>)

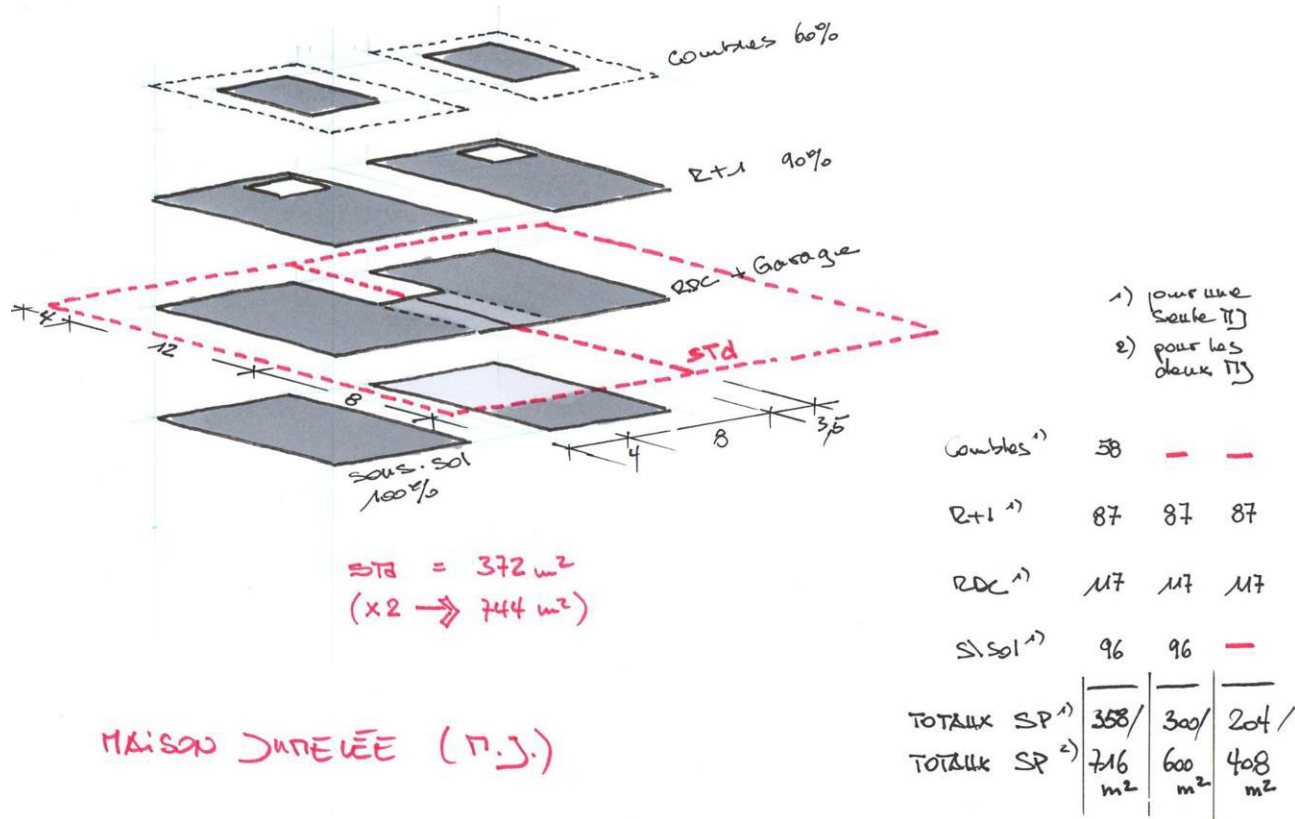
**IBUS de MJ : Détermination de la SP moyenne au regard de la typologie de construction**



Titre marginal

Article / Alinéa

**A383 2**  
(suite)



**IBUS de MJ : Détermination de la STd idéale – ex. : maison de 12 x 8 m**

Titre marginal

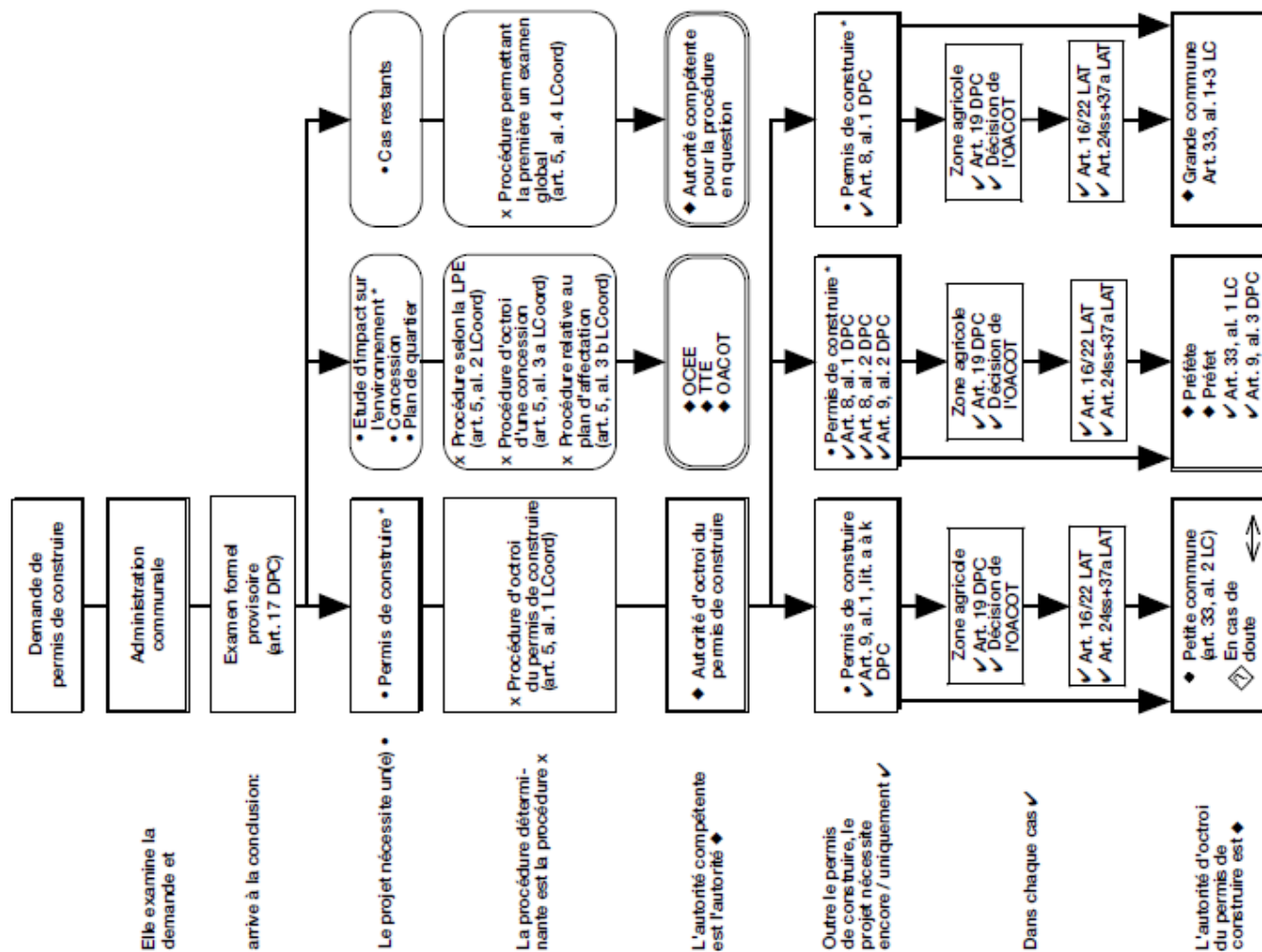
Article / Alinéa

**A383 3**  
(suite)**Maisons Jumellées (MJ)**

SP Minimales en fonction de STd / IBUS

STd IBUS	600	650	700	750	800	850	900	950	1000
<b>0.60</b> (IU - 0.45)	360	390	420	450	480	510	540	570	600
<b>0.65</b>	390	423	455	488	520	553	585	618	650
<b>0.70</b>	420	455	490	525	560	595	630	665	700
<b>0.75</b>	450	488	525	563	600	638	675	713	750
<b>0.80</b> (IU - 0.60)	480	520	560	600	640	680	720	760	800
<b>0.85</b>	510	553	595	638	680	723	765	808	850
<b>0.90</b>	540	585	630	675	720	765	810	855	900

## ANNEXE A 4 – AUTORITÉ D’OCTROI DU PERMIS DE CONSTRUIRE (AOPC)



- Genre de permis
- x Procédure directrice
- ◆ Autorité directrice
- ✓ Autres procédures

\* Installations EIE et procédures déterminantes: voir l'article 7, alinéa 1 OCEIE et son annexe.





Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXES B**

**ANNEXE B 1 - NOTE EXPLICATIVE SUR LES PERIMÈTRES ET OBJETS SOUMIS À RESTRICTIONS**

<sup>1</sup> Sur le Plan de Zones d'Affectation (PZA) et le Plan de Zones de Protection (PZP) sont reportés les périmètres et les objets soumis à des restrictions en matière de construction et d'affectation :

- qui ont été réglées de manière contraignante pour les propriétaires fonciers dans des instruments adoptés au cours d'autres procédures;
- qui sont obligatoires pour les Autorités et réglées dans des plans, des inventaires ou des recensements.

<sup>2</sup> L'inscription d'un objet dans un inventaire fédéral (ISOS, IVS) indique que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact. La règle ne souffre d'exception que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à cette conservation.

Cf. art. 6 LPN

**Recensement Architectural (RA)**  
(force obligatoire pour les Autorités)

**B11**

1 Le Recensement Architectural (RA) est un inventaire des monuments historiques dignes de protection ou dignes de conservation au sens de la législation sur les constructions. Le propriétaire foncier peut exiger au cours d'une procédure d'octroi du permis de construire que l'inventaire soit certifié exact, c'est-à-dire que le bien-fondé du classement de son immeuble soit démontré. La décision peut être attaquée par voie de recours.

Cf. article 10 LC

Le RA a force obligatoire pour les Autorités. Seuls les monuments historiques inscrits sur la liste des biens du patrimoine classés par voie de décisions (*arrêts du Conseil Exécutif*) ou par conventions (*contrats de classement*) sont des objets protégés au sens de l'art. 19 al. 1 LPat qui ont force obligatoire pour les propriétaires conformément à la mention inscrite au registre foncier (*prescrite à l'art. 18 LPat*). Cette liste publique est dressée par le SMH conformément aux dispositions de l'art. 12 LPat.

Monuments dignes de protection

2 <sup>1</sup> Il s'agit de bâtiments ayant une valeur architecturale ou historique qu'il est important de préserver dans leur intégrité, détails architecturaux compris.

Cf. art. 521 du présent RCC

Titre marginal

Article / Alinéa

	<b>B11</b> <i>(suite)</i>	<p><sup>2</sup> Les rénovations, les transformations et les compléments doivent répondre à des exigences de qualité élevées. Une analyse approfondie, établie avec le soutien d'un service de conseils compétent, est indispensable.</p>	<p>Cf. article 1o b alinéa 2 LC :  <i>"Les monuments historiques dignes de protection ne doivent subir aucune destruction. Les détails d'architecture intérieure, l'agencement des pièces et les équipements fixes doivent être conservés en fonction de leur importance."</i></p>
Monuments dignes de conservation	3	<p>Il s'agit de bâtiments attrayants ou caractéristiques de qualité, qui méritent d'être conservés et entretenus. Des modifications ou des agrandissements sont possibles pour autant qu'ils s'intègrent harmonieusement au bâtiment existant. Dans le cas où la conservation s'avère disproportionnée, l'implantation, le volume, l'aménagement et la qualité de l'éventuelle construction de remplacement doivent être étudiés avec soin. Des bâtiments autrefois dignes de protection qui ont subi des modifications ou des atteintes et qu'il est possible de remettre en état peuvent faire partie de la catégorie des monuments dignes de conservation.</p>	<p>Cf. art. 521 du présent RCC</p> <p>Cf. article 1o b alinéa 3 LC :  <i>"Les monuments historiques dignes de conservation ne doivent subir aucune transformation de leur extérieur ou de l'agencement de leurs pièces. Si leur conservation s'avère disproportionnée, il est possible de les démolir. En cas de reconstruction, le monument historique doit être remplacé par un objet d'égale valeur architectonique."</i></p>
Architecture contemporaine	4	<p>Pour les bâtiments désignés dans l'appendice du RA, des rénovations, transformations ou agrandissements impliquent des hautes exigences architecturales, des investigations minutieuses ainsi que les conseils de spécialistes.</p>	
Bâtiments ayant une valeur particulière en raison de leur situation	5	<p>Sont considérés comme bâtiments ayant une "valeur de situation" les bâtiments qui doivent être maintenus en raison de l'importance qu'ils ont pour un site, une rue ou un ensemble bâti indépendamment de leur valeur architecturale ou historique. La valeur intrinsèque et la valeur de situation se complètent pour accroître la valeur d'ensemble d'un bâtiment.</p>	



Titre marginal

Article / Alinéa

<b>Ensembles Bâtis (EB)</b>	<b>B11</b> <i>(suite)</i>	6	Les <b>Ensembles Bâtis (EB)</b> inventoriés se distinguent par les liens spatiaux ou historiques que leurs divers éléments entretiennent entre eux. Ils regroupent donc des objets dont la valeur résulte de leur effet d'ensemble. Cette valeur peut subir une atteinte du fait de la destruction ou de la modification d'un seul des éléments ou par l'adjonction d'un corps étranger. Les modifications à l'intérieur d'un ensemble doivent être étudiées avec soin dans une perspective globale et avec le concours d'un service de conseils compétent.	Cf. art. 511 du présent RCC
<b>Objets C</b>		7	<p><sup>1</sup> Tous les objets réputés "dignes de protection" ainsi que les objets considérés comme "dignes de conservation" qui font partie d'un ensemble bâti inventorié ou sont situés dans le périmètre de protection d'un site sont désignés dans l'inventaire comme des Objets C, c'est-à-dire des objets du Recensement Architectural (RA) cantonal.</p> <p><sup>2</sup> Si des planifications et des procédures d'octroi du permis de construire touchent des Objets C, le service spécialisé, soit le Service cantonal des Monuments Historiques (SMH), doit être associé à la procédure.</p>	Cf. article 10 c al 1 LC; article 22 al. 3 DPC
<b>Sites archéologiques et lieux de découvertes</b>	<b>B12</b>	1 2	<p>Si, au cours de travaux de construction ou de terrassement, des objets archéologiques / historiques tels que des restes de murs, des tessons ou des monnaies sont mis au jour, il y a lieu de les laisser en place et d'avertir immédiatement le Service spécialisé compétent de la découverte.</p> <p>Une attention particulière sera portée à l'emplacement de l'ancien cimetière.</p>	<p>Cf. articles 10 alinéa 1 lettre e et 10 f LC Cf. art. 524 et annexe B2 RCC</p> <p>Le service spécialisé compétent est le Service archéologique du Canton de Berne.</p> <p>Cf. annexe B2 RCC</p>
<b>Objets protégés</b>	<b>B13</b>	1	Les monuments historiques, culturels, naturels ou géologiques ci-dessous sont protégés :	Cf. Annexes B 3 à B6 du présent RCC et PZA / PZP pour les situations géographiques.

Titre marginal	Article / Alinéa		
Monuments Historiques	<b>B13</b> <i>(suite)</i>	2	<p>Monuments Historiques (MH) inscrits sur la liste des biens du patrimoine classés : Cf. RA, PZA et PZP.</p> <p>Les objets inscrits sur la liste des 'biens immobiliers classés' par convention (<i>contrats de classement</i>) ou par décision entrée en force (<i>arrêts du Conseil-exécutif -ACE-</i>) conformément aux dispositions de l'art. 12 LPat ont force obligatoire pour les propriétaires fonciers.</p> <p>Cf. liste complète continuellement mises à jour sur <a href="http://www.be.ch/monuments-historiques">www. be. ch / monuments-historiques</a></p> <p>Cf. aussi art. 521 RCC</p>
Itinéraires de Randonnées Pédestres (IRP)		3	<p>Itinéraires de Randonnées Pédestres (IRP).</p> <p>Cf. ISCB :</p> <p>7/7o5.111.1/1.1 Plan sectoriel du réseau des itinéraires de randonnée pédestre</p> <p>7/7o5.111.1/2.1 Entretien des chemins de randonnée, des chemins forestiers, des chemins pour piétons et des chemins agricoles; Utilisation de revêtements et de matériaux de récupération</p> <p>7/7o5.111.1/3.1 Projets de construction ayant des répercussions sur les itinéraires de randonnée pédestre et cycliste</p>
Fontaines Historiques (FH)		4	<p>Cf. art. 522 RCC et Annexe B 3 / Localisation cf. PZA et PZP</p> <p>Grand'Rue, bf 66.o3</p> <p>Cour d'Agibert, bf 32</p> <p>Cour d'Agibert, bf 27</p> <p>Cour d'Agibert, bf 23</p> <p>Cour d'Agibert, bf 17</p> <p>Cour d'Agibert, bf 23</p> <p>Vernayes, bf 69</p> <p>Chéseaux, bf 65</p> <p>Chéseaux, bf 74</p> <p>Chéseaux, bf 2o7</p> <p>Chéseaux, bf 196</p> <p>Le Quart, bf 1o8</p> <p>FH 1 – Fontaine 1931</p> <p>FH 2 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 3 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 4 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 5 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 6 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 7 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 8 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 9 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 1o – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 11 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p> <p>FH 12 – Fontaine – seconde moitié XIX<sup>ème</sup> s.</p>
Borne Historique (BH)		5	<p>BH 1 – Borne de Lieues</p> <p>Cf. art. 522 RCC</p> <p>Localisation cf. PZA et cf. annexe B 4 ci-après</p>
Arbres d'Essences Majeures (AEM)		6	<p>Les Arbres d'Essences Majeures (AEM) suivants sont des espèces ou de variétés à moyen ou grand développement contenues dans l'aire urbaine :</p> <p>Cf. art. art. 526 RCC</p> <p>Localisation cf. PZA</p>

Titre marginal

Article / Alinéa

**B13**  
(suite)

- présentant un caractère de longévité spécifique,
- ayant une valeur dendrologique localement reconnue.

AEM 1 – Acer sp

AEM 2 – Acer sp.

AEM 3 – Tilia sp.

AEM 4 – Tilia sp.

AEM 5 – Tilia sp.

AEM 6 – Fagus sylvatica

AEM 7 – Tilia sp.

AEM 8 – Acer sp.

AEM 9 – Acer sp.

AEM 10 – Acer sp.

Haie arborée Crêt de la Chapelle, bf 137 'La Colline'

Haie arborée Crêt de la Chapelle, bf 137 'La Colline'

Haie arborée Crêt de la Chapelle, bf 137 'La Colline'

Haie arborée Crêt de la Chapelle, bf 137 'La Colline'

Haie arborée Crêt de la Chapelle, bf 137 'La Colline'

Grand'Rue, bf 137 'La Colline'

Chéseaux , bf 188 'Omega'

RC bf 99.o1, 'Porte W', groupement de 5 sujets

RC bf 99.o2, 'Porte E', groupement de 6 sujets

Ancienne RC, bf 460, alignement

Objets géologiques protégés

- 7 OG 1 - Bloc erratique  
OG 2 à OG 6 Murgiers

Localisation cf. PZA

Localisation cf. PZP

**Inventaires fédéraux****B14****Voies de communication historiques de la Suisse (IVS)****B14 a**

- 1 Le tracé et les éléments constitutifs (*revêtements, murs, talus, ponts, allées, haies, bosquets, installations, etc.*) des objets figurant dans l'**Inventaire des Voies de communication historiques de la Suisse (IVS)** et qui sont inscrits aux Plans doivent être conservés intégralement.

Cf. ISCB 7/721.1/4.1 Les voies de communication historiques dans le Canton de Berne - Guide pour l'exécution

Cf. Annexe B5 et localisation cf. PZP

- 2 <sup>1</sup> L'entretien et l'usage dans un cadre traditionnel sont autorisés.

<sup>2</sup> Toute modification débordant ce cadre doit être soumise à l'appréciation du Service compétent.

Le Service compétent dans le Canton de Berne est l'Office cantonal des Ponts et Chaussées (OPC)

- 3 <sup>1</sup> Objets d'importance nationale :

BE 62.2

BE 62.2.1

Route cantonale – Cortébert - Corgémont

Ancienne Route cantonale – Cortébert - Courtelary



Titre marginal

Article / Alinéa

**B14 a**  
(suite)<sup>2</sup> Objets d'importance régionale et locale :BE 2o72  
BE 2o63  
BE 2o8o  
BE 2o81  
BE 2o82  
BE 2o79Cortébert – Bise de Corgémont  
Courtelary - Bise de Cortébert – Bise de Corgémont  
Cortébert – Les Goguelisses  
Le Châble – Courtelary  
Colisses du Haut  
Bois Raiguel – La Ragie – Prés d'Orvin**Sites construits  
d'importance  
nationale à  
protéger en  
Suisse  
(ISOS)****B14 b**

Cf. art. 512 et Annexe B6 RCC

**Espaces vitaux****B15**1 Les espaces vitaux (*milieux naturels*) d'importance régionale ou nationale mentionnés ci-après sont protégés par le droit supérieur ou par des décisions qui en découlent.Cf. articles 9, 13, 15 de la LPN  
Cf. <http://www.be.ch/nature> "Protection des espèces".

Berges boisées

2 Les berges boisées, végétation alluviale comprise, sont protégées. Elles ne doivent pas être essartées ni recouvertes ou détruites d'une autre manière.

Cf. article 21 LPNP; articles 13 alinéa 3 et 17 OPN

Haies et bosquets

3 Les haies et bosquets sont protégés dans leur état actuel.

Cf. article 18 alinéa 1<sup>bis</sup> LPNP; article 18 alinéa 1 lettre g de la LChP ; article 27 LPNTerrains secs  
cantonaux ;  
Prairies et pâturages  
secs d'importance  
nationale

4 Les terrains secs cantonaux et les prairies et pâturages secs d'importance nationale doivent être préservés en tant qu'espaces vitaux d'espèces animales et végétales indigènes. Ils font l'objet de contrats d'exploitation énonçant des charges passés entre l'exploitant et le Service de promotion de la nature SPN.

Cf. article 18 alinéa 1<sup>bis</sup> LPNP ; articles 4, 15, 19, 20 et 22 LPN ; Ordonnance sur les contributions à l'exploitation de Terrains Secs et de Zones Humides (*OTSH, RSB 426.112*) ; Ordonnance sur la protection des prairies et pâturages secs d'importance nationale (*OPPS*).

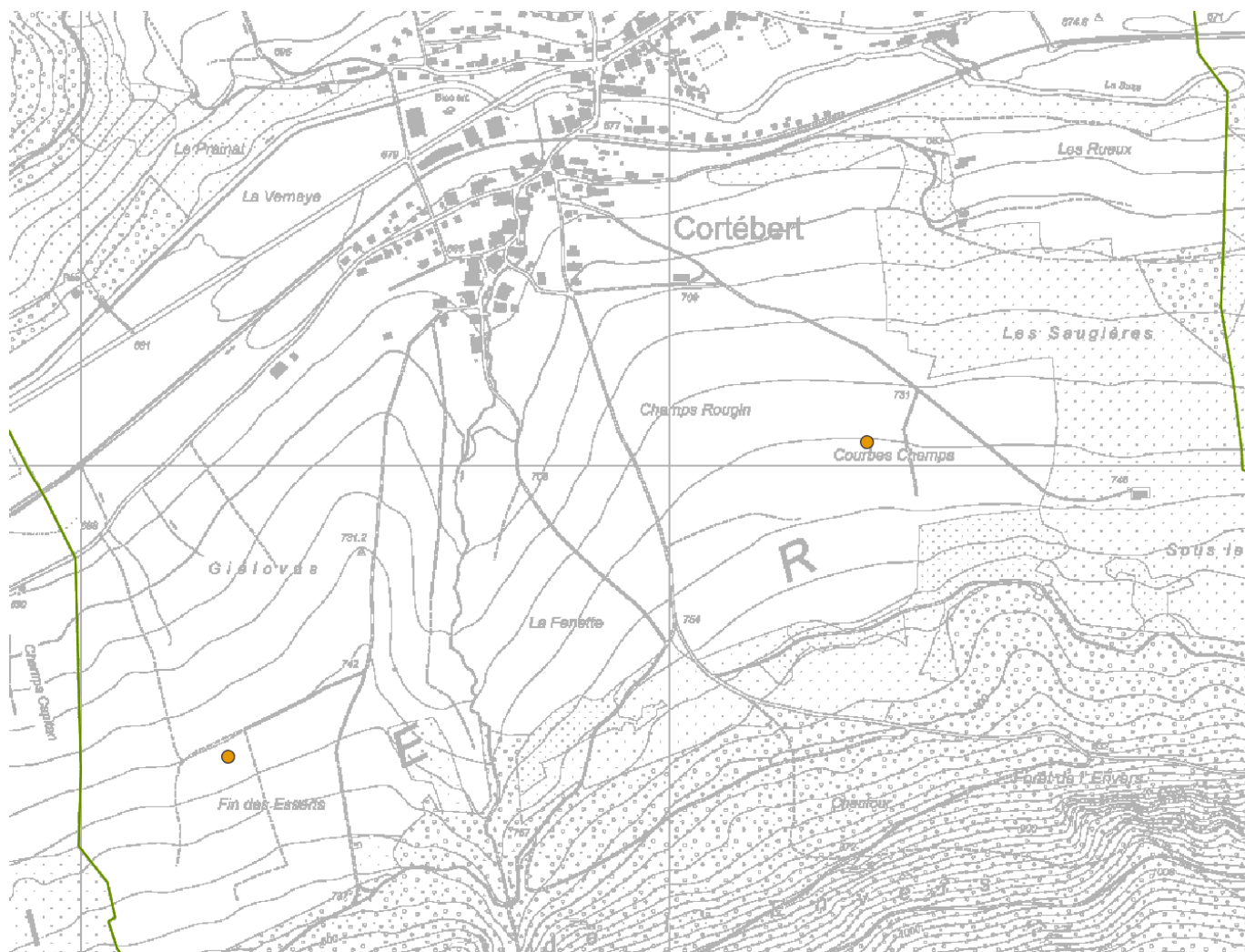
Titre marginal

Article / Alinéa

Prairies et pâturages humides	<b>B15</b> <i>(suite)</i>	5	Les prairies et pâturages humides conformes aux associations végétales définies en annexe 1 de l'OPN doivent être préservés en tant qu'espaces vitaux d'espèces animales et végétales indigènes. Toutes atteintes techniques ( <i>drainage...</i> ) ou chimique ( <i>fumure, produits phytosanitaires...</i> ) pouvant détériorer la qualité des milieux y sont interdites.	Cf. article 14 OPN ; article 18 alinéa 1 <sup>bis</sup> et 1 <sup>er</sup> LPNP ; articles 20 et 22 LPN ; art. 7 Ordonnance sur les contributions à l'exploitation de Terrains Secs et de zones Humides ( <i>OTSH, RSB 426.112</i> ).
<b>Cours et plans d'eau, rives</b> <i>(force obligatoire pour les propriétaires fonciers)</i>	<b>B16</b>	1	Tous les cours et plans d'eau ainsi que leurs rives sont protégés par le droit supérieur et doivent être maintenus dans un état naturel ou proche du naturel. Les mesures de protection contre les crues doivent préserver un état proche du naturel, si possible grâce à des techniques de génie biologique.	Cf. article 1 LEaux; article 4 LAE; articles 18 alinéa 1 <sup>bis</sup> et 21 LPNP; articles 7 et 8 LFSP Cf. articles 37 et 38 LEaux. En matière d'espace nécessaire aux cours d'eau et de distances à observer à leur égard : cf. article 526 du présent RCC
Végétation des rives		2	La végétation des rives ( <i>prairies à laîche, méga-phorbiaies, etc.</i> ) est protégée. Elle ne doit pas être essartée ni recouverte ou détruite d'une autre manière.	Cf. article 21 LPNP ; articles 13 alinéa 3 et 17 OPN
<b>Zones de protection des eaux souterraines</b> <i>(force obligatoire pour les propriétaires fonciers)</i>	<b>B17</b>		Les zones de protection des eaux souterraines inscrites dans les plans cantonaux sont régies par la législation fédérale et cantonale en matière de protection des eaux.	Cf. Géoportail cantonal
<b>Forêts</b> <i>(force obligatoire pour les propriétaires fonciers)</i>	<b>B18</b>		Les défrichements, la protection de la nature en forêt ainsi que l'utilisation et l'entretien des forêts sont régis par les lois fédérale et cantonale sur les forêts ainsi que leurs dispositions d'exécution.	Cf. l'ensemble des textes y afférents.

## ANNEXE B 2 - INVENTAIRE ARCHÉOLOGIQUE

### B 2.1 Source géoportail cantonal

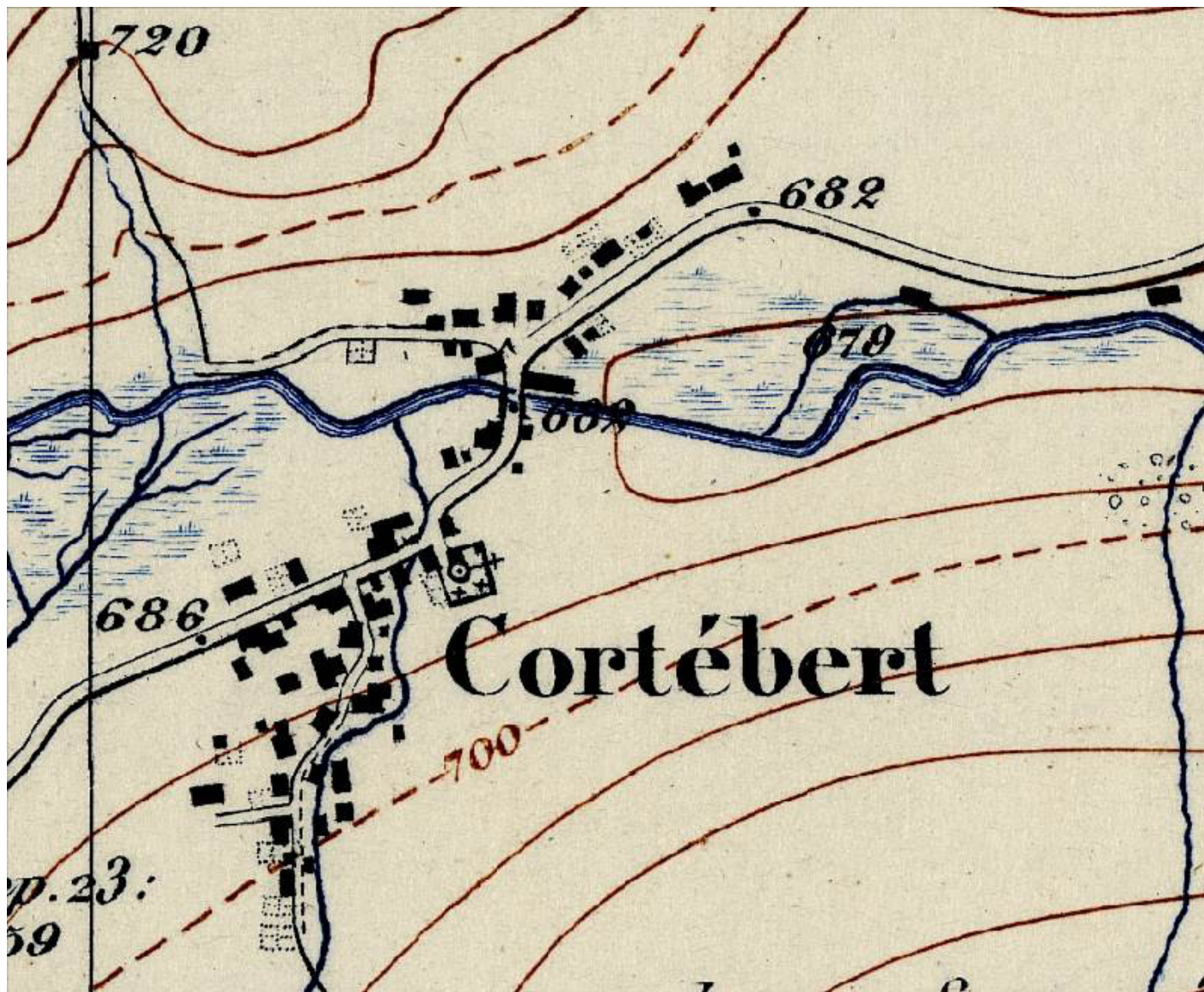




Titre marginal

Article / Alinéa

B 2.2 Situation de l'ancien cimetière (*carte Siegfried 1880*)



Titre marginal

Article / Alinéa

## ANNEXE B 3 - FONTAINES HISTORIQUES (FH)

### Commune Cortébert

Place de la Fontaine (Les Chéseaux) N.N.

Appréciation: digne de conservation, Objet C  
Ensemble bâti: B (Cortébert, Grand-Rue/Les Chéseaux)

N° parcelle: 189  
Coordonnées: 2574879 / 1226685

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



#### Description

Fontaine prob. vers 1931

Fontaine comprenant un bassin exagonal et une pile au centre. Réalisée en simili-pierre calcaire, les faces sont bouchardées et les bordures assurées par des ciselures relevées. L'une des faces sert de panneau indiquant la direction vers Biemme. La pile moulurée comprend 2 goulots, un chapiteau paré de feuilles d'Acanthe stylisées et elle est sommée d'une forme ovoïde. Caractéristique de son époque et de bonne facture, cette plaisante fontaine contribue à animer l'espace d'un carrefour. Elle constitue un témoin lié à la création du nouveau tracé de la partie ouest de la route cantonale (1930-1931), rappelant ainsi les travaux entrepris durant la crise économique du début des années 1930.



Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Cour d'Agibert N.N.5

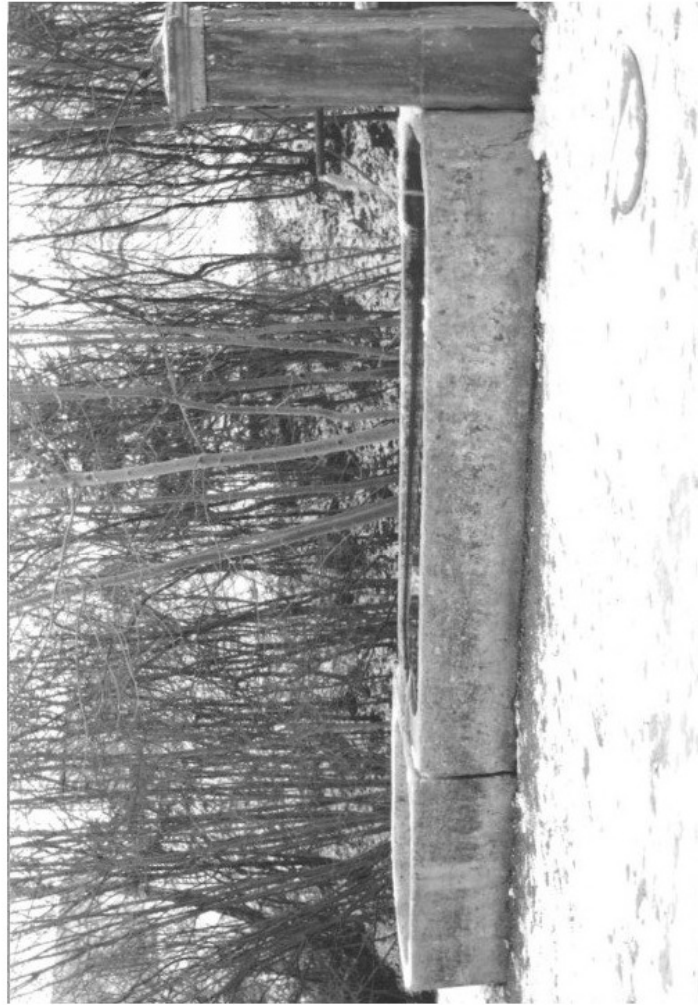
Appréciation digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle 32

Coordonnées 2574688 / 1226205

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s. (à côté de la maison no 26)  
Fontaine composée de bassins monolithiques en pierre calcaire. Les angles des bassins sont taillés en biseau. La pile  
de section carrée est parée d'un couronnement mouluré dont il manque la partie sommitale, prob. un gland ou une boule.  
Implanté entre le ruisseau et la ruelle, ce témoin du patrimoine rural définit une composante significative et valorisante  
du site bâti.





Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Cour d'Agibert N.N.1

Appréciation      digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti      A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle          27  
Coordonnées        2574686 / 1226253

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s. (à côté de la maison no 22)  
Fontaine monolithique en pierre calcaire divisée en 2 auges. Les angles sont taillés en biseau. La pile de section carrée est parée d'un couronnement mouluré sommé d'un gland. Implanté entre le ruisseau et la ruelle, ce témoin du patrimoine rural définit une composante significative et valorisante du site bâti.



Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Cour d'Agibert N.1.4

Appréciation      digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti      A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle          23  
Coordonnées        2574692 / 1226303

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s., restaurée en 1994 (face aux fermes nos 17/19)  
Fontaine au long bassin monolithique en pierre calcaire divisé en 2 auges. Les angles sont taillés en biseau. La pile de section carrée est parée d'un couronnement mouluré sommé d'un gland. Implanté à côté du ruisseau, entre la rue et la cour d'une ferme, ce témoin du patrimoine rural définit une composante significative et valorisante du site bâti.



Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Cour d'Agibert N.N.3

Appréciation      digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti      A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle      17

Coordonnées      2574751 / 1226399

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2<sup>ème</sup> moitié du XIX<sup>ème</sup> s., restaurée en 1993 (à côté de la maison no 6)  
Fontaine monolithique en pierre calcaire divisée en 2 auges peu profondes. Les angles sont taillés en biseau près de la pile et sont arrondis à l'opposé. La pile de section carrée est parée d'un couronnement mouluré sommé d'un gland (restitué lors de la dernière restauration). Posée sur un socle constitué d'une dalle en béton, la fontaine est implantée entre le ruisseau et la ruelle. Témoin du patrimoine rural définissant un élément significatif et valorisant du site bâti.





Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Cour d'Agibert N.N.6

Appréciation      digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti      A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle          23  
Coordonnées        2574689 / 1226354

Direction de l'instruction publique  
du canton de Beme  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2<sup>ème</sup> moitié du XIX<sup>ème</sup> s. (face à la ferme no 12)  
Fontaine monolithique en pierre calcaire divisée en 2 auges peu profondes. Les angles sont taillés en biseau près de la pile et sont arrondis à l'opposé. La pile de section carrée est parée d'un couronnement mouluré dont il manque la partie sommitale. Goulot banal. Ponctuant un carrefour bordé par d'anciennes fermes, ce témoin du patrimoine traditionnel valorise l'espace d'un site bâti rural d'intérêt.



Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Les Vernayes N.N.2

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31

Appréciation      digne de protection, Objet C

inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti

denkmalpflege@erz.be.ch

N° parcelle

69

Coordonnées

2574620 / 1226440



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s. (à côté de la maison no 4)

Fontaine en pierre calcaire composée de 2 bassins monolithiques. Près de la pile, les angles du bassin sont taillés en biseau. A l'opposé, le petit bassin est arrondi. Pile à couronnement mouluré auquel il manque la partie sommitale. Joli goulot en fonte. Implantation perpendiculaire à la rue, entre un tilleul et une remise, bordant la cour d'une ancienne ferme (no 4). Ponctue l'extrémité O du site bâti rural le long de l'ancienne route principale.

Titre marginal

Article / Alinéa

**Commune Cortébert**

Les Chéseaux N.N.3

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch

Appréciation      digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti      A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle          65  
Coordonnées        2574751 / 1226476

**Description**

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s., restaurée en 1992 (face à la maison no 20)  
Fontaine monolithique en pierre calcaire. Un léger retrait taillé sur les longues faces marque la division traditionnelle du bassin en 2 augs. Près de la pile, les angles sont taillés en biseau, à l'opposé ils sont arrondis. Très jolie pile en fonte, déclinée sous la forme d'une colonne de section ronde sur un socle polygonal. Le fût cannelé est orné de bagues et de rosettes. Couronnement semblable à une petite urne. La fontaine anime une place bordée au S par une belle ferme (Cour d'Agibert 1), à l'E par le ruisseau canalisé et à l'O par la jonction entre l'ancienne route principale et la ruelle transversale (Cour d'Agibert). Cette très longue fontaine est un témoin traditionnel du patrimoine rural du XIXème s. et une composante d'une série de fontaines en pierre ponctuant le tracé de l'ancienne route principale.





Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Les Chéseaux N.N.2

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch

Appréciation digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti

A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle 74

Coordonnées 2574777 / 1226508



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s. (à côté de la maison no 16)  
Fontaine monolithique en pierre calcaire, divisée en 2 auges. Les angles de ce long bassin sont taillés en biseau. Jolie pile en fonte déclinée sous la forme d'une colonne de section ronde sur un socle polygonal. Le fût cannelé est orné de bagues et de rosettes.  
Implantée sur une minuscule parcelle triangulaire délimitée par la route, le ruisseau et la maison no 16, la fontaine contribue à animer l'espace de la rue. Témoin traditionnel du patrimoine rural du XIXème s. et composante d'une série de fontaines en pierre ponctuant le tracé de l'ancienne route principale.



Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Les Chéseaux N.N.4

Appréciation     digne de protection, Objet C  
Ensemble bâti     A (Cortébert, Cour d'Agibert)

N° parcelle        207  
Coordonnées     2574810 / 1226535

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s. (face à la maison no 13)  
Fontaine monolithique en pierre calcaire, divisée en 2 auges. Pile en pierre de section carrée, avec couronnement mouluré auquel il manque la partie sommitale (une boule ou un gland). Ce témoin du patrimoine rural du XIXème s. borde l'entrée d'une ancienne ferme (no 13) et ponctue le tracé de l'ancienne route principale.

Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Les Chéseaux N.N.1

Appréciation      digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

Ensemble bâti      B (Cortébert, Grand-Rue/Les Chéseaux)

N° parcelle          196  
Coordonnées        2574874 / 1226688

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2<sup>ème</sup> moitié du XIX<sup>ème</sup> s., restaurée en 1992 (face à la maison no 8)  
Fontaine au long bassin monolithique en pierre calcaire, peu profond et divisé en 2 auges. Les angles sont taillés en biseau. La pile de section carrée est parée d'un couronnement mouluré sommé d'un gland. Composante valorisante du site bâti, implantée en bordure d'une rue.





Titre marginal

Article / Alinéa

## Commune Cortébert

Le Quart N.N.1

Appréciation

digne de protection, Objet C  
inscrit sur la liste des biens du patrimoine classés par  
voie de décision ACE N° 0812 de 1993

N° parcelle  
Coordonnées

108  
2574804 / 1226686

Direction de l'instruction publique  
du canton de Berne  
Office de la culture  
**Service des monuments historiques**  
Schwarztorstrasse 31  
case postale  
3001 Berne  
Tél. 031 633 40 30  
denkmalpflege@erz.be.ch



### Description

Fontaine de la 2ème moitié du XIXème s., restaurée en 1994 (face à la maison no 4)  
Fontaine composée de 2 bassins monolithiques en pierre calcaire. Près de la pile, les angles du bassin sont chanfreinés et à l'opposé le bassin dessine un demi-cercle. Le petit bassin, plus étroit s'y ajuste par ses faces concaves et convexes. Élégante pile de section carrée, avec un couronnement mouluré sommé d'un gland. Bordant une ruelle près d'une bifurcation en "Y", ce témoin du patrimoine rural du XIXème s. valorise l'espace de la rue. Se démarquant quelque peu des autres fontaines du village par rapport aux formes des bassins, elle compte parmi les plus remarquables d'entre elles.



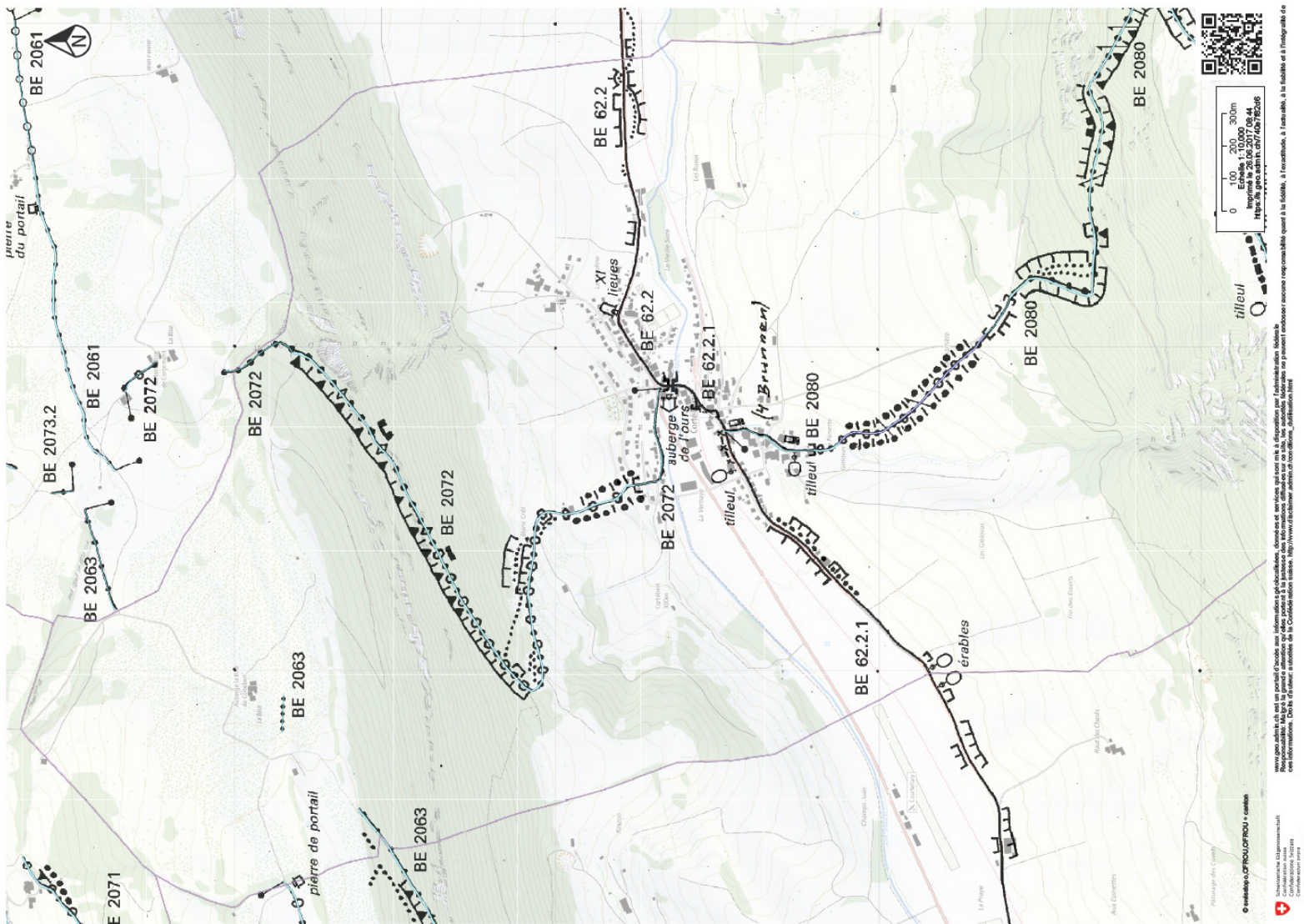
Titre marginal

Article / Alinéa

#### **ANNEXE B 4 - BORNE HISTORIQUE (BH)**



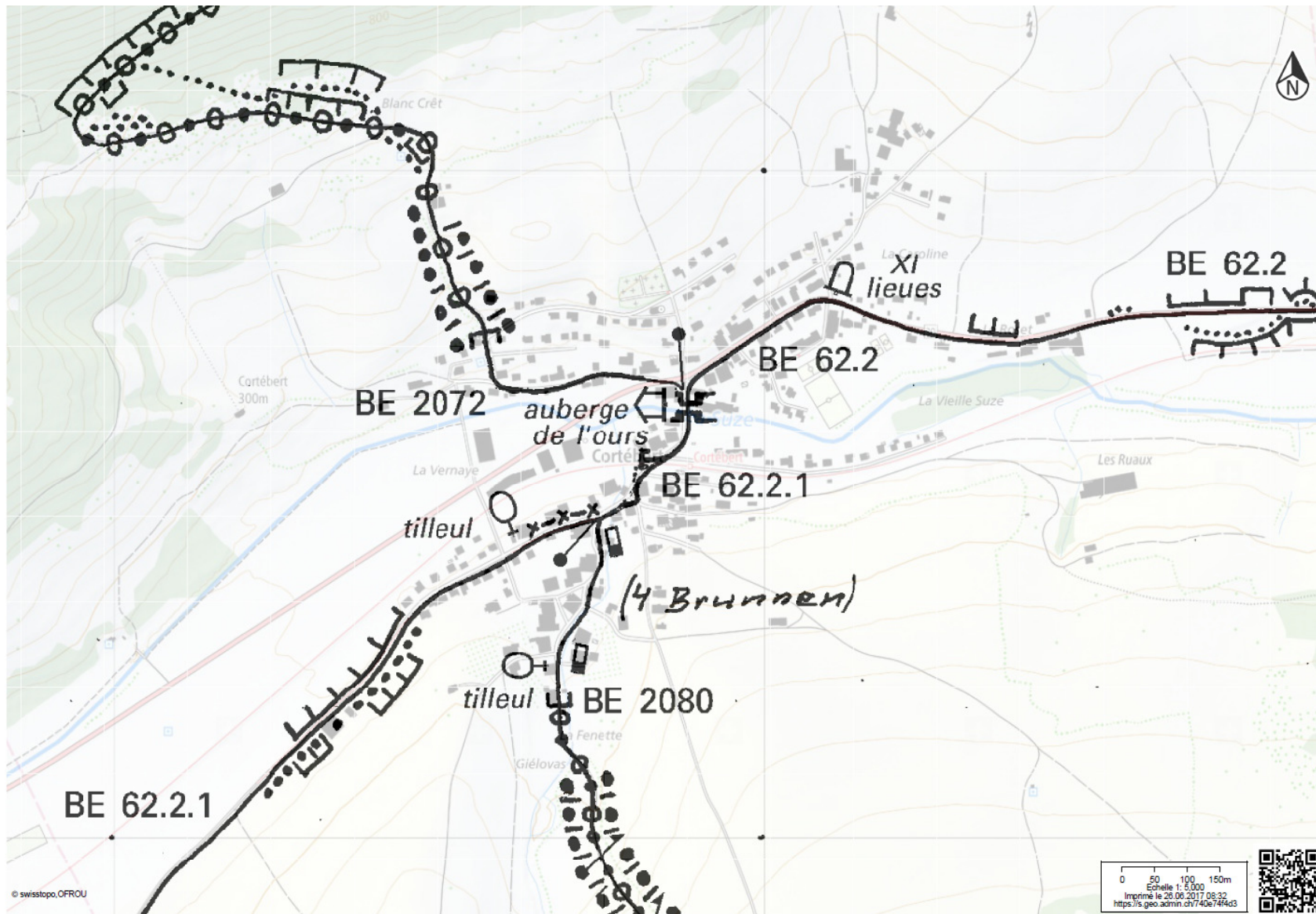
**ANNEXE B 5 – EXTRAIT DE L’INVENTAIRE IVS**





Titre marginal

Article / Alinéa



© swisstopo, OFROU

 Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra  
In collaboration with the cantons

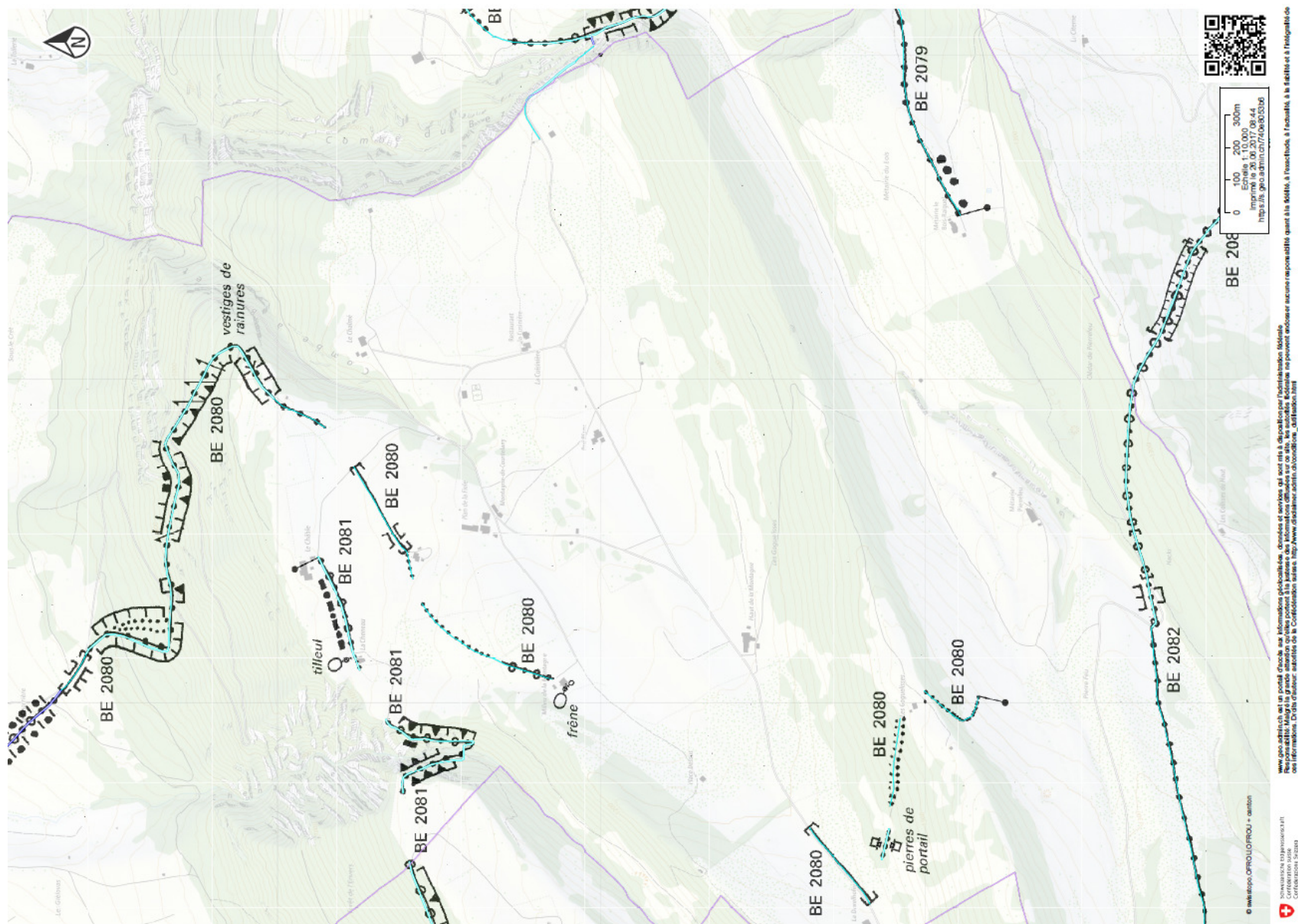
www.geo.admin.ch est un portail d'accès aux informations géolocalisées, données et services qui sont mis à disposition par l'administration fédérale.  
Responsabilité: Malgré la grande attention qu'elles portent à la justesse des informations diffusées sur ce site, les autorités fédérales ne peuvent endosser aucune responsabilité quant à la fidélité, à l'exactitude, à l'actualité, à la fiabilité et à l'intégralité de ces informations. Droits d'auteur: autorités de la Confédération suisse.  
[http://www.disclaimer.admin.ch/conditions\\_utilisation.html](http://www.disclaimer.admin.ch/conditions_utilisation.html)

0 50 100 150m  
Echelle 1:5,000  
Imprimé le 26.06.2017 09:32  
<https://s.geo.admin.ch/740e74fd3>



Titre marginal

Article / Alinéa



www.geo.admin.ch est le portail officiel des informations géographiques, données et services de base de la Confédération suisse.  
 Responsabilité: Malgré la grande attention portée à la précision des informations diffusées sur ce site, les succès géométriques ne peuvent engager aucune responsabilité quant à la fiabilité, à l'actualité, à la fraîcheur et à l'exhaustivité des informations. Cette diffusion est soumise à la condition: [http://www.geo.admin.ch/dokumentation/conditions\\_utilisation.html](http://www.geo.admin.ch/dokumentation/conditions_utilisation.html)



## ANNEXE B 6 – INVENTAIRE ISOS

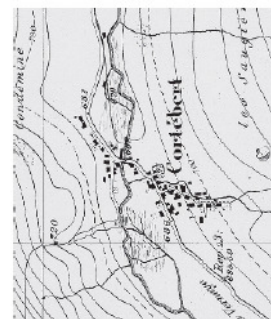
**Cortébert**  
Commune de Cortébert, district de Courtelary, canton de Berne

**ISOS**  
Ortsbilder®

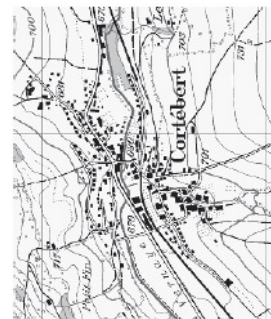


Photo aérienne Photoswissair 1997, © Luftbild Schweiz, Dübendorf

Localité agricole et industrielle dans le bas du vallon de Saint-Imier.  
Noyau paysan compact au sud de la ligne de chemin de fer. Anciennes fabriques d'horlogerie et habitations pour ouvriers le long de la route cantonale. Relation étonnamment intacte des fermes avec les vergers et champs environnants.



Carte Siegfried 1871



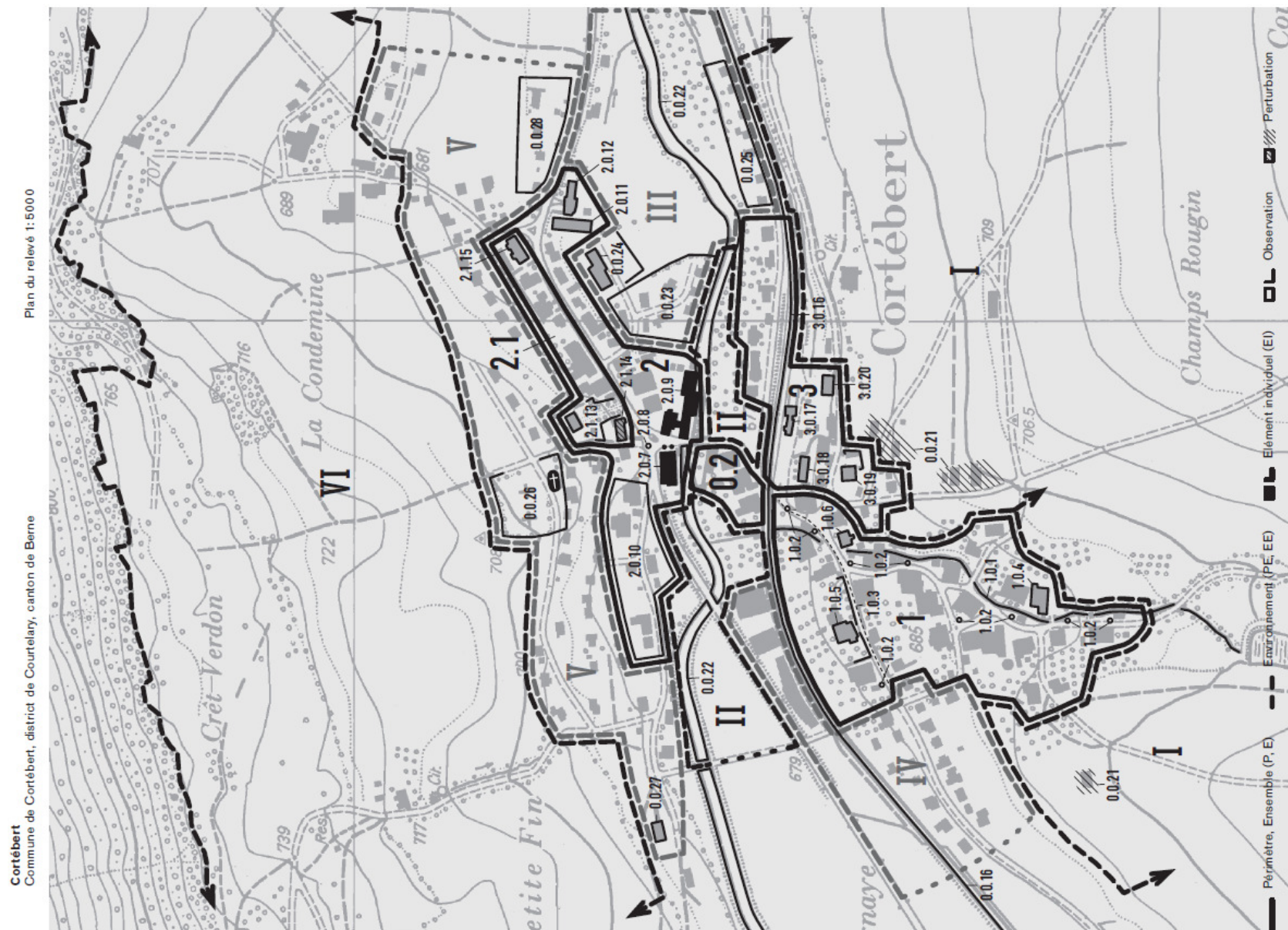
Carte nationale 1994

Village	Qualités de la situation	Qualités spatiales	Qualités historico-architecturales
●	X	X	X



Titre marginal

Article / Alinéa



Titre marginal

Article / Alinéa

**P Périmètre, E Ensemble, PE Périmètre environnant, EE Echappée dans l'environnement, EI Elément individuel**

Type	Numéro	Désignation	Catégorie d'investiture	Qualité spatiale	Qualité hist.-arch.	Signification	Obj. de sauvegarde	Observation	Perturbation	Photo no
P	1	Noyau du village, agglomération concentrée avec fermes jurassiennes du 16 <sup>e</sup> au 19 <sup>e</sup> siècle, traversé par ruisseau à ciel ouvert	A	X	X	X	A			1-10
P	2	Partie industrielle du village, extension le long de la route cantonale inaugurée avant 1850 et près de la fabrique d'horlogerie inaugurée en 1865; bâtiments multifonctionnels, surtout 2 <sup>e</sup> m. 19 <sup>e</sup> s.	AB	/	X	X	B			14-22
E	2.1	Rangée fermée de maisons du côté nord de la route cantonale: fermes à gouttière côté rue, 1 <sup>er</sup> m. 19 <sup>e</sup> s., et maisons d'ouvriers avec jardins sur rue, vers 1900	A	/	/	X	A			19, 21, 22
P	3	Quartier de la gare des deux côtés des rails, constructions à fonction centrale et maisons d'habitation avec jardins, fin 19 <sup>e</sup> /20 <sup>e</sup> s.	AB	/	X	X	B			12
E	0.2	Courte rangée de maisons d'habitation de style néo-classique, après milieu 19 <sup>e</sup> s.; lien entre les parties du village qui sont à sauvegarder	A	/	/	X	A			11, 13
EE	I	L'Envers, prés et champs, entourant le noyau paysan de trois côtés, arbres fruitiers à proximité; premier plan et arrière-plan du site	a		X	X	a			1, 7
PE	II	Petit espace libre des deux côtés de la Suze, prés et jardins; en deux parties	a		X	X	a			17
PE	III	Fond de la vallée avec écoles et installations sportives ainsi que quartier d'habitation, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.	ab		/	/	b			
PE	IV	Quartier de maisons unifamiliales et aire artisanale des deux côtés du chemin de fer, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.	b		/	/	b			
PE	V	Grand quartier d'habitation dans la partie inférieure du coteau ensoleillé, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.	b		/	/	b			
EE	VI	Le Droit, prés et champs, passant à des pâturages et limités par la lisière de la forêt; arrière-plan du site	a		/	/	a			
	1.0.1	Ruisseau à ciel ouvert, affluent de la Suze						o		
	1.0.2	Plusieurs fontaines en pierre dans le noyau agricole, bassins en calcaire clair du Jura, dat. dès 1860; importants éléments spatiaux						o		5, 9
	1.0.3	Tracé de l'ancienne route de la vallée et de la route cantonale jusqu'en 1931						o		8
	1.0.4	Grande ferme de 1737, transformation maladroite en 1997						o		
	1.0.5	Maison très haute à trois étages et demi et avant-toit en berceau; parc avec clôture en fer						o		8
	1.0.6	Ancien «Hôtel de la Croix Fédérale», 1875, aujourd'hui maison à plusieurs appartements; jardin sur rue transformé en parking en 1993						o		
EI	2.0.7	«Hôtel de l'Ours» sur croisement central, typique auberge de campagne du milieu 19 <sup>e</sup> s., enseigne de 1884; perron frontal et deux platanes de la construction de la route en 1931			X	X	A	o		15
	2.0.8	Fontaine au carrefour, avec bassin hexagonal, érigée sans doute lors de la construction de la route en 1931						o		15
EI	2.0.9	Ancien bâtiment industriel de Cortébert Watch SA, inauguré en 1865, agrandi en 1873 et 1948; après cessation de la production, transformé en 1984 en maison d'habitation			X	X	A			15, 17, 20
	2.0.10	Le Quart, bâti plus lâche à l'écart du trafic de transit						o		16
	2.0.11	Salle de gymnastique, vers 1960						o		
	2.0.12	Ancienne fabrique d'horlogerie, 1918-1919, aile étroite pour la production et aile plus haute pour l'administration; transformée en 1997 en immeuble locatif.						o		
	2.1.13	Villa patonale de 1871-1872, coiffée d'un toit à la Mansart; située dans parc au-dessus de la rue principale						o		18
	2.1.14	Immeuble d'habitation gênant à toit plat en situation sensible sur carrefour, vers 1960/70						o		14



Titre marginal

Article / Alinéa

Type	Numéro	Désignation	Catégorie d'inventaire	Qualité spatiale	Qualité hist.-arch.	Signification	Obj. de sauvegarde	Observation	Perturbation	Photo n°
	2.1.15	Bloc localitif, constr. avant 1871, appartements pour les employés de l'ancienne fabrique d'horlogerie						o		21
	3.0.16	Ligne du chemin de fer Biemme-La Chaux-de-Fonds, inaugurée en 1874 (également 0.0.16); passage à niveau avec barrière au milieu du village						o		10, 11, 13
	3.0.17	Bâtiment de la gare avec hangar, ancienne construction «purifiée», de 1874						o		12
	3.0.18	«Café de la Gare» orienté sur la place de la Gare, fin 19 <sup>e</sup> s., annexe plus récente						o		12
	3.0.19	Fromagerie, construction simple en pierre, de 1897, soigneusement rénovée, contribuant à la formation d'une place, à côté annexe en équerre						o		
	3.0.20	Localitif à quatre étages de type urbain, années 1950						o		
	0.0.21	Maisons d'habitation aux abords importants du noyau agricole, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.; perturbation des périphéries de l'agglomération							o	
	0.0.22	Lit de rivière de la Suzè, amélioré au milieu de la localité et enjambé par un pont assez récent						o		
	0.0.23	Quartier d'habitation plutôt récent, avant tout maisons unifamiliales, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.						o		
	0.0.24	Collège avec cour de récréation et de sport, fin des années 1950						o		
	0.0.25	Rangée de maisons unifamiliales le long de la ligne du chemin de fer, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.						o		
EI	0.0.26	Eglise protestante, construite en 1902, clocher remplacé en 1960; au-dessus grand cimetière					X	o		17
	0.0.27	Bloc à quatre étages en situation isolée au pied du coteau, vers 1950						o		
	0.0.28	Rangée de maisons avec jardins, début de l'espace de rue principale						o		



Titre marginal

Article / Alinéa

## Développement de l'agglomération

Histoire et croissance historique

Le site est mentionné pour la première fois en 1178 sous le nom de Cortaibert (ce qui veut dire ferme d'Aibert). Les chapitres de Saint-limier et Moutier-Grandval possédaient à cette époque des biens à Cortébert. La localité faisait partie de la seigneurie d'Erguël qui, elle, appartenait à la Principauté épiscopale de Bâle. En 1530 la Réformation s'imposa à la paroisse de Corgémont dont Cortébert dépend depuis toujours; en 1902 seulement, le village obtint sa propre église (0.0.26). Après l'effondrement de l'Ancien Régime en 1792 et la domination française, Cortébert fut rattaché – comme tout l'ancien Evêché de Bâle – au canton de Berne.

Jusqu'au début du 19<sup>e</sup> siècle, Cortébert est resté un petit village agricole, puis l'industrie horlogère marqua de plus en plus le caractère du site. Au début de ce développement industriel, l'horlogerie en tant que travail à domicile apportait un revenu supplémentaire.

L'élargissement de l'ancien chemin de la vallée en route cantonale au milieu du 19<sup>e</sup> siècle fut la première grande transformation de la structure de l'agglomération. Elle prépara le terrain pour un nouvel axe de développement. Jusqu'à ce qu'elle fut prolongée dans les années 1930–31, la route passait de l'autre côté de la vallée devant «l'auberge de l'Ours», et le trafic en direction de Saint-limier passait par la partie inférieure du vieux village.

C'est principalement à partir de 1865 que Cortébert connut un essor considérable. L'entreprise Raiguel, Juillard & C<sup>ie</sup> ouvrit sur la rive gauche de la Suze une des premières fabriques d'horlogerie du Vallon qui devint plus tard Cortébert Watch. L'imposant complexe de fabrication donna naissance au village industriel. Un autre témoin de cet essor fut le collège à quatre étages construit en 1872. Par son extraordinaire hauteur, il dominait le village avant d'être la proie des flammes en 1959. Lors de la parution de la première carte Siegfried (1871), les deux composantes les plus importantes du site ainsi que l'ensemble les reliant étaient constitués. En 1874 la ligne de chemin de fer à travers le Vallon de Saint-limier fut inaugurée. Le

tracé du chemin de fer passa parallèlement à la Suze entre l'ancien village agricole et le village industriel. Au cours des décennies, un petit quartier de la gare se constitua des deux côtés des rails du chemin de fer.

Depuis l'implantation de l'industrie horlogère, l'accroissement de la population fut constant. Alors que la commune avait, en 1813, 226 habitants, elle en eut 652 en 1870 et 793 en 1900. Au cours du 20<sup>e</sup> siècle la population resta stable avec de faibles variations. Après la Deuxième Guerre mondiale débuta la construction de maisons unifamiliales; plusieurs quartiers d'habitation se développèrent, le plus important se trouvant sur le coteau sud ensoleillé. Les locaux à plus de deux étages, témoins de la dernière période faste de l'horlogerie locale, restèrent cependant des exceptions.

En 1962, la maison de renom Cortébert Watch fut reprise par Omega. Cortébert ne devenant qu'un simple département de l'usine biennoise. En 1984, Omega ferma la fabrique de Cortébert; 105 personnes y étaient encore employées à ce moment. En l'an 2000, 714 personnes habitaient la commune. Plus de dix pour cent de celles-ci travaillaient dans l'agriculture; la plupart des personnes exerçaient cependant une activité professionnelle en dehors du village.

## Le site actuel

Relations spatiales entre les composantes du site

Malgré sa taille modeste, Cortébert présente un site assez complexe, dont la croissance est pourtant bien lisible, d'autant plus que les ensembles construits des différentes phases de développement ont une cohésion spatiale étroite; le vieux village agricole le long du ruisseau (1), le village industriel sur l'autre rive de la Suze (2), l'ensemble les reliant sur l'ancienne route cantonale (0.2) et le quartier de la gare attenant (3). Entre les différentes composantes du site bâti, l'espace fluvial de la Suze constitue un joli espace libre intérieur qui structure le site; il est marqué par des jardins, des arbres fruitiers et des prés (II). En tant qu'environnement naturel du noyau agricole, les prés et les champs de l'Envers entourent sur trois côtés l'ancien site construit (I).



L'ancien village agricole (1) se situe sur la partie inférieure de l'Envers, légèrement en retrait du fond de la vallée, autrefois marécageux. Le noyau s'est développé le long d'un petit ruisseau (1.0.1) qui se jette dans la Suze (0.0.22). Les caractéristiques particulières du site, plus précisément de son noyau, sont sa situation sur le côté ombragé de la pente de la vallée de l'Envers – non typique de la région – et son état de conservation relativement original. Les vieilles habitations agricoles, alignées de manière irrégulière les unes derrière les autres, avec leurs formes propres à la région constituent avec les prés, les jardins, les tas de fumier, les arbres, les fontaines et le lit à ciel ouvert du ruisseau un site bâti de très grande qualité. Les chemins d'accès onduoyant entre les maisons offrent des perspectives et des points de vue variés.

Entre les fermes se trouvent de petites remises en bois, dont certaines abritent un vieux grenier. Les jardins bien entretenus sont souvent entourés de murets avec des clôtures en fer. Un réseau étonnamment dense de belles fontaines en pierre de taille valorisent l'espace public de façon significative. Installées à partir de 1860, elles sont constituées de bassins monolithiques en pierre calcaire et de piles en pierre ou en fonte. La majorité des fermes ne sont plus exploitées et ont été passablement transformées, certaines au 19<sup>e</sup> siècle déjà, suite à l'introduction de l'hortolerie à domicile. Malgré cela, leur âge est encore bien lisible – sans même consulter les dates apposées souvent sur la clé d'arc du portail. Ces fermes, qui vont de 1624 à 1814, sont coiffées de grands toits en bâtière. Les pignons frontaux présentent des façades maçonnées et en bois, des ouvertures horizontales au niveau de la grange et des baies encadrées de pierre calcaire pour le logis. La maçonnerie crépie, la pierre taillée claire des encadrements de portes et de fenêtres, ainsi que les lambrissages en bois sombre constituent un ensemble de coloris harmonieux et charmant.

Le lien spatial entre le village agricole et le village industriel est créé par une courte rangée de maisons peu espacées à toit en croupe à gouttière côté rue sur l'ancienne route principale (0.2). La silhouette marquante des maisons, construites dans une variante campagnarde du néo-classicisme, domine le paysage à niveau avec barrière qui se trouve au milieu du village, affirmant la présence du chemin de fer.

L'extension industrielle du village (2), sur la rive gauche de la Suze, est une structure linéaire le long de la route cantonale, avec deux anciennes usines, des immeubles d'habitation pour les ouvriers et cinq fermes. Presque toutes les constructions datent du 19<sup>e</sup> siècle, excepté les bâtiments plus récents de l'ancienne fabrique de boîtes de montres (2.0.12), de la salle de gymnastique (2.0.11) et celui de l'immeuble locatif au carrefour central – dont l'aspect massif est gênant (2.1.14). L'homogénéité des constructions confère au périmètre une morphologie propre à son époque, malgré la grande diversité d'utilisation. La juxtaposition de la fabrique, des habitations pour les ouvriers et de la villa patronale est d'une grande valeur historico-culturelle. Les jardins sur rue, avec leurs clôtures en fer forgé, ont également une fonction unificatrice, et leur sauvegarde est impérative. Parmi les éléments individuels d'une valeur particulière figurent «l'Hôtel de l'Ours» au point culminant de l'ancienne route cantonale (2.0.7), l'ancienne usine de Cortébert Watch sur la Suze (2.0.9) et l'élégante villa patronale dans un parc paysager qui surplombe l'usine (2.1.13). «L'Ours» présente les caractéristiques typiques pour une auberge de campagne du milieu du 19<sup>e</sup> siècle: situation marquante, grand volume, façade frontale représentative avec de nombreuses fenêtres, toit en croupe etc.: le petit complexe d'usine de la fabrique d'horlogerie Cortébert Watch, inaugurée en 1865 et agrandi plus tard, est composé d'une aile principale à trois étages avec 22 axes de fenêtres à l'origine et quelques-unes plus récentes, d'une aile à deux étages avec 11 axes de fenêtre, ainsi que d'une passerelle fermée qui relie les deux ailes entre elles. A part les balcons en métal, la transformation en lofts n'a guère changé l'aspect extérieur de la fabrique.

La rangée de maisons (2.1) au nord de la route cantonale a particulièrement bien gardé son caractère d'origine. Une imposante ferme double, datée de 1823, et une ferme de 1849, parée d'un perron, constituent le noyau de l'ensemble. Elle se prolonge par une rangée serrée de maisons d'habitation pour les ouvriers. Malgré leur variété architecturale, l'alignement des maisons le long de l'axe de transit droit, pourvu en partie de trottoirs, est extraordinairement homogène. A l'extrémité est se trouve un bâtiment d'une haute valeur typologique: un bloc locatif

Titre marginal

Article / Alinéa



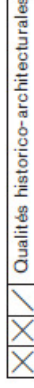
Qualités spatiales

(2.1.15), typique pour la construction de logements ouvriers de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, qui faisait partie de la fabrique d'hortogerie.

Le quartier de la gare (3) est le moins dense des trois périmètres. Au nord de la ligne de chemin de fer s'alignent sept maisons d'habitation du premier tiers du 20<sup>e</sup> siècle, avec des caractéristiques stylistiques de l'historisme tardif et du Heimatstil. Et au-dessus du modeste bâtiment de la gare se trouvent plusieurs bâtiments individuels postérieurs à l'époque de la construction du chemin de fer, entre autres le Café de la Gare et la fromagerie.



Les qualités spatiales prépondérantes sont dues à la définition claire des composantes individuelles du site, aux éléments qui les relient et aux espaces agricoles sur rue, intacts dans la partie la plus ancienne du village. L'espace de la rue principale du village industriel, dont le tracé est tangent à l'ancien noyau du village, possède une grande compacité; les jardins bien entretenus devant les maisons augmentent le charme spatial.



Qualités historico-architecturales

### Recommandations

Voir également les objectifs généraux de la sauvegarde

Les plus importants alentours du village, les terres cultivées au sud, et les espaces verts des deux côtés de la Suze doivent absolument être préservés de toute construction.

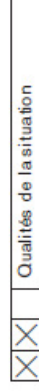
Il ne faudrait pas limiter la sauvegarde aux constructions, les espaces intermédiaires ayant une signification considérable pour le site construit.

Maintenir le lit du ruisseau à ciel ouvert sur toute la longueur du site, protection des espaces intermédiaires ruraux.

Les qualités historico-architecturales prépondérantes viennent du fait que l'histoire du site ressort clairement de sa structure, grâce à la juxtaposition du texte agricole et industriel et grâce aux nombreux bâtiments individuels de grande valeur au plan architectural, typologique ou historico-culturel: fermes aux formes typiques pour la région, usine sur la Suze, villa patronale dans le parc, cité ouvrière à la sortie du village, etc.

### Qualification

Appréciation du village dans le cadre régional



Qualités de la situation

Les qualités de situation évidentes tiennent aux environnements relativement libres de constructions autour de la partie concentrée et agricole du village, qui assurent une vue libre sur le noyau du village, ses fermes implantées de façon irrégulière et les larges toits jurassiens et qui constituent un lien intact entre le village et les espaces cultivés. De tous les villages du Vallon, Cortébert est celui qui présente, aujourd'hui encore, le plus nettement l'ancienne orientation en travers de la vallée.



Titre marginal

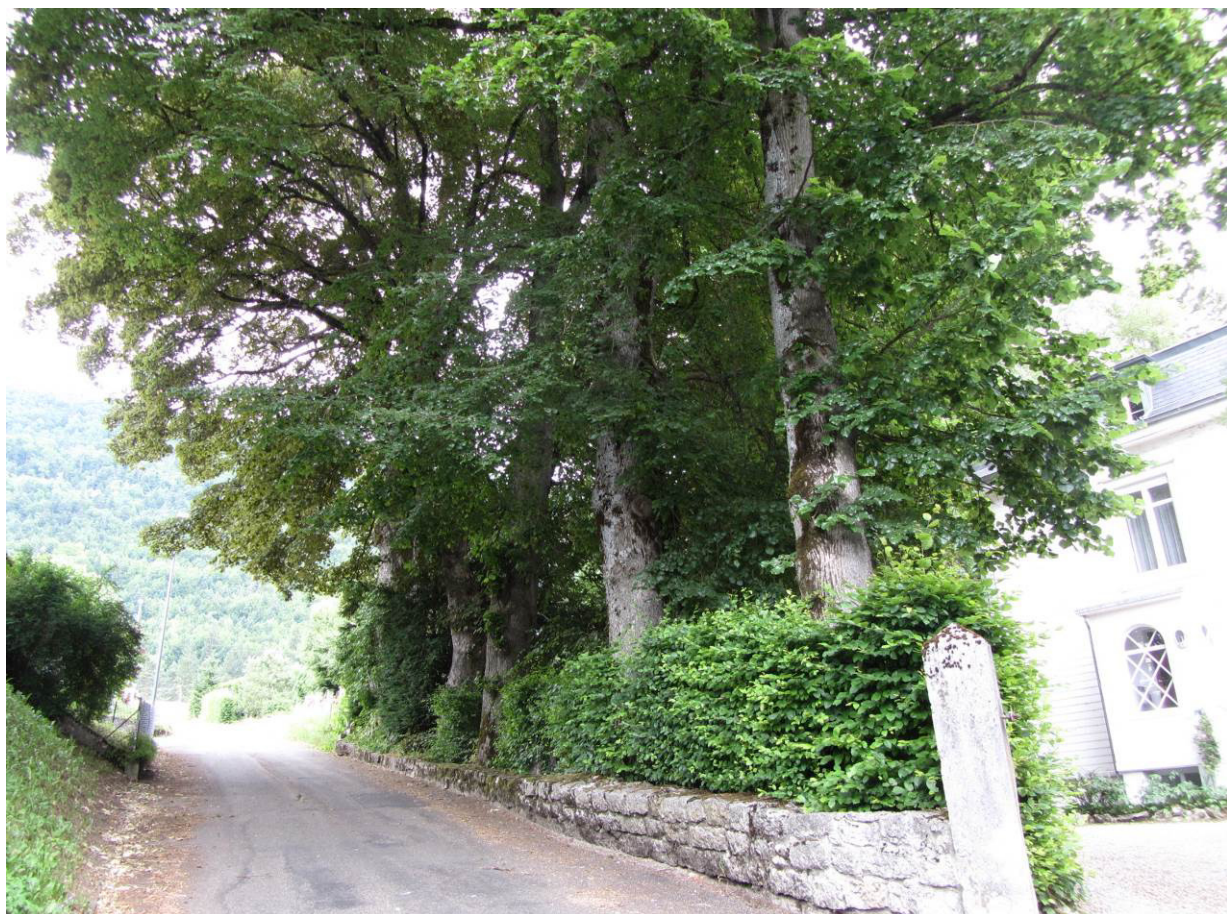
Article / Alinéa

2<sup>e</sup> version 03.2.006/hjr  
Films n° 3669/3670 (1979); 8846 (1998);  
9524 (2005); 10262 (2006)  
Coordonnées de l'Index des localités  
574.731/226.381  
  
Mandant  
Office fédéral de la culture (OFC)  
Section du patrimoine culturel et des  
monuments historiques  
  
Mandatire  
Bureau pour l'ISOS  
Sibylle Heusser, arch. EPFZ  
Limmatquai 24, 8001 Zurich  
  
ISOS  
Inventaire des sites construits à protéger  
en Suisse

Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXE B 7 – ARBRES D'ESSENCES MAJEURES (AEM)**



AEM 1 – 5





Titre marginal

Article / Alinéa



AEM 6



AEM 7



Titre marginal

Article / Alinéa



AEM 8



AEM 9



AEM 10

Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXES C**

**ANNEXE C 1 - NÉOPHYTES****Plantes  
invasives****C111**

L'apparition d'espèces animales et végétales exotiques n'est pas une nouveauté, l'homme déplaçant de tout temps des organismes vivants, involontairement ou délibérément. Toutefois, la mobilité élevée et le nombre croissant de transports de marchandises augmentent sensiblement le nombre d'organismes déplacés involontairement par-delà des frontières topographiques et climatiques.

Les espèces introduites présentent généralement un comportement très ordinaire dans leur patrie d'origine, où elles sont confrontées à des espèces concurrentes et ennemies. Par contre, elles sont souvent capables de se propager de manière spectaculaire dans les territoires nouvellement colonisés. On parle « d'espèces invasives ou néobiontes », qui occasionnent souvent de graves problèmes écologiques, économiques ou sanitaires. Ce phénomène est appelé à se poursuivre avec une tendance à la hausse. En effet, le réchauffement climatique favorise l'apparition chez nous d'espèces appréciant la chaleur comme le moustique-tigre ou le palmier chanvre.

*source : Plantes et animaux invasifs, Biologie, répartition et problématique des principales espèces invasives végétales (néophytes) et animales (néozoaires) introduites par l'homme en Suisse, Office de la coordination environnementale et de l'énergie du Canton de Berne & Fondation Science et Cité, Berne, août 2009 - la brochure est téléchargeable au format .pdf sous [www.be.ch/ocee](http://www.be.ch/ocee) > Documents/Publications [www.science-et-cite.ch/stiftung/documents](http://www.science-et-cite.ch/stiftung/documents)*

**Base légale****C112**

Depuis début octobre 2008, il est interdit en Suisse de mettre en liberté plusieurs espèces végétales et animales. Dès lors, celui qui acquiert des solidages nord-américains, vend des renouées du Japon ou lâche des coccinelles asiatiques est punissable.

L'Ordonnance sur la Dissémination dans l'Environnement définit la manière d'utiliser les plantes et les animaux exotiques afin de prévenir l'éviction des espèces indigènes (*Ordonnance du 10 septembre 2008 sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement, Ordonnance sur la Dissémination dans l'Environnement, ODE ; RS 814.911*).

**Liens utiles****C113**

Liste noire : Centre national de données et d'informations sur la flore de Suisse → [www.infoflora.ch](http://www.infoflora.ch)  
Lutte contre les organismes nuisibles : Service de la Promotion de la nature cantonale → [www.be.ch/nature](http://www.be.ch/nature)



Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXE C 2 - PRÉVENTION DE L'ÉROSION DES SOLS**

Cf. OFEV et OFAG : "Protection des sols dans l'agriculture". Un module de l'aide à l'exécution pour la protection de l'environnement dans l'agriculture. Office fédéral de l'environnement, Berne.  
L'environnement pratique n°1313, 60 p.

## **ANNEXE C 3 - MESURES DE RÉDUCTION DES RISQUES LORS DE L'APPLICATION DE PPh**

Cf. DEFR et OFAG : "Instructions relatives aux mesures de réduction des risques lors de l'application de produits phytosanitaires"

Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXE D**



OFAC, CH-3003 Berne

### **Recommandé (avec avis de réception)**

Aérodrome de Courtelary  
Segelfluggroupe Biel  
Postfach  
2502 Biel

Référence du dossier : 6/62/62-04.003\_LSZJ

Votre référence : 10\*100.116-01

Notre référence : mum

Dossier traité par: Michael Mütener

Tél. 043 816 70 62, fax 043 816 40 66, michael.muentener@bazl.admin.ch  
Aéroport de Zurich, le 7 mars 2012

### **Décision**

concernant

### **votre demande du 17 février 2012 et l'entrée en vigueur du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles**

Considérant ce qui suit:

1. En application de l'art. 62, al. 1 de l'ordonnance sur l'infrastructure aéronautique (OSIA; RS 748.131.1), tout exploitant d'aérodrome est tenu d'établir un cadastre des surfaces de limitation d'obstacles.
2. L'exploitant d'un aérodrome est en outre tenu de réexaminer périodiquement le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles. Ce réexamen a lieu tous les cinq ans au moins sur les aérodromes IFR, tous les dix ans au moins sur les autres aérodromes.
3. Il transmet les résultats de son examen à l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) et propose à ce dernier les modifications nécessaires (art. 62, al. 3 OSIA).
4. Il incombe à l'OFAC de mettre en vigueur tout cadastre des surfaces de limitation d'obstacles (art. 62, al.1 OSIA).

## **ANNEXE D 1 - CADASTRE DES SURFACES DE LIMITATION D'OBSTACLES (LSZJ)**



Titre marginal

Article / Alinéa

5. L'aérodrome de Courtelary a soumis le 17.02.2012 un cadastre des surfaces de limitation d'obstacles à l'OFAC, avec la demande de le mettre en vigueur.
6. L'OFAC a examiné le cadastre remis et constaté que rien ne s'oppose à son entrée en vigueur.
7. La date de l'orthophoto (en l'occurrence le 24.05.2010) fait foi pour déterminer le début de la période au terme de laquelle, selon l'art. 62, al. 3 OSIA, le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles devra au plus tard être réexaminé par l'exploitant. En conséquence, le réexamen du cadastre devra intervenir d'ici au 24.05.2020.
8. En cas de modification de l'infrastructure et/ou de l'exploitation (dimension des pistes, position des seuils de piste, routes d'approche et de départ, ...) de l'aérodrome, l'exploitant réexaminera le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles et soumettra sans délai tout changement éventuel à l'approbation de l'OFAC.
9. Les constructions et les installations, y compris les grues, les remontées mécaniques, les lignes à haute tension, les antennes, les câbles, les fils et les plantations, qui percent les surfaces de limitations d'obstacles, constituent des obstacles et, comme tels, sont soumis à l'autorisation de l'OFAC (art. 63 OSIA).
10. Les objets qui ne font pas saillie au-dessus d'une surface du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles, mais qui atteignent néanmoins une hauteur de 60 m ou plus dans une zone construite ou une hauteur de 25 m ou plus dans une autre zone, constituent des obstacles à la navigation aérienne soumis à autorisation (art. 63 OSIA).
11. Les obstacles mis en place pour une période déterminée doivent être enlevés dans les délais impartis et leur démontage annoncé à l'OFAC (art. 65 OSIA).
12. L'édification ou la modification d'un obstacle à la navigation aérienne ne doit pas commencer avant l'entrée en vigueur de la décision de l'OFAC (pour autant que le délai de recours expire sans que le projet d'édification ou de modification n'ait été combattu; art. 66, al. 3 OSIA).
13. La présente décision accompagnée d'un exemplaire du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles, approuvé en date du 28 février 2012, est adressée pour information aux communes concernées de Courtelary, Cormoret, Cortébert et Corgémont ainsi qu'au service cantonal d'annonce de Berne.
14. Conformément à l'art. 62, al. 2, 2<sup>e</sup> phrase OSIA, les communes concernées tiennent compte du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles dans leur règlement d'affectation.
15. Conformément à l'art. 6b, al. 1 de la loi sur l'aviation (LA, RS 748.0), l'OFAC perçoit des émoluments pour ses décisions. Dès lors, en application de l'art. 6b, al. 2 LA en relation avec l'art. 5 de l'ordonnance sur les émoluments de l'OFAC (OEmol-OFAC, RS 748.112.11), l'émolument dû en contrepartie de la présente décision est fixé à 180 francs.

L'OFAC

OSIA RS 748.131.1

**d é c i d e :**

1. Le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles de l'aérodrome de Courtelary (LSZJ), soumis le 17.02.2012 par l'aérodrome de Courtelary (date de l'orthophoto: 24.05.2010) et approuvé en date du 28 février 2012 entre en vigueur avec effet immédiat.

Titre marginal

Article / Alinéa

2. a) L'exploitant d'aérodrome réexamine le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles comme suit :
    - d'ici au 24.05.2020 au plus tard en fonction de l'inventaire des obstacles ;
    - consécutivement à toute modification de l'infrastructure et/ou de l'exploitation
  - b) Il transmet immédiatement les résultats de son examen à l'OFAC et propose à ce dernier les modifications du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles nécessaires.
  3. Les frais afférents à la présente décision s'élèvent à 180 francs et sont portés à la charge de l'aérodrome de Courtelary.
  4. La présente décision et un exemplaire du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles approuvé sont notifiés à l'aérodrome de Courtelary sous pli recommandé (avec avis de réception).
  5. La présente décision (accompagnée d'un exemplaire du cadastre des surfaces de limitation d'obstacles) est communiquée aux communes suivantes :
    - *Administration communale, Grand-Rue 58, 2608 Courtelary*
    - *Administration communale, Vieille-Route 1, 2612 Cormoret*
    - *Administration communale, Rue du Collège 3, 2607 Cortébert*
    - *Administration communale, Grand-Rue 15, 2606 Corgémont*
- et au canton suivant :
- *Office des transports publics du canton de Berne, Reiterstrasse 11, 3011 Berne*

Office fédéral de l'aviation civile



Daniel Hügli, vice-directeur  
 Chef de la division Sécurité des  
 infrastructures



Michael Müntener  
 Section Aérodromes et obstacles à la  
 navigation aérienne

#### Indication des voies de droit


















Un recours peut être formé contre la présente décision auprès du Tribunal administratif fédéral, case postale, 3000 Berne 14. Le délai de recours est de 30 jours à dater du lendemain de la notification de la décision aux parties. Le délai de recours ne court pas du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclus.

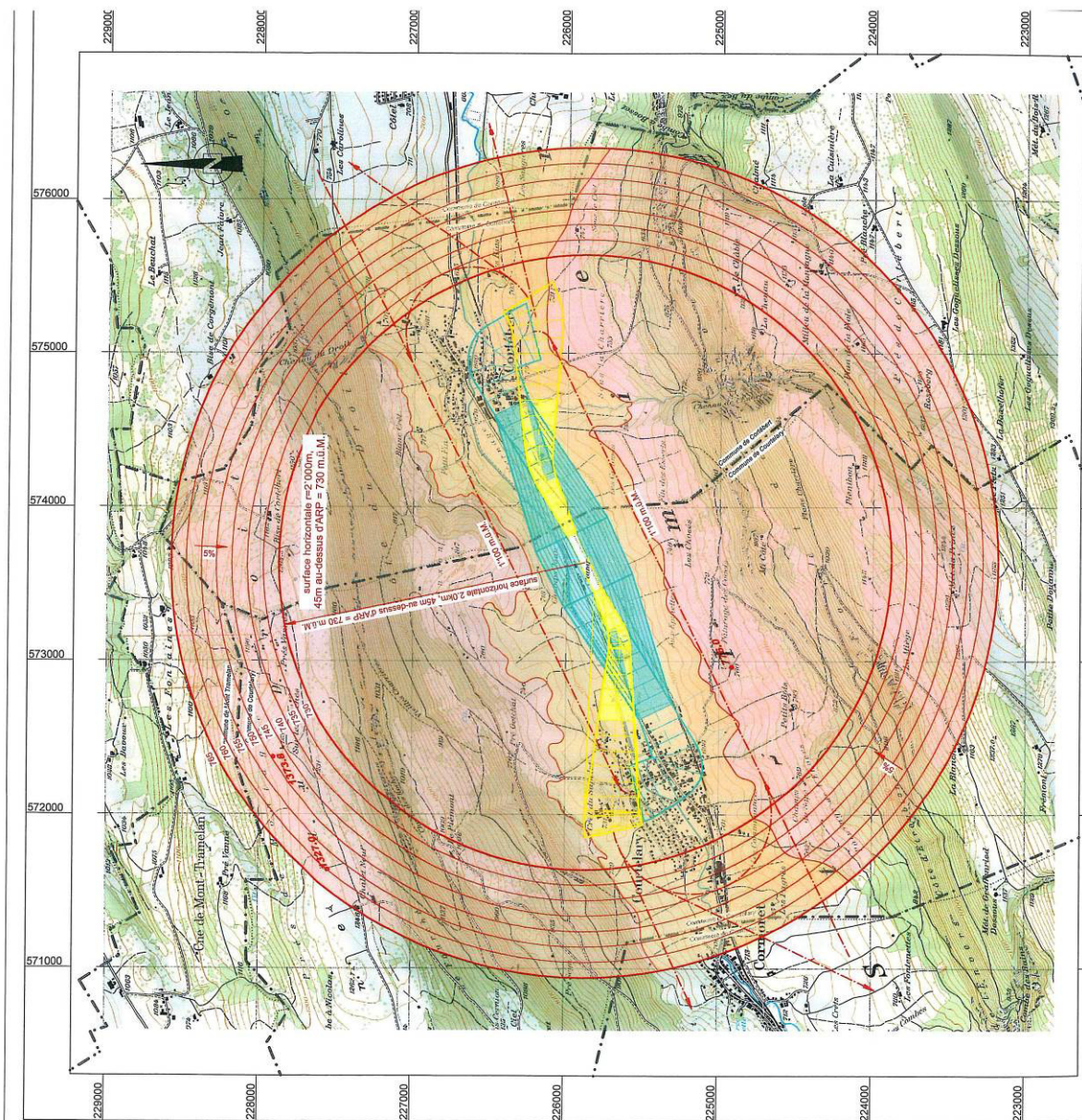
Le mémoire de recours, rédigé dans une langue officielle, indiquera les conclusions, les motifs et les moyens de preuve et devra porter la signature du recourant. La décision attaquée et, dans la mesure du possible, les pièces invoquées comme moyen de preuve seront jointes au recours.



Titre marginal

Article / Alinéa

-  valeur de jauge
-  surface de limitation d'obstacles pour l'approche et surface de transition latérale
-  surface de limitation d'obstacles déterminante pour l'approche et surface de transition latérale
-  surface de limitation d'obstacles pour le décollage
-  surface de limitation d'obstacles déterminante pour le décollage
-  surface de limitation d'obstacles déterminante: surface horizontale (730 m d'altitude) et surface conique (de 730 m à 765 m d'altitude)
-  trajectoires de vol pour vol à moteur selon la publication d'information aéronautique
-  445.5
-  couronne des arbres avec mention de l'altitude (en m)
-  445.5
-  espace boisé avec mention de l'altitude (en m) de la couronne d'arbres la plus haute
-  bâtiment avec mention de l'altitude (en m)
-  445.5
-  445.5
-  445.5
-  antenne ou pylône avec mention de l'altitude (en m)
-  terrain perçant une surface : obligation d'annonce et de sollicitation d'une autorisation aux termes de l'art. 63 OSIA al. a et b (cf. remarque ci-dessous).





Titre marginal

Article / Alinéa

## **ANNEXE E**

## **ANNEXE E 1 - ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET ACTES LÉGISLATIFS**



### **E 11-1 - AUTORITÉS MUNICIPALES DE CORTÉBERT**

- **AM** Assemblée **M**unicipale (*Législatif municipal*)
- **AOPC** Autorité(s) d’**O**ctroi du **P**ermis de **C**onstruire (*Autorités Municipale, Préfectorale ou Cantonale*)
- **CM** Conseil **M**unicipal (*Exécutif municipal*)
- **CdC** Commission **d**e **C**onstruction
- **OPACC** **O**rgane de **P**olice **A**ministrative de la **C**ommune en matière de **C**onstruction

### **E 11-2 - RÈGLEMENTS COMMUNAUX DE CORTÉBERT**

- **RCC** Règlement **C**ommunal de **C**onstruction (*soit, le présent document*)
- **REmol** Règlement communal sur les **E**moluments
- **RCPA** Règlement **C**ommunal de **P**olice **A**ministrative
- **RO** Règlement communal d’**O**rganisation

Titre marginal

Article / Alinéa

**E 12-1 - ADMINISTRATION FÉDÉRALE**

- **ARE** Office fédéral du développement territorial
- **ART** Station de recherche **Agroscope Reckenholz-Tänikon**, 8356 Ettenhausen
- **CFNP** Commission **F**édérale pour la protection de la **N**ature et du **P**aysage
- **FAT** Institut fédéral de recherches en économie et technologie agricoles (*cf. ART*)
- **OFC** Office **F**édéral de la **C**ulture
- **OFEV** Office **F**édéral de l'Environnement (*anciennement OFEFP*)
- **OSAV** Office fédéral de la **S**écurité **A**limentaire et des affaires **V**étérinaires

**E 12-2 - ADMINISTRATION DU CANTON DE BERNE**

- **Ce** Conseil **ex**écutif
  - **CPS** Commission cantonale de **P**rotection des **S**ites et du paysage
- **ECO** Direction de l'**E**conomie publique (*VOL*)
  - **beco** Economie bernoise
  - **OAN** Office de l'**A**griculture et de la **N**ature
    - **SPN** Service de la **P**romotion de la **N**ature
  - **OFOR** Office des **F**orêts
- **INS** Direction de l'**I**nstruction publique (*ERZ*)
  - **OC** Office de la **C**ulture
    - **SMH** Service des **M**onuments **H**istoriques
- **JCE** Direction de la **J**ustice, des affaires **C**ommunales et des affaires **E**cclésiastiques (*JGK*)
  - **OACOT** Office des **A**ffaires **C**ommunales et de l'**O**rganisation du **T**erritoire
- **TTE** Direction des **T**ravaux publics, des **T**ransports et de l'**E**nergie (*BVE*)
  - **OCEE** Office de la **C**oordination **E**nvironnementale et de l'**E**nergie
  - **OED** Office des **E**aux et des **D**échets
  - **OPC** Office des **P**onts et **C**haussées

**E 12-3 – PUBLICATIONS DU CANTON DE BERNE**

- **ACE** Arrêté du **C**onseil **E**xécutif
- **GAL** Guides pour l'**A**ménagement **L**ocal (*publications OACOT*)
- **ISCB** Information **S**ystématique des **C**ommunes **B**ernoises (*http:// www. bsig. jgk. be. ch*)



Titre marginal

Article / Alinéa

**E 12-4 – ORGANISMES PUBLICS, SYNDICATS, CONCESSIONNAIRES**

- **AEAI** Association des **E**tablissements cantonaux d'**A**ssurance **I**ncendie
- **AIB** Assurance **I**mmobilière du Canton de **B**erne
- **COSAC** **C**onférence **S**uisse des **A**ménagistes **C**antonaux
- **DTAP** Conférence suisse des **D**irecteurs cantonaux des **T**ravaux publics, de l'**A**ménagement du territoire et de la **P**rotection de l'environnement
- **EnDK** Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
- **EnFK** Conférence des services cantonaux de l'énergie
- **KBOB** Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (*Koordinationskonferenz der **B**au- und Liegenschaftsorgane der **O**effentlichen **B**auherren*)
- **SIA** Société suisse des **I**ngénieurs et des **A**rchitectes
- **SICC** Société suisse des ingénieurs en technique du bâtiment
- **SUISSETEC** Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment
- **USSP** **U**nion **S**uisse des **S**ervices des **P**arcs et promenades
- **VSA** Association suisse des professionnels de la protection des eaux (*Verband **S**chweizer **A**bwasser- und Gewässerschutzfachleute*)
- **VSS** Association suisse des professionnels de la route et des transports (*Schweizerischen Verbandes der Strassen und Verkehrsfachleute*)

Titre marginal

Article / Alinéa

## **E 13-1 – PAL : AFFECTATIONS, PÉRIMÈTRES ET CONTENU**

■ <b>A</b>	Zone d'affectation ' <b>A</b> ctivités'
■ <b>AEM</b>	<b>A</b> rbres d' <b>E</b> ssence <b>M</b> ajeure
■ <b>C</b>	Zone d'affectation ' <b>C</b> entre'
■ <b>EB</b>	<b>E</b> nsemble <b>B</b> âti
■ <b>FH</b>	<b>F</b> ontaine <b>H</b> istorique
■ <b>H</b>	Zone d'affectation ' <b>H</b> abitat'
■ <b>IRA</b>	<b>I</b> ndications <b>R</b> elatives à l' <b>A</b> pprobation
■ <b>M</b>	Zone d'affectation ' <b>M</b> ixte
■ <b>MH</b>	<b>M</b> onument <b>H</b> istorique
■ <b>PJ/AL</b>	<b>P</b> laces de <b>J</b> eux et <b>A</b> ires de <b>L</b> oisirs
■ <b>PPP</b>	<b>P</b> érimètre de <b>P</b> rotection du <b>P</b> aysage
■ <b>PPS</b>	<b>P</b> érimètre de <b>P</b> rotection des <b>S</b> ites
■ <b>PQ</b>	<b>P</b> lan de <b>Q</b> artier
■ <b>PZA</b>	<b>P</b> lan de <b>Z</b> ones d' <b>A</b> ffectation
■ <b>PZDN</b>	<b>P</b> lan de <b>Z</b> ones des <b>D</b> angers <b>N</b> aturels
■ <b>PZP</b>	<b>P</b> lan de <b>Z</b> ones de <b>P</b> rotection
■ <b>SDA</b>	<b>S</b> urface <b>D</b> ' <b>A</b> ssolement
■ <b>THTD</b>	<b>T</b> erritoire à <b>H</b> abitat <b>T</b> raditionnellement <b>D</b> ispersé
■ <b>ZA</b>	<b>Z</b> one <b>A</b> gricole
■ <b>ZBP</b>	<b>Z</b> one affectée à des <b>B</b> esoins <b>P</b> ublics
■ <b>ZCF</b>	<b>Z</b> one destinée aux <b>C</b> onstrutions et installations sur le domaine <b>F</b> erroviaire
■ <b>ZDN</b>	<b>Z</b> one de <b>D</b> angers <b>N</b> aturels
■ <b>ZJV</b>	<b>Z</b> one de <b>J</b> ardins et de <b>V</b> ergers
■ <b>ZPO</b>	<b>Z</b> one à <b>P</b> lanification <b>O</b> bligatoire
■ <b>ZPS</b>	<b>Z</b> one régie par des <b>P</b> rescriptions <b>S</b> péciales

Titre marginal

Article / Alinéa

**E 13-2 - AUTRES**

■ <b>AOPC</b>	Autorités d'Octroi du <b>P</b> ermis de <b>C</b> onstruire ( <i>Autorités Municipales, Préfectorale ou Cantonale</i> )
■ <b>CS / CPS</b>	Constructions <b>S</b> outerraines / Constructions <b>P</b> artiellement <b>S</b> outerraines
■ <b>COBS</b>	Certificat d' <b>O</b> rigine <b>B</b> ois <b>S</b> uisse
■ <b>CSP</b>	Cadastre des <b>S</b> ites <b>P</b> ollués du Canton de Berne
■ <b>DD</b>	<b>D</b> éveloppement <b>D</b> urable
■ <b>DL</b>	<b>D</b> istance à la <b>L</b> imite
■ <b>E</b>	<b>E</b> tage
■ <b>EIE</b>	<b>E</b> tude d' <b>I</b> mpact sur l' <b>E</b> nvironnement
■ <b>EnR</b>	<b>E</b> nergie <b>R</b> enouvelable
■ <b>ERE</b>	<b>E</b> space <b>R</b> éservé aux <b>E</b> aux
■ <b>FSC</b>	<b>F</b> orest <b>S</b> tewardship <b>C</b> ouncil
■ <b>GDL</b>	<b>G</b> rande <b>D</b> istance à la <b>L</b> imite
■ <b>HF</b>	<b>H</b> auteur de <b>F</b> açade
■ <b>HFG</b>	<b>H</b> auteur de <b>F</b> açade à la <b>G</b> outtière
■ <b>HT</b>	<b>H</b> auteur <b>T</b> otale
■ <b>IBUS</b>	<b>I</b> ndice <b>B</b> rut d' <b>U</b> tilisation du <b>S</b> ol
■ <b>IoS</b>	<b>I</b> ndice d' <b>o</b> ccupation du <b>S</b> ol
■ <b>IRP</b>	<b>I</b> tinéraires de <b>R</b> andonnées <b>P</b> édestres
■ <b>L</b>	<b>L</b> ongueur
■ <b>La</b>	<b>L</b> argeur
■ <b>NCo</b>	ordre <b>N</b> on <b>C</b> ontigu
■ <b>PAA</b>	<b>P</b> lan d' <b>A</b> ménagement des <b>A</b> bords
■ <b>PAC</b>	<b>P</b> ompe <b>A</b> <b>C</b> haleur
■ <b>PBS</b>	<b>P</b> ersonne à <b>B</b> esoins <b>S</b> pécifiques
■ <b>PC</b>	<b>P</b> ermis de <b>C</b> onstruire
■ <b>PCA</b>	<b>P</b> etites <b>C</b> onstructions et <b>A</b> nnexes
■ <b>PCo</b>	ordre <b>P</b> resque <b>C</b> ontigu
■ <b>PDL</b>	<b>P</b> etite <b>D</b> istance à la <b>L</b> imite
■ <b>PEFC</b>	<b>P</b> rogramme for the <b>E</b> ndorsement of <b>F</b> orest <b>C</b> ertification schemes
■ <b>PMR</b>	<b>P</b> ersonne à <b>M</b> obilité <b>R</b> éduite
■ <b>PolUrbIn</b>	<b>P</b> olitique d' <b>U</b> rbanisation vers l' <b>I</b> ntérieur
■ <b>PPh</b>	<b>P</b> roduit <b>P</b> hytosanitaire



Titre marginal

Article / Alinéa

- **RA** Recensement **A**rchitectural
- **RAL** **ReichsA**usschuß für **L**ieferbedingungen
- **RDC** **Rez-De**-Chaussée
- **RIE** **R**apport d'**I**mpact sur l'**E**nvironnement
- **SP** **S**urface de **P**lancher
- **Ss** **S**ous-**sol**
- **SVer** indice de **S**urface **V**erte
- **TPE** **Très Petite(s) Entreprise(s)** -Les **TPE** sont une appellation des entreprises de moins de 10 salariés, en fait, leur véritable terminologie est celle de la « micro-entreprise » au regard du règlement CEE du 15 mars 1993, qui s'attache notamment à éclaircir la définition économique de l'entreprise
- **UrbIn** **U**rbanisation vers l'**I**ntérieur
- **VE** **V**ide d'**E**tage

## E 14-1 - INVENTAIRES FÉDÉRAUX

- **ISOS** Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (*Bundesinventars der Schützenswerten Ortsbilder der Schweiz*)
- **IVS** Inventaire des Voies de communication historiques de la Suisse

## E 14-2 - DROIT DE LA CONSTRUCTION ET DE L'AMÉNAGEMENT

- **AIHC** Accord Intercantonal Harmonisant la terminologie dans le domaine des Constructions
- **DCPF** Décret cantonal du 12 février 1985 sur les Contributions des Propriétaires Fonciers pour les installations d'équipement et pour les ouvrages et mesures d'intérêt public (*DCPF, RSB 732.123.44*)
- **DPC** Décret cantonal du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du Permis de Construire (*DPC, RSB 725.1*)
- **DRN** Décret cantonal du 10 février 1970 concernant le Règlement-Norme sur les constructions (*DRN, RSB 723.13*)
- **DRTB** Décret cantonal du 12 février 1985 concernant le Remaniement parcellaire de Terrains à Bâtir, les rectifications de limites et les libérations ou transferts de servitudes (*décret sur le remaniement parcellaire de terrains à bâtir, DRTB, RSB 728.1*)
- **LAOL** Loi cantonale du 7 février 1978 concernant l'Amélioration de l'Offre de Logements (*LAOL, RSB 854.1*)
- **LAT** Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'Aménagement du Territoire (*LAT, RS 700*)
- **LC** Loi cantonale du 9 juin 1985 sur les Constructions (*LC, RSB 721.0*)
- **LCAP** Loi fédérale du 4 octobre 1974 encourageant la Construction et l'Accession à la Propriété de logements (*LCAP, RS 843*)
- **LCoord** Loi cantonale de Coordination du 21 mars 1994 (*LCoord, RSB 724.1*)
- **LGéo** Loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la Géoinformation (*loi sur la géoinformation, LGéo, RS 510.62*)
- **LMLH** Loi cantonale du 9 septembre 1975 sur le Maintien de Locaux d'Habitation (*LMLH, RSB 853.1*)
- **LMO** Loi cantonale du 15 janvier 1996 sur la Mensuration Officielle (*LMO, RSB 215.341*)
- **LPat** Loi cantonale du 8 septembre 1999 sur la protection du Patrimoine immobilier (*LPat, RSB 426.41*)
- **LRS** Loi fédérale du 20 mars 2015 sur les Résidences Secondaires (*LRS, RS 702*), entrée en vigueur le 01.01.2016
- **OAT** Ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'Aménagement du Territoire (*OAT, RS 700.1*)
- **OC** Ordonnance cantonale du 6 mars 1985 sur les Constructions (*OC, RSB 721.1*)
- **OCHC** Ordonnance cantonale du 23 août 1995 concernant la Commission cantonale pour la sauvegarde des intérêts des Handicapés dans le domaine de la Construction (*OCHC, RSB 725.211*)
- **OCPS** Ordonnance cantonale du 27 octobre 2010 concernant la Commission de Protection des Sites et du paysage (*OCPS, RSB 426.221*)
- **ONMC** Ordonnance cantonale du 25 mai 2011 sur les Notions et les Méthodes de mesure dans le domaine de la Construction (*ONMC, RSB 721.3*)

Titre marginal

Article / Alinéa

- **OPat** Ordonnance cantonale du 25 octobre 2000 sur la protection du **Patrimoine** immobilier (*OPat, RSB 426.411*)
- **OPBC** Ordonnance fédérale de 17 octobre 1984 sur la **Protection des Biens Culturels** en cas de conflit armé (*RS 520.31*), entrée en vigueur le 01.01.1985
- **OPO** Ordonnance fédérale du 29 août 2012 sur la **Poste** (*RS 783.01*)
- **ORSec** Ordonnance fédérale du 20 août 2012 sur les **Résidences Secondaires** (*ORSec, RS 702.1*), entrée en vigueur le 01.01.2016
- **PDC** Plan **Directeur Cantonal** 2030 (*ACE 1032/2015*)

### E 14-3 - DROIT SUR LES CONSTRUCTIONS DE ROUTES

- **LCPR** Loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les **Chemins pour Piétons** et les chemins de **Randonnée pédestre** (*LCPR, RS 704*), entrée en vigueur le 01.01.1987
- **LCR** Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la **Circulation Routière** (*LCR, RS 741.01*)
- **LR** Loi cantonale du 4 juin 2008 sur les **Routes** (*LR, RSB 732.11*)
- **LRN** Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les **Routes Nationales** (*LRN, RS 725.11*)
- **OCPR** Ordonnance fédérale du 26 novembre 1986 sur les **Chemins pour Piétons** et les chemins de **Randonnée pédestre** (*OCPR, RS 704.1*), entrée en vigueur le 01.01.1987
- **OCR** Ordonnance fédérale du 13 novembre 1962 sur les règles de la **Circulation Routière** (*OCR, RS 741.11*), entrée en vigueur le 01.01.1963
- **OR** Ordonnance cantonale sur les **Routes** du 29 octobre 2008 (*OR, RSB 732.111.1*)
- **ORN** Ordonnance fédérale du 18 décembre 1995 sur les **Routes Nationales** (*ORN, RS 725.111*)
- **OSR** Ordonnance fédérale du 5 septembre 1979 sur la **Signalisation Routière** (*OSR, RS 741.21*), entrée en vigueur le 01.01.1980
- **OSRO-P** Ordonnance fédérale sur la **Signalisation Routière Officielle**
- **OUR-P** Ordonnance fédérale sur l'**Utilisation des Routes**

### E 14-4 - CHEMINS DE FER

- **LCdF** Loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les **Chemins de Fer** (*LCdF, RS 742.101*)
- **LVR** Loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les **Voies de Raccordement ferroviaires** (*LVR, RS 742.141.5*)
- **OCF** Ordonnance fédérale du 23 novembre 1983 sur la construction et l'exploitation des **Chemins de Fer** (*ordonnance sur les chemins de fer, OCF, RS 742.141.1*)
- **OVR** Ordonnance fédérale du 26 février 1992 sur les **Voies de Raccordement** (*OVR, RS 742.141.51*)



Titre marginal

Article / Alinéa

**E 14-5 - DROIT DES EAUX, USAGES ET ALIMENTATION EN EAU**

- **LAE** Loi cantonale du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'Aménagement des **Eaux** (*LAE, RSB 751.11*)
- **LAEE** Loi cantonale du 11 novembre 1996 sur l'Alimentation **En Eau** (*LAEE, RSB 752.32*)
- **LCPE** Loi Cantonale du 11 novembre 1996 sur la **Protection des Eaux** (*LCPE, RSB 821.o*)
- **LEaux** Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des **Eaux** (*LEaux, RS 814.2o*)
- **LRLR** Loi cantonale du 6 juin 1982 sur les **Rives des Lacs** et des **Rivières** (*LRLR, RSB 7o4.1*)
- **LUE** Loi cantonale du 23 novembre 1997 sur l'Utilisation des **Eaux** (*LUE, RSB 752.41*)
- **OAE** Ordonnance cantonale du 15 novembre 1989 sur l'Aménagement des **Eaux** (*OAE, RSB 751.111.1*)
- **OAE** Ordonnance cantonale du 17 octobre 2oo1 sur l'Alimentation **En Eau** (*OAE, RSB 752.321.1*)
- **OEaux** Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des **Eaux** (*OEaux, RS 814.2o1*)
- **OPE** Ordonnance cantonale du 24 mars 1999 sur la **Protection des Eaux** (*OPE, RSB 821.1*)
- **ORLR** Ordonnance cantonale du 29 juin 1983 sur les **Rives des Lacs** et des **Rivières** (*ORLR, RSB 7o4.111*)

**E 14-61 - DROIT DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE ET DU PAYSAGE**

- **CEP** Convention Européenne du **Paysage** du 2o octobre 2oo0 (*CEP, arrêté fédéral portant approbation de la CEP, dite Convention de Florence*)
- **LCh** Loi cantonale du 25 mars 2oo2 sur la **Chasse** et la protection de la faune sauvage (*LCh, RSB 922.11*)
- **LChP** Loi fédérale du 2o juin 1986 sur la **Chasse** et la **Protection** des mammifères et oiseaux sauvages (*Loi sur la Chasse, LChP, RS 922.o*)
- **LD** Loi cantonale du 18 juin 2oo3 sur les **Déchets** (*LD, RSB 822.1*)
- **LFSP** Loi Fédérale du 21 juin 1991 **Sur la Pêche** (*LFSP, RS 923.o*)
- **LPAir** Loi cantonale du 16 novembre 1989 sur la **Protection de l'Air** (*LPAir, RSB 823.1*)
- **LPE** Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la **Protection de l'Environnement** (*LPE, RS 814.o1*)
- **LPê** Loi cantonale du 21 juin 1995 sur la **Pêche** (*LPê, RSB 923.11*)
- **LPN** Loi cantonale du 15 septembre 1992 sur la **Protection de la Nature** (*LPN, RSB 426.11*)
- **LPNP** Loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur la **Protection de la Nature** et du **Paysage** (*LPNP, RS 451*)
- **LRBCF** Loi fédérale du 24 mars 2oo0 sur la **Réduction du Bruit** émis par les **Chemins de Fer** (*LRBCF, RS 742.144*)
- **OBat** Ordonnance fédérale sur la protection des sites de reproduction de **Batraciens** (*OBat, RS 451.34*)
- **OCEIE** Ordonnance Cantonale du 14 octobre 2oo9 relative à l'Etude de l'Impact sur l'Environnement (*OCEIE, RSB 82o.111*)
- **OCPAIR** Ordonnance Cantonale du 23 mai 199o d'exécution de la loi sur la **Protection de l'AIR** (*OCPAIR, RSB 823.111*)
- **OCPB** Ordonnance Cantonale du 14 octobre 2oo9 sur la **Protection contre le Bruit** (*OCPB, RSB 824.761*)
- **OD** Ordonnance cantonale du 11 février 2oo4 sur les **Déchets** (*OD, RSB 822.111*)

## Titre marginal

## Article / Alinéa

- **ODE** Ordonnance fédérale du 10 septembre 2008 sur l'utilisation d'organisme dans l'environnement – **Ordonnance sur la Dissémination dans l'Environnement (ODE, RS 814.911)**
- **ODO** Ordonnance fédérale du 27 juin 1990 relative à la **Désignation des Organisations** habilitées à recourir dans les domaines de la protection de l'environnement ainsi que de la protection de la nature et du paysage (*ODO; RS 814.076*)
- **ODS** Ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur les mouvements des **Déchets Spéciaux (ODS, RS 814.600)**
- **OEIE** Ordonnance fédérale du 19 octobre 1988 relative à l'**Etude de l'Impact sur l'Environnement (OEIE, RS 814.011)**
- **OHM** Ordonnance fédérale du 21 janvier 1991 sur la protection des **Hauts-Marais** et des marais de transition d'importance nationale (*ordonnance sur les hauts-marais, OHM, RS 451.32*)
- **OIFP** Ordonnance fédérale du 10 août 1977 concernant l'**Inventaire Fédéral des Paysages**, sites et monuments naturels (*OIFP, RS 451.11*)
- **OISOS** Ordonnance fédérale du 9 septembre 1981 concernant l'**Inventaire fédéral des Sites** construits à protéger en **Suisse (OISOS, RS 451.12)**
- **OIVS** Ordonnance fédérale du 14 avril 2010 concernant l'**Inventaire fédéral des Voies** de communication historiques de la Suisse (*OIVS, RS 451.13*)
- **OiOPAM** Ordonnance cantonale du 22 septembre 1993 d'introduction de l'**Ordonnance fédérale sur la Protection** contre les **Accidents Majeurs (OiOPAM, RSB 820.131)**
- **OPair** Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la **Protection de l'air (OPair, RS 814.318.142.1)**
- **OPAM** Ordonnance fédérale du 27 février 1991 sur la **Protection** contre les **Accidents Majeurs (ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM, RS 814.012)**
- **OPB** Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la **Protection** contre le **Bruit (OPB, RS 814.41)**
- **OPBNP** Ordonnance cantonale du 5 novembre 1997 sur la **Préservation des Bases Naturelles** de la vie et des **Paysages (OPBNP, RSB 910.112)**
- **OPN** Ordonnance cantonale du 10 novembre 1993 sur la **Protection** de la **Nature (OPN, RSB 426.111)**
- **OPNP** Ordonnance fédérale du 16 janvier 1991 sur la **Protection** de la **Nature** et du **Paysage (OPNP, RS 451.1)**
- **OPPS** Ordonnance fédérale du 13 janvier 2010 sur les **Prairies** et **Pâturages Secs** d'importance nationale (*Ordonnance sur les prairies sèches, OPPS, RS 451.37*)
- **ORNI** Ordonnance fédérale du 23 décembre 1999 sur la protection contre le **Rayonnement Non Ionisant (ORNI, RS 814.710)**
- **ORRChim** Ordonnance fédérale du 18 mai 2005 sur la **Réduction des Risques** liés aux produits **Chimiques (ORRChim, RS 814.81)**
- **OSol** Ordonnance fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 2008 sur les atteintes portées aux **Sols (OSol, RS 814.12)**
- **OTD** Ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le **Traitement des Déchets (OTD, RS 814.600)**

Titre marginal

Article / Alinéa

**E 14-62 – ANIMAUX / DÉTENTION D'ANIMAUX**

- **LPA**                   Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur la **Protection des Animaux** (*LPA, RS 455*), entrée en vigueur le 01.09.2008
- **O-OSAV-Animaux de rente et domestiques**  
Ordonnance fédérale du 27 août 2008 de l'**OSAV** sur la détention des **animaux de rente et des animaux domestiques** (*RS 455.110.1*), entrée en vigueur le 01.10.2008
- **O-OSAV-Animaux sauvages**  
Ordonnance fédérale du 02 février 2015 de l'**OSAV** sur la détention des **animaux sauvages** (*RS 455.110.3*), entrée en vigueur le 01.03.2015
- **OPAn**                 Ordonnance fédérale du 23 avril 2008 sur la **Protection des Animaux** (*OPAn, RS 455.1*), entrée en vigueur le 01.09.2008

**E 14-7 - DROIT RURAL, AGRICULTURE ET SYLVICULTURE**

- **IONF**                 Inventaire des **Objets Naturels en Forêt**
- **LAgr**                 Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'**Agriculture** (*loi sur l'agriculture, LAgr, RS 910.1*)
- **LCAB**                 Loi Cantonale du 16 juin 1997 sur l'**Agriculture** (*LCAB; RSB 910.1*)
- **LCFo**                 Loi Cantonale du 5 mai 1997 sur les **Forêts** (*LCFo, RSB 921.11*)
- **LDFB**                 Loi du 21 juin 1995 sur le **Droit Foncier rural et le Bail à ferme agricole** (*LDFB, RSB 215.124.1*)
- **LDFR**                 Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le **Droit Foncier Rural** (*LDFR, RS 211.412.11*)
- **LFo**                   Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les **Forêts** (*LFo, RS 921.0*)
- **LPAF**                 Loi du 16 juin 1997 sur la **Procédure des Améliorations Foncières et forestières** (*LPAF, RSB 913.1*)
- **OCest**                Ordonnance fédérale du 14 novembre 2007 sur les **Contributions d'estivage** (*OCest, RS 910.133*)
- **OCFo**                 Ordonnance Cantonale du 29 octobre 1997 sur les **Forêts** (*OCFo, RSB 921.111*)
- **OPAF**                 Ordonnance du 5 novembre 1997 sur la **Procédure des Améliorations Foncières et forestières** (*OPAF, RSB 913.111*)
- **OPD**                 Ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les **Paiements Directs** versés dans l'agriculture (*Ordonnance sur les paiements directs, OPD, RS 910.13*)

**E 14-8 - ARTISANAT, PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

- **LCI**                   Loi cantonale du 4 novembre 1992 sur le **Commerce et l'Industrie** (*LCI, RSB 930.1*)
- **LHR**                   Loi cantonale du 11 novembre 1993 sur l'**Hôtellerie et la Restauration** (*LHR, RSB 935.11*)
- **LT**                    Loi fédérale du 13 mars 1964 sur le **Travail** dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (*loi sur le travail, RS 822.11*)
- **LTEI**                 Loi cantonale du 4 novembre 1992 sur le **Travail, les Entreprises et les Installations** (*LTEI, RSB 832.01*)
- **OCI**                   Ordonnance cantonale du 24 janvier 2007 sur le **Commerce et l'Industrie** (*OCI, RSB 930.11*)
- **OHR**                   Ordonnance cantonale du 13 avril 1994 sur l'**Hôtellerie et la Restauration** (*OHR, RSB 935.111*)



Titre marginal

Article / Alinéa

- **OLT 4** Ordonnance fédérale **4** du 18 août 1993 relative à la **Loi sur le Travail** (*OLT 4, RS 822.114*)
- **OTEI** Ordonnance cantonale du 19 mai 1993 sur le **Travail, les Entreprises et les Installations** (*OTEI, RSB 832.011*)

#### **E 14-9 - POLICE DU FEU**

- **LAIIm** Loi cantonale du 9 juin 2010 sur l'**Assurance Immobilière** (*LAIIm, RSB 873.11*)
- **LPFSP** Loi cantonale du 20 janvier 1994 sur la **Protection contre le Feu et sur les Sapeurs-Pompiers** (*LPFSP, RSB 871.11*)
- **OAIIm** Ordonnance cantonale du 27 octobre 2010 sur l'**Assurance Immobilière** (*OAIIm, RSB 873.111*)
- **OPFSP** Ordonnance cantonale du 11 mai 1994 sur la **Protection contre le Feu et sur les Sapeurs-Pompiers** (*OPFSP, RSB 871.111*)
- **PPI** Prescriptions suisses de **Protection Incendie**

#### **E 14-10 - PROTECTION CIVILE**

- **LCPPCi** Loi **Cantonale** du 19 mars 2014 sur la protection de la **Population et sur la Protection Civile** (*LCPPCi, RSB 521.1*)
- **LPPCi** Loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la **Population et sur la Protection Civile** (*LPPCi, RS 520.1*)
- **OCPP** Ordonnance **Cantonale** du 22 octobre 2014 sur la **Protection de la Population** (*OCPP, RSB 521.10*), entrée en vigueur le 01.01.2015
- **OPCi** Ordonnance fédérale du 5 décembre 2003 sur la **Protection Civile** (*OPCi, RS 520.11*)

#### **E 14-11 - DROIT SUR L'ÉNERGIE ET CONDUITES**

- **CECB®** Certificat **Energétique Cantonal des Bâtiments**
- **LCEn** Loi **Cantonale** du 15 mai 2011 sur l'**Energie** (*LCEn, RSB 741.1*)
- **LIE** Loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les **Installations Electriques à fort et à faible courant** (*loi sur les installations électriques, LIE; RS 734.0*)
- **LITC** Loi fédérale du 4 octobre 1963 sur les **Installations de Transport par Conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux** (*loi sur les installations de transport par conduites, LITC, RS 746.1*)
- **MoPEC** **Modèle de Prescriptions Energétiques des Cantons** (*EnDK / EnFK*)
- **OCEn** Ordonnance **Cantonale** du 26 octobre 2011 sur l'**Energie** (*OCEn, RSB 741.111*)
- **OEn** Ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur l'**Energie** (*OEn, RS 730.01*), entrée en vigueur le 01.01.1999
- **OPIE** Ordonnance fédérale du 2 février 2000 sur la procédure d'approbation des **Plans d'Installations Electriques** (*OPIE; RS 734.25*)

Titre marginal

Article / Alinéa

## E 14-12 - DROIT DE VOISINAGE ET DROIT PRIVÉ DE LA CONSTRUCTION

- **CCS** Code Civil Suisse du 1o décembre 19o7 (*CCS, RS 21o*)
- **LiCCS** Loi cantonale du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code Civil Suisse (*LiCCS, RSB 211.1*)

## E 14-13 - COMMUNES

- **LCo** Loi cantonale du 16 mars 1998 sur les **Communes** (*LCo, RSB 17o.11*)
- **LFCo** Loi cantonale du 25 novembre 2oo4 sur l'encouragement des **Fusions de Communes** (*loi sur les fusions de communes, LFCo, RSB 17o.12*)
- **LPR** Loi fédérale du 6 octobre 2oo6 sur la **Politique Régionale** (*LPR, RS 9o1.o*)
- **OCo** Ordonnance cantonale du 16 décembre 1998 sur les **Communes** (*OCo, RSB 17o.111*)
- **OCR** Ordonnance cantonale du 24 octobre 2oo7 sur les **Conférences Régionales** (*OCR, RSB 17o.211*)
- **OROCR** Ordonnance cantonale du 24 octobre 2oo7 sur le **Règlement d'Organisation des Conférences Régionales** (*OROCR, RSB 17o.212*)

## E 14-14 – PROCÉDURE, VOIES DE DROIT

- **LCEx** Loi Cantonale du 3 octobre 1965 sur l'**Expropriation** (*LCEx, RSB 711.o*)
- **LEx** Loi fédérale du 20 juin 193o sur l'**Expropriation** (*LEx, RS 711*)
- **LPFC** Loi du 27 novembre 2ooo sur la **Péréquation Financière** et la **Compensation des charges** (*LPFC, RSB 631.1*)
- **LPJA** Loi du 23 mai 1989 sur la **Procédure** et la **Juridiction Administratives** (*LPJA, RSB 155.21*)
- **LSDS** Loi fédérale du 21 juin 1963 sur la **Supputation des Délais** comprenant un **Samedi** (*LSDS, RS 173.11o.3*)
- **LTF** Loi du 17 juin 2oo5 sur le **Tribunal Fédéral** (*LTF, RS 173.11o*)
- **ODCDP** Ordonnance du 8 novembre 2oo6 concernant la notification des **Décisions Cantonales** de dernière instance en matière de **Droit Public** (*ODCDP, RS 173.11o.47*)
- **OiNPF-AS** Ordonnance du 24 octobre 2oo7 portant **iNtroduction** de la réforme de la **Péréquation Financière** et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine des **Améliorations Structurelles** (*OiNPF améliorations structurelles, RSB 631.121*)
- **OiNPF-F** Ordonnance du 24 octobre 2oo7 portant **iNtroduction** de la réforme de la **Péréquation Financière** et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine des **Forêts** (*OiNPF forêts, RSB 631.122*)
- **OiNPF-PN** Ordonnance du 24 octobre 2oo7 portant **iNtroduction** de la réforme de la **Péréquation Financière** et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine de la **Protection de la Nature** (*OiNPF Protection de la Nature, RSB 631.12o*)
- **OPFC** Ordonnance du 22 août 2oo1 sur la **Péréquation Financière** et la **Compensation des charges** (*OPFC, RSB 631.111*)

Titre marginal

Article / Alinéa

■ **OI RPT AmEaux**

Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **I**ntroduction de la **R**éforme de la **P**éréquation financière et de la répartition des **T**âches entre la Confédération et les cantons en matière d'**A**ménagement des **E**aux (*OI RPT AmEaux, RSB 631.123*)

■ **PA**

Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la **P**rocédure **A**ministrative (*PA, RS 172.021*)



Titre marginal

Article / Alinéa

**E 15 – TOUTES THÉMATIQUES CONFONDUES – PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE****- A -**

- **A** Zone d'affectation '**Activités**'
- **ACE** Arrêté du **Conseil Exécutif**
- **AEAI** Association des **E**tablissements cantonaux d'**A**ssurance **I**ncendie
- **AEM** Arbres d'**E**ssence **M**ajeure
- **AF** Améliorations **F**oncières
- **AIB** Assurance **I**mmobilière du Canton de **B**erne
- **AIHC** Accord **I**ntercantonal **H**armonisant la terminologie dans le domaine des **C**onstructions
- **AM** Assemblée **M**unicipale (*Législatif municipal*)
- **AOPC** Autorités d'**O**ctroi du **P**ermis de **C**onstruire (*Autorités Municipale, Préfectorale ou Cantonale*)
- **ART** Station de recherche **A**groscope **R**eckenholz-**T**änikon, 8356 Ettenhausen

**- B -**

- **beco** Economie bernoise

**- C -**

- **C** Zone d'affectation '**Centre**'
- **CCS** Code **C**ivil **S**uisse du 1o décembre 19o7 (*CCS, RS 21o*)
- **CdC** Commission des **C**onstructions
- **Ce** Conseil **e**xécutif
- **CECB®** Certificat **E**nergétique **C**antonal des **B**âtiments
- **CEP** Convention **E**uropéenne du **P**aysage du 2o octobre 2o0o (*CEP, arrêté fédéral portant approbation de la CEP, dite Convention de Florence*)
- **CFNP** Commission **F**édérale pour la protection de la **N**ature et du **P**aysage
- **CM** Conseil **M**unicipal (*Exécutif municipal*)
- **COBS** Certificat d'**O**rigine **B**ois **S**uisse
- **COSAC** **C**onférence **S**uisse des **A**ménagistes **C**antonaux
- **CPS** Commission cantonale de **P**rotection des **S**ites et du paysage
- **CS / CPS** **C**onstructions **S**outerraines / **C**onstructions **P**artiellement **S**outerraines
- **CSP** Cadastre des **S**ites **P**ollués du Canton de Berne

Titre marginal

Article / Alinéa

**- D -**

- **DCPF** Décret cantonal du 12 février 1985 sur les **C**ontributions des **P**ropriétaires **F**onciers pour les installations d'équipement et pour les ouvrages et mesures d'intérêt public (*DCPF, RSB 732.123.44*)
- **DD** **D**éveloppement **D**urable
- **DL** **D**istance à la **L**imite
- **DPC** Décret cantonal du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du **P**ermis de **C**onstruire (*DPC, RSB 725.1*)
- **DRN** Décret cantonal du 10 février 1970 concernant le **R**èglement-**N**orme sur les constructions (*DRN, RSB 723.13*)
- **DRTB** Décret cantonal du 12 février 1985 concernant le **R**emaniement parcellaire de **T**errains à **B**âtir, les rectifications de limites et les libérations ou transferts de servitudes (*décret sur le remaniement parcellaire de terrains à bâtir, DRTB, RSB 728.1*)
- **DTAP** Conférence suisse des **D**irecteurs cantonaux des **T**ravaux **P**ublics, de l'**A**ménagement du territoire et de l'environnement

**- E -**

- **E** **E**tage
- **EB** **E**nsemble **B**âti
- **ECO** Direction de l'**E**conomie publique (*VOL*)
- **EIE** **E**tude d'**I**mpact sur l'**E**nvironnement
- **EnDK** Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
- **EnFK** Conférence des services cantonaux de l'énergie
- **EnR** **E**nergie **R**enouvelable
- **ERE** **E**space **R**éservé aux **E**aux

**- F -**

- **FAT** Institut fédéral de recherches en économie et technologie agricoles (*cf. ART*)
- **FH** **F**ontaine **H**istorique
- **FSC** **F**orest **S**tewardship **C**ouncil

**- G -**

- **GAL** **G**uides pour l'**A**ménagement **L**ocal (*publications OACOT*)
- **GDL** **G**rande **D**istance à la **L**imite

Titre marginal

Article / Alinéa

**- H -**

- **H** Zone d'affectation '**H**abitat'
- **HF** Hauteur de **F**açade
- **HFG** Hauteur de **F**açade à la **G**outtière
- **HT** Hauteur **T**otale

**- I -**

- **IBUS** Indice **B**rut d'**U**tilisation du **S**ol
- **IFP** Inventaire **F**édéral des **P**aysages, sites et monuments naturels d'importance nationale
- **INS** Direction de l'**I**nstruction publique (*ERZ*)
- **IONF** Inventaire des **O**bjets **N**aturels en **F**orêt
- **IoS** Indice d'**o**ccupation du **S**ol
- **IRA** Indications **R**elatives à l'**A**pprobation
- **IRP** Itinéraires de **R**andonnées **P**édestres
- **ISCB** Information **S**ystématique des **C**ommunes **B**ernoises
- **ISOS** Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (*Bundesinventars der Schützenswerten Ortsbilder der Schweiz*)
- **IVS** Inventaire des **V**oies de communication historiques de la **S**uisse

**- J -**

- **JCE** Direction de la **J**ustice, des affaires **C**ommunales et des affaires **E**cclésiastiques (*JGK*)

**- K -**

- **KBOB** Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (*Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der Oeffentlichen Bauherren*)

**- L -**

- **L** Longueur
- **La** Largeur
- **LAE** Loi cantonale du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'**A**ménagement des **E**aux (*LAE, RSB 751.11*), entrée en vigueur le 01.01.1990
- **LAEE** Loi cantonale du 11 novembre 1996 sur l'**A**limentation **E**n **E**au (*LAEE, RSB 752.32*)
- **LAgr** Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'**A**griculture (*loi sur l'agriculture, LAgr, RS 910.1*)



## Titre marginal

## Article / Alinéa

- **LAIIm** Loi cantonale du 9 juin 2010 sur l'**Assurance Immobilière** (*LAIIm, RSB 873.11*)
- **LAOL** Loi cantonale du 7 février 1978 concernant l'**Amélioration de l'Offre de Logements** (*LAOL, RSB 854.1*)
- **LAT** Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'**Aménagement du Territoire** (*LAT, RS 700*)
- **LC** Loi cantonale du 9 juin 1985 sur les **Constructions** (*LC, RSB 721.o*)
- **LCAB** Loi Cantonale du 16 juin 1997 sur l'**Agriculture** (*LCAB; RSB 910.1*)
- **LCAP** Loi fédérale du 4 octobre 1974 encourageant la **Construction** et l'**Accession** à la **Propriété** de logements (*LCAP, RS 843*)
- **LCdF** Loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les **Chemins de Fer** (*LCdF, RS 742.101*)
- **LCEn** Loi Cantonale du 15 mai 2011 sur l'**Energie** (*LCEn, RSB 741.1*)
- **LCEx** Loi Cantonale du 3 octobre 1965 sur l'**Expropriation** (*LCEx, RSB 711.o*)
- **LCFo** Loi Cantonale du 5 mai 1997 sur les **Forêts** (*LCFo, RSB 921.11*), entrée en vigueur le 01.01.1998
- **LCh** Loi cantonale du 25 mars 2002 sur la **Chasse** et la protection de la faune sauvage (*LCh, RSB 922.11*)
- **LChP** Loi fédérale du 20 juin 1986 sur la **Chasse** et la **Protection** des mammifères et oiseaux sauvages (*Loi sur la Chasse, LChP, RS 922.o*)
- **LCI** Loi cantonale du 4 novembre 1992 sur le **Commerce** et l'**Industrie** (*LCI, RSB 930.1*)
- **LCo** Loi cantonale du 16 mars 1998 sur les **Communes** (*LCo, RSB 170.11*)
- **LCoord** Loi cantonale de **Coordination** du 21 mars 1994 (*LCoord, RSB 724.1*)
- **LCPE** Loi Cantonale du 11 novembre 1996 sur la **Protection des Eaux** (*LCPE, RSB 821.o*)
- **LCPPCi** Loi Cantonale du 19 mars 2014 sur la protection de la **Population** et sur la **Protection Civile** (*LCPPCi, RSB 521.1*)
- **LCPR** Loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les **Chemins pour Piétons** et les chemins de **Randonnée** pédestre (*LCPR, RS 704*), entrée en vigueur le 01.01.1987
- **LCR** Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la **Circulation Routière** (*LCR, RS 741.01*)
- **LD** Loi cantonale du 18 juin 2003 sur les **Déchets** (*LD, RSB 822.1*)
- **LDFB** Loi du 21 juin 1995 sur le **Droit Foncier rural** et le **Bail à ferme agricole** (*LDFB, RSB 215.124.1*)
- **LDFR** Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le **Droit Foncier Rural** (*LDFR, RS 211.412.11*)
- **LEaux** Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des **Eaux** (*LEaux, RS 814.20*)
- **LEx** Loi fédérale du 20 juin 1930 sur l'**Expropriation** (*LEx, RS 711*)
- **LFCo** Loi cantonale du 25 novembre 2004 sur l'encouragement des **Fusions de Communes** (*loi sur les fusions de communes, LFCo, RSB 170.12*)
- **LFo** Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les **Forêts** (*LFo, RS 921.o*)
- **LFSP** Loi Fédérale du 21 juin 1991 **Sur la Pêche** (*LFSP, RS 923.o*)
- **LGéo** Loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la **Géoinformation** (*loi sur la géoinformation, LGéo, RS 510.62*)

## Titre marginal

## Article / Alinéa

- **LHR** Loi cantonale du 11 novembre 1993 sur l'**H**ôtellerie et la **R**estauration (*LHR, RSB 935.11*)
- **LiCCS** Loi cantonale du 28 mai 1911 sur l'introduction du **C**ode **C**ivil **S**uisse (*LiCCS, RSB 211.1*)
- **LIE** Loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les **I**nstallations **E**lectriques à fort et à faible courant (*loi sur les installations électriques, LIE; RS 734.0*)
- **LITC** Loi fédérale du 4 octobre 1963 sur les **I**nstallations de **T**ransport par **C**onduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux (*loi sur les installations de transport par conduites, LITC, RS 746.1*)
- **LMLH** Loi cantonale du 9 septembre 1975 sur le **M**aintien de **L**ocaux d'**H**abitation (*LMLH, RSB 853.1*)
- **LMO** Loi cantonale du 15 janvier 1996 sur la **M**ensuration **O**fficielle (*LMO, RSB 215.341*)
- **LPA** Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur la **P**rotection des **A**nimaux (*LPA, RS 455*), entrée en vigueur le 01.09.2008
- **LPAir** Loi cantonale du 16 novembre 1989 sur la **P**rotection de l'**A**ir (*LPAir, RSB 823.1*)
- **LPAF** Loi du 16 juin 1997 sur la **P**rocédure des **A**méliorations **F**oncières et forestières (*LPAF, RSB 913.1*)
- **LPat** Loi cantonale du 8 septembre 1999 sur la protection du **P**atrimoine immobilier (*LPat, RSB 426.41*)
- **LPE** Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la **P**rotection de l'**E**nvironnement (*LPE, RS 814.01*)
- **LPê** Loi cantonale du 21 juin 1995 sur la **P**êche (*LPê, RSB 923.11*)
- **LPFC** Loi du 27 novembre 2000 sur la **P**éréquation **F**inancière et la **C**ompensation des charges (*LPFC, RSB 631.1*)
- **LPFSP** Loi cantonale du 20 janvier 1994 sur la **P**rotection contre le **F**eu et sur les **S**apeurs-**P**ompiers (*LPFSP, RSB 871.11*)
- **LPJA** Loi du 23 mai 1989 sur la **P**rocédure et la **J**uridiction **A**ministratives (*LPJA, RSB 155.21*)
- **LPN** Loi cantonale du 15 septembre 1992 sur la **P**rotection de la **N**ature (*LPN, RSB 426.11*)
- **LPNP** Loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur la **P**rotection de la **N**ature et du **P**aysage (*LPNP, RS 451*)
- **LPPCi** Loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la **P**opulation et sur la **P**rotection **C**ivile (*LPPCi, RS 520.1*)
- **LPR** Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la **P**olitique **R**égionale (*LPR, RS 901.0*)
- **LR** Loi cantonale du 4 juin 2008 sur les **R**outes (*LR, RSB 732.11*)
- **LRBCF** Loi fédérale du 24 mars 2000 sur la **R**éduction du **B**ruit émis par les **C**hemins de **F**er (*LRBCF, RS 742.144*)
- **LRLR** Loi cantonale du 6 juin 1982 sur les **R**ives des **L**acs et des **R**ivières (*LRLR, RSB 704.1*)
- **LRN** Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les **R**outes **N**ationales (*LRN, RS 725.11*)
- **LRS** Loi fédérale du 20 mars 2015 sur les **R**ésidences **S**econdaires (*LRS, RS 702*), entrée en vigueur le 01.01.2016
- **LSDS** Loi fédérale du 21 juin 1963 sur la **S**upputation des **D**élais comprenant un **S**amedi (*LSDS, RS 173.110.3*)
- **LT** Loi fédérale du 13 mars 1964 sur le **T**ravail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (*loi sur le travail, RS 822.11*)
- **LTEI** Loi cantonale du 4 novembre 1992 sur le **T**ravail, les **E**ntreprises et les **I**nstallations (*LTEI, RSB 832.01*)
- **LTF** Loi du 17 juin 2005 sur le **T**ribunal **F**édéral (*LTF, RS 173.110*)
- **LUE** Loi cantonale du 23 novembre 1997 sur l'**U**tilisation des **E**aux (*LUE, RSB 752.41*)
- **LVR** Loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les **V**oies de **R**accordement ferroviaires (*LVR, RS 742.141.5*)

Titre marginal

Article / Alinéa

**- M -**

- **M** Zone d'affectation **Mixte**
- **MH** **Monument Historique**
- **MoPEC** **Modèle de Prescriptions Energétiques des Cantons (EnDK / EnFK)**

**- N -**

- **NCo** ordre **Non Contigu**

**- O -**

- **OACOT** **Office des Affaires Communales et de l'Organisation du Territoire**
- **OAE** **Ordonnance cantonale du 15 novembre 1989 sur l'Aménagement des Eaux (OAE, RSB 751.111.1)**
- **OAE** **Ordonnance cantonale du 17 octobre 2001 sur l'Alimentation En Eau (OAE, RSB 752.321.1)**
- **OAI** **Ordonnance cantonale du 27 octobre 2010 sur l'Assurance Immobilière (OAI, RSB 873.111)**
- **OAN** **Office de l'Agriculture et de la Nature**
- **OAT** **Ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'Aménagement du Territoire (OAT, RS 700.1)**
- **OBat** **Ordonnance fédérale sur la protection des sites de reproduction de Batraciens (OBat, RS 451.34)**
- **OC** **Ordonnance cantonale du 6 mars 1985 sur les Constructions (OC, RSB 721.1)**
- **OCEE** **Office de la Coordination Environnementale et de l'Energie**
- **OCEIE** **Ordonnance Cantonale du 14 octobre 2009 relative à l'Etude de l'Impact sur l'Environnement (OCEIE, RSB 820.111)**
- **OCE** **Ordonnance Cantonale du 26 octobre 2011 sur l'Energie (OCE, RSB 741.111)**
- **OCest** **Ordonnance fédérale du 14 novembre 2007 sur les Contributions d'estivage (OCest, RS 910.133)**
- **OCF** **Ordonnance fédérale du 23 novembre 1983 sur la construction et l'exploitation des Chemins de Fer (ordonnance sur les chemins de fer, OCF, RS 742.141.1)**
- **OCFo** **Ordonnance Cantonale du 29 octobre 1997 sur les Forêts (OCFo, RSB 921.111)**
- **OCHC** **Ordonnance cantonale du 23 août 1995 concernant la Commission cantonale pour la sauvegarde des intérêts des Handicapés dans le domaine de la Construction (OCHC, RSB 725.211)**
- **OCI** **Ordonnance cantonale du 24 janvier 2007 sur le Commerce et l'Industrie (OCI, RSB 930.11)**
- **OC** **Ordonnance cantonale du 16 décembre 1998 sur les Communes (OC, RSB 170.111)**
- **OCPAIR** **Ordonnance Cantonale du 23 mai 1990 d'exécution de la loi sur la Protection de l'Air (OCPAIR, RSB 823.111)**
- **OCPB** **Ordonnance Cantonale du 14 octobre 2009 sur la Protection contre le Bruit (OCPB, RSB 824.761)**
- **OCP** **Ordonnance Cantonale du 22 octobre 2014 sur la Protection de la Population (OCP, RSB 521.10), entrée en vigueur le 01.01.2015**



## Titre marginal

## Article / Alinéa

- **OCPR** Ordonnance fédérale du 26 novembre 1986 sur les **C**hemins pour **P**iétons et les chemins de **R**andonnée pédestre (*OCPR, RS 704.1*), entrée en vigueur le 01.01.1987
- **OCPS** Ordonnance cantonale du 27 octobre 2010 concernant la **C**ommission de **P**rotection des **S**ites et du paysage (*OCPS, RSB 426.221*)
- **OCR** Ordonnance fédérale du 13 novembre 1962 sur les règles de la **C**irculation **R**outière (*OCR, RS 741.11*), entrée en vigueur le 01.01.1963
- **OCR** Ordonnance cantonale du 24 octobre 2007 sur les **C**onférences **R**égionales (*OCR, RSB 170.211*)
- **OD** Ordonnance cantonale du 11 février 2004 sur les **D**échets (*OD, RSB 822.111*)
- **ODCDP** Ordonnance du 8 novembre 2006 concernant la notification des **D**écisions **C**antonales de dernière instance en matière de **D**roit **P**ublic (*ODCDP, RS 173.110.47*)
- **ODE** Ordonnance fédérale du 10 septembre 2008 sur l'utilisation d'organisme dans l'environnement – **O**rdonnance sur la **D**issémination dans l'**E**nvironnement (*ODE, RS 814.911*)
- **ODO** Ordonnance fédérale du 27 juin 1990 relative à la **D**ésignation des **O**rganisations habilitées à recourir dans les domaines de la protection de l'environnement ainsi que de la protection de la nature et du paysage (*ODO; RS 814.076*)
- **ODS** Ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur les mouvements des **D**échets **S**péciaux (*ODS, RS 814.600*)
- **OEaux** Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des **E**aux (*OEaux, RS 814.201*)
- **OED** Office des **E**aux et des **D**échets
- **OEIE** Ordonnance fédérale du 19 octobre 1988 relative à l'**E**tude de l'**I**mpact sur l'**E**nvironnement (*OEIE, RS 814.011*)
- **OENE** Ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur l'**E**nergie (*OENE, RS 730.01*), entrée en vigueur le 01.01.1999
- **OFC** Office **F**édéral de la **C**ulture
- **OFEV** Office **F**édéral de l'**E**nvironnement (*anciennement OFEFP*)
- **OFOR** Office des **F**orêts
- **OHM** Ordonnance fédérale du 21 janvier 1991 sur la protection des **H**auts-**M**arais et des marais de transition d'importance nationale (*ordonnance sur les hauts-marais, OHM, RS 451.32*)
- **OHR** Ordonnance cantonale du 13 avril 1994 sur l'**H**ôtellerie et la **R**estauration (*OHR, RSB 935.111*)
- **OIFP** Ordonnance fédérale du 10 août 1977 concernant l'**I**nventaire **F**édéral des **P**aysages, sites et monuments naturels (*OIFP, RS 451.11*)
- **OiNPF-AS** Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **i**Ntroduction de la réforme de la **P**éréquation **F**inancière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine des **A**méliorations **S**tructurelles (*OiNPF améliorations structurelles, RSB 631.121*)
- **OiNPF-F** Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **i**Ntroduction de la réforme de la **P**éréquation **F**inancière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine des **F**orêts (*OiNPF forêts, RSB 631.122*)

Titre marginal

Article / Alinéa

- **OiNPF-PN** Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **i**ntroduction de la réforme de la **P**éréquation **F**inancière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine de la **P**rotection de la **N**ature (*OiNPF Protection de la Nature, RSB 631.120*)
- **OiOPAM** Ordonnance cantonale du 22 septembre 1993 d'introduction de l'**O**rdonnance fédérale sur la **P**rotection contre les **A**ccidents **M**ajeurs (*OiOPAM, RSB 820.131*)
- **OI RPT AmEaux**  
Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **I**ntroduction de la **R**éforme de la **P**éréquation financière et de la répartition des **T**âches entre la Confédération et les cantons en matière d'**A**ménagement des **E**aux (*OI RPT AmEaux, RSB 631.123*)
- **OISOS** Ordonnance fédérale du 9 septembre 1981 concernant l'**I**nventaire fédéral des **S**ites construits à protéger en **S**uisse (*OISOS, RS 451.12*)
- **OIVS** Ordonnance fédérale du 14 avril 2010 concernant l'**I**nventaire fédéral des **V**oies de communication historiques de la **S**uisse (*OIVS, RS 451.13*)
- **OLT 4** Ordonnance fédérale **4** du 18 août 1993 relative à la **L**oi sur le **T**ravail (*OLT 4, RS 822.114*)
- **ONMC** Ordonnance cantonale du 25 mai 2011 sur les **N**otions et les **M**éthodes de mesure dans le domaine de la **C**onstruction (*ONMC, RSB 721.3*)
- **O-OSAV-Animaux de rente et domestiques**  
Ordonnance fédérale du 27 août 2008 de l'**O**SAV sur la détention des **a**nimaux de **r**ente et des animaux **d**omestiques (*RS 455.110.1*), entrée en vigueur le 01.10.2008
- **O-OSAV-Animaux sauvages**  
Ordonnance fédérale du 02 février 2015 de l'**O**SAV sur la détention des **a**nimaux **s**auvages (*RS 455.110.3*), entrée en vigueur le 01.03.2015
- **OPACC** Organe de **P**olice **A**ministrative de la **C**ommune en matière de **C**onstruction
- **OPAF** Ordonnance du 5 novembre 1997 sur la **P**rocédure des **A**méliorations **F**oncières et forestières (*OPAF, RSB 913.111*)
- **OPair** Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la **P**rotection de l'**a**ir (*OPair, RS 814.318.142.1*)
- **OPAM** Ordonnance fédérale du 27 février 1991 sur la **P**rotection contre les **A**ccidents **M**ajeurs (*ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM, RS 814.012*)
- **OPAn** Ordonnance fédérale du 23 avril 2008 sur la **P**rotection des **A**nimaux (*OPAn, RS 455.1*), entrée en vigueur le 01.09.2008
- **OPat** Ordonnance cantonale du 25 octobre 2000 sur la protection du **P**atrimoine immobilier (*OPat, RSB 426.411*)
- **OPB** Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la **P**rotection contre le **B**ruit (*OPB, RS 814.41*)
- **OPBC** Ordonnance fédérale de 17 octobre 1984 sur la **P**rotection des **B**iens **C**ulturels en cas de conflit armé (*RS 520.31*), entrée en vigueur le 01.01. 1985

Titre marginal

Article / Alinéa

- **OPBNP** Ordonnance cantonale du 5 novembre 1997 sur la **Pr**éservation des **B**ases **N**aturelles de la vie et des **P**aysages (*OPBNP, RSB 910.112*)
- **OPC** Office des **P**onts et **C**haussées
- **OPCi** Ordonnance fédérale du 5 décembre 2003 sur la **P**rotection **C**ivile (*OPCi, RS 520.11*)
- **OPD** Ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les **P**aielements **D**irects versés dans l'agriculture (*Ordonnance sur les paiements directs, OPD, RS 910.13*)
- **OPE** Ordonnance cantonale du 24 mars 1999 sur la **P**rotection des **E**aux (*OPE, RSB 821.1*)
- **OPFC** Ordonnance du 22 août 2001 sur la **P**éréquation **F**inancière et la **C**ompensation des charges (*OPFC, RSB 631.111*)
- **OPFSP** Ordonnance cantonale du 11 mai 1994 sur la **P**rotection contre le **F**eu et sur les **S**apeurs-**P**ompiers (*OPFSP, RSB 871.111*)
- **OPIE** Ordonnance fédérale du 2 février 2000 sur la procédure d'approbation des **P**lans d'**I**nstallations **E**lectriques (*OPIE; RS 734.25*)
- **OPN** Ordonnance cantonale du 10 novembre 1993 sur la **P**rotection de la **N**ature (*OPN, RSB 426.111*)
- **OPNP** Ordonnance fédérale du 16 janvier 1991 sur la **P**rotection de la **N**ature et du **P**aysage (*OPNP, RS 451.1*)
- **OPO** Ordonnance fédérale du 29 août 2012 sur la **P**oste (*RS 783.01*)
- **OPPS** Ordonnance fédérale du 13 janvier 2010 sur les **P**rairies et **P**âturages **S**ecs d'importance nationale (*Ordonnance sur les prairies sèches, OPPS, RS 451.37*)
- **OR** Ordonnance cantonale sur les **R**outes du 29 octobre 2008 (*OR, RSB 732.111.1*)
- **ORLR** Ordonnance cantonale du 29 juin 1983 sur les **R**ives des **L**acs et des **R**ivières (*ORLR, RSB 704.111*)
- **ORN** Ordonnance fédérale du 18 décembre 1995 sur les **R**outes **N**ationales (*ORN, RS 725.111*)
- **ORNI** Ordonnance fédérale du 23 décembre 1999 sur la protection contre le **R**ayonnement **N**on **I**onisant (*ORNI, RS 814.710*)
- **OROCR** Ordonnance cantonale du 24 octobre 2007 sur le **R**èglement d'**O**rganisation des **C**onférences **R**égionales (*OROCR, RSB 170.212*)
- **ORRChim** Ordonnance fédérale du 18 mai 2005 sur la **R**éduction des **R**isques liés aux produits **C**himiques (*ORRChim, RS 814.81*)
- **ORSec** Ordonnance fédérale du 20 août 2012 sur les **R**ésidences **S**econdaires (*ORSec, RS 702.1*), entrée en vigueur le 01.01.2016
- **OSAV** Office fédéral de la **S**écurité **A**limentaire et des affaires **V**étérinaires
- **OSol** Ordonnance fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 2008 sur les atteintes portées aux **S**ols (*OSol, RS 814.12*)
- **OSR** Ordonnance fédérale du 5 septembre 1979 sur la **S**ignalisation **R**outière (*OSR, RS 741.21*), entrée en vigueur le 01.01.1980



Titre marginal

Article / Alinéa

■ <b>OSRO-P</b>	Ordonnance fédérale sur la <b>S</b> ignalisation <b>R</b> outière <b>O</b> fficielle
■ <b>OTD</b>	Ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le <b>T</b> raitement des <b>D</b> échets ( <i>OTD, RS 814.600</i> )
■ <b>OTEI</b>	Ordonnance cantonale du 19 mai 1993 sur le <b>T</b> ravail, les <b>E</b> ntreprises et les <b>I</b> nstallations ( <i>OTEI, RSB 832.011</i> )
■ <b>OUR-P</b>	Ordonnance fédérale sur l' <b>U</b> tilisation des <b>R</b> outes
■ <b>OVR</b>	Ordonnance fédérale du 26 février 1992 sur les <b>V</b> oies de <b>R</b> accordement ( <i>OVR, RS 742.141.51</i> )
<b>- P -</b>	
■ <b>PA</b>	Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la <b>P</b> rocédure <b>A</b> ministrative ( <i>PA, RS 172.021</i> )
■ <b>PAA</b>	Plan d' <b>A</b> ménagement des <b>A</b> bords
■ <b>PAC</b>	Pompe <b>A</b> Chaleur
■ <b>PBS</b>	Personne à <b>B</b> esoins <b>S</b> pécifiques
■ <b>PC</b>	Permis de <b>C</b> onstruire
■ <b>PCA</b>	<b>P</b> etites <b>C</b> onstructions et <b>A</b> nnexes ( <i>art. 3 et 4 ONMC</i> )
■ <b>PCo</b>	ordre <b>P</b> resque <b>C</b> ontigu
■ <b>PDC</b>	Plan <b>D</b> irecteur <b>C</b> antonal 2030 ( <i>ACE 1032/2015</i> )
■ <b>PDL</b>	<b>P</b> etite <b>D</b> istance à la <b>L</b> imite
■ <b>PEFC</b>	Programme for the <b>E</b> ndorsement of <b>F</b> orest <b>C</b> ertification schemes
■ <b>PJ/AL</b>	<b>P</b> laces de <b>J</b> eux et <b>A</b> ires de <b>L</b> oisirs
■ <b>PMR</b>	Personne à <b>M</b> obilité <b>R</b> éduite
■ <b>PolUrbIn</b>	<b>P</b> olitique d' <b>U</b> rbanisation vers l' <b>I</b> ntérieur
■ <b>PPh</b>	Produit <b>P</b> hytosanitaire
■ <b>PPI</b>	Prescriptions suisses de <b>P</b> rotection <b>I</b> ncendie
■ <b>PPP</b>	<b>P</b> érimètre de <b>P</b> rotection du <b>P</b> aysage
■ <b>PPS</b>	<b>P</b> érimètre de <b>P</b> rotection des <b>S</b> ites
■ <b>PQ</b>	Plan de <b>Q</b> uartier
■ <b>PZA</b>	Plan de <b>Z</b> ones d' <b>A</b> ffectation
■ <b>PZDN</b>	Plan de <b>Z</b> ones des <b>D</b> angers <b>N</b> aturels
■ <b>PZP</b>	Plan de <b>Z</b> ones de <b>P</b> rotection

Titre marginal

Article / Alinéa

**- Q -****- R -**

- **RA** Recensement **A**rchitectural
- **RAL** Reichs**A**usschuß für Lieferbedingungen
- **RCC** Règlement **C**ommunal de **C**onstruction (*soit, le présent document*)
- **RCE** Règlement **C**ommunal sur les **E**moluments
- **RCPA** Règlement **C**ommunal de **P**olice **A**ministrative
- **RDC** Rez-**D**e-**C**haussée
- **RIE** Rapport d'**I**mpact sur l'**E**nvironnement
- **RO** Règlement communal d'**O**rganisation

**- S -**

- **SDA** Surface **D**'**A**ssolement
- **SIA** Société suisse des **I**ngénieurs et des **A**rchitectes
- **SICC** Société suisse des ingénieurs en technique du bâtiment
- **SMH** Service des **M**onuments **H**istoriques
- **SP** Surface de **P**lancher
- **SPN** Service de la **P**romotion de la **N**ature
- **Ss** Sous-**s**ol
- **SUISSETEC** Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment
- **SVer** indice de **S**urface **V**erte

**- T -**

- **THTD** Territoire à **H**abitat **T**raditionnellement **D**ispersé
- **TPE** **T**rès **P**etite(s) **E**ntreprise(s) -Les **TPE** sont une appellation des entreprises de moins de 10 salariés, en fait, leur véritable terminologie est celle de la « micro-entreprise » au regard du règlement CEE du 15 mars 1993, qui s'attache notamment à éclaircir la définition économique de l'entreprise
- **TTE** Direction des **T**ravaux publics, des **T**ransports et de l'**E**nergie (*BVE*)

**- U -**

- **UrbIn** **U**rbanisation vers l'**I**ntérieur
- **USSP** **U**nion **S**uisse des **S**ervices des **P**arcs et promenades

Titre marginal

Article / Alinéa

**- V -**

- **VE** Vide d'Etage
- **VSA** Association suisse des professionnels de la protection des eaux (*Verband Schweizer Abwasser- und Gewässerschutzfachleute*)
- **VSS** Association suisse des professionnels de la route et des transports (*Schweizerischen Verbandes der Strassen und Verkehrsfachleute*)

**- W -**

**- X -**

**- Y -**

**- Z -**

- **ZA** Zone Agricole
- **ZBP** Zone affectée à des Besoins Publics
- **ZCF** Zone destinée aux Constructions et installations sur le domaine Ferroviaire
- **ZDN** Zone de Dangers Naturels
- **ZJV** Zone de Jardins et de Vergers
- **ZPO** Zone à Planification Obligatoire
- **ZPS** Zone régie par des Prescriptions Spéciales



Titre marginal

Article / Alinéa



Version 2017. 10. 03

**ATB SA**  
Ingénieurs-conseils SIA USIC

 **NATURA**  
BIOLOGIE APPLIQUÉE

**Rue de la Promenade 22 – 2720 TRAMELAN**

Tél. : 032 / 487. 59. 77 - Télécopie : 032 / 487. 67. 65

Email : [tramelan@atb-sa.ch](mailto:tramelan@atb-sa.ch)

Site web : [www.atb-sa.ch](http://www.atb-sa.ch)